

PER

Q-46  
CON

# Cité libre

VOLUME XXIV

NUMÉRO 5

Novembre-décembre 1996

3,95\$

«MONTREAL  
NE SERA  
JAMAIS  
BILINGUE!»



.....  
**DOSSIER:**

## LA QUESTION DE LA LANGUE AU QUÉBEC

.....  
**Collaboration spéciale:**

**MORDECAI RICHLER**

# Aux dîners de *Cité libre*...

ON DISCUTE ENTRE AMIS.



ON REÇOIT DE GRANDS ÉCRIVAINS... ET DES GENS QUI FONT PARLER D'EUX.

Couverture: Dessin humoristique paru dans *Le Devoir* du 29 mai 1996. Gracieuseté de Michel Garneau.

## L'HÉMORRAGIE

**D**isparaître ! On se souvient de ce cri d'alarme lancé en 1989 par Lise Payette. Dans son film télévisé, au titre inquiétant et aux relents xénophobes, cette ex-ministre péquiste mettait les Québécois « de souche » en garde contre le double danger que présentaient pour eux la dénatalité et l'immigration. Un an plus tard, en novembre 1990, le Mouvement national des Québécois reprenait ce leitmotiv dans son mémoire à la Commission Bélanger-Campeau. Il concluait par l'exigence de « répondre en force au problème le plus troublant de notre histoire collective : celui de notre survie. »

Tous les démographes en conviennent : le dépeuplement du Québec pose, en effet, un problème troublant. Même si, dans ces deux cas, les préoccupations inspirées par le nationalisme ethnoculturel se limitent à la « survie » du « Nous » francophone, le problème, réel et plus vaste, a de quoi inquiéter.

Rappelons d'abord que le taux de fécondité a passé de 3,78 en 1951 à 1,43 en 1986 soit, selon Henripin, un des taux les plus bas du monde. Bien qu'il soit légèrement remonté depuis, il se situe encore bien en dessous du taux requis pour maintenir la population à son niveau actuel.

D'autre part, depuis les années soixante-dix, le Québec a du mal à retenir sa population. Pour ne donner qu'un exemple, le Québec a connu, entre 1971 et 1986, un solde migratoire négatif d'au moins 200 000 personnes. S'il est vrai que ceux qui sont partis étaient surtout anglophones, toutes les études sérieuses signalent aussi le départ de dizaines de milliers de francophones. Ce solde migratoire négatif a une double cause : l'exode des Québécois et une immigration en déclin. En fait, le Québec reçoit moins d'immigrants qu'il n'en faudrait pour



compenser son dépeuplement et il en a reçu moins en 1995 que l'année précédente. Bon an, mal an, le Québec perd près de 50 % de ses immigrants. Et, comme l'a souligné le démographe Marc Termotte dans son mémoire à la Commission

Bélanger-Campeau, les francophones font partie du nombre.

Mais le Québec ne fait pas que se dépeupler, il vieillit aussi. En mai 1996, un rapport de Statistiques Canada relevait, entre 1971 et 1991, un déclin important de la tranche d'âge des moins de 25 ans : 37 % de moins pour les anglophones et 20 % de moins pour les francophones et les allophones. Quand on sait que ceux qui s'en vont ont tendance à être les plus éduqués et les plus susceptibles d'avoir un emploi, comment peut-on prétendre que le problème principal du Québec soit qu'il « s'anglicise » ? Non, les Québécois ne risquent pas de « disparaître » par l'effet de leur anglicisation ou de leur minorisation dans un océan allophone : les Québécois qui restent sont de plus en plus francophones. C'est le Québec tout entier qui « disparaît » goutte à goutte, en se dépeuplant.

Le mal de vivre qui s'est installé au Québec et qui fait fuir la population a également, hélas, un autre effet très inquiétant. Depuis 1990, le suicide est devenu la première cause de mort violente au Québec, dépassant les accidents de la route. Si on exclut les territoires du Nord-Ouest et le Yukon, le Québec détient, à ce sujet, le triste record canadien. La région du Saguenay-Lac-Saint-Jean a atteint, en 1994, un niveau dépassant celui du Yukon. « Le Québec me tue » a dit une jeune étudiante, dans un article devenu célèbre. Pour certains, malheureusement, cette phrase a un sens littéral.

Et comment ne pas associer l'émigration des Québécois à l'option séparatiste ? En effet,

l'arrivée au pouvoir du premier gouvernement péquiste a été suivie, un an plus tard, par un exode record, dont le Québec ne s'est pas encore remis : 71 000 personnes sont parties alors que 24 000 seulement y ont immigré, pour un solde négatif de 47 000 personnes. L'hémorragie a continué jusqu'en 1982. Après cette date, le solde migratoire, bien que négatif, a retrouvé à peu près les niveaux d'avant l'arrivée au pouvoir du PQ et s'est maintenu jusqu'en 1994 — c'est-à-dire jusqu'au retour au pouvoir de ce parti. Selon un rapport récent de Statistiques Canada, la situation s'est à nouveau détériorée. Si cette tendance se maintient, on prévoit pour 1996 un solde migratoire déficitaire de près de 18 000 personnes, un des plus élevés depuis le premier gouvernement péquiste. Une fois de plus ce sont surtout, mais pas exclusivement, les anglophones, les jeunes bilingues et les mieux armés qui partiront.

Comment ne pas s'inquiéter du fait que, selon un sondage récent publié dans *Le Devoir* du 9 octobre 96, plus de 52 % des médecins québécois, francophones et anglophones, envisagent sérieusement une carrière en dehors du Québec ? Non, le problème du Québec n'est pas qu'il s'anglicise, mais qu'il se vide.

L'hémorragie ne se limite pas à la population. La fuite des capitaux a atteint une telle gravité que *L'Action nationale* y a consacré tout son numéro d'octobre 1996. On apprend que 21 des 29 milliards de dollars de l'épargne québécoise sont investis en dehors du Québec et, comble des combles selon les auteurs, les sociétés d'investissement québécoises francophones (les « pure laine ») placent, tout comme les autres, une part massive de leurs capitaux en dehors du Québec. Dans une entrevue accordée au *Devoir* le 12 octobre, Rosaire Morin, responsable de ce dossier, se scandalisait du fait que « l'exode est beaucoup plus imposant du côté des fonds

d'investissements à propriété québécoise qui placent 82 % de leurs capitaux hors Québec ». Et il ajoutait que certaines universités québécoises francophones investissent moins au Québec que l'Université McGill ! *L'Action nationale* est « scandalisée par ce drame » (p. D 35), qu'elle traite de « chose honteuse » (p. D48) et de « déshonneur humiliant » (p. D47).

Mais habitués que nous sommes à la démagogie nationaliste, nous sommes à peine surpris de constater que ce dossier de *L'Action nationale* ne s'intitule pas « La fuite des capitaux "pure laine" », ou même « Honte aux francophones qui exportent leurs capitaux ! », mais « La déportation québécoise » ! On construit ainsi l'image de la « déportation » forcée de la collectivité francophone. Comment peut-on ressentir autre chose que du mépris devant une telle tricherie ?

Dans un reportage de la *Gazette* du 29 octobre, une économiste de la Banque Royale signalait que la part des investissements canadiens au Québec qui se situait, en 1990, autour de 22,6 % était tombée, en 1995, l'année du référendum, en dessous de 20 %. Selon cette banque, cette part chutera probablement en 1996 à 17,4 %. D'autre part, les investissements étrangers qui, entre 1985 et 1990, atteignaient 17 % du total canadien, étaient tombés à 9 % en 1995. Non, ce n'est pas seulement l'argent « ethnique » qui fuit le Québec.

Les arguments de « l'humiliation », de la « trahison » et du « dénigrement » éternel ont trop servi, de même que les référendums à gogo. Un mal de vivre s'est installé au Québec. Tous ceux qui peuvent partent... et les capitaux en font autant.

Les nationalistes répètent inlassablement les vertus de l'indépendance. En attendant, les faits montrent que le Québec saigne à blanc.

**Max et Monique Nemni**

LÀ OÙ RÈGNE LA LIBERTÉ, IL N'Y A RIEN À CRAINDRE POUR LA TRANQUILLITÉ PUBLIQUE  
ET L'UNITÉ DE L'ÉTAT.

Immanuel Kant, *Was ist Aufklärung ?*



# DANS CE NUMÉRO...

**P**ouvez-vous penser à un sujet qui soulève plus de passion chez les Québécois francophones que celui de la langue? Nous en doutons... C'est pourquoi nous sommes sûrs que vous lirez avec beaucoup d'intérêt, de plaisir ou de rage, tout notre dossier choc sur la langue.

Max Nemni explique comment «la langue de bois» utilise la «peur de disparaître» à des fins politiques et pourquoi il est futile de combattre le séparatisme sur le seul plan économique. Joseph Turi donne au débat linguistique québécois un éclairage juridique international, ce qui met en relief combien le gouvernement québécois est «distinct», à l'échelle mondiale, dans les mesures draconiennes qu'il a adoptées pour «protéger» le français. Michel Lebel soutient que dans tout le débat sur la langue de l'af-

fichage, les juristes se sont mêlés de ce qui ne les regarde pas! Isabelle Hachey, rédactrice en chef du journal étudiant de l'UQAM *Montréal Campus*, nous explique pourquoi des jeunes pensent que toute la controverse sur la langue de l'affichage fait «beaucoup de bruit pour rien». Dans l'extrait de son nouveau livre *Pour en finir avec les intégristes de la culture*, Pierre Monette montre, chiffres à l'appui, que nous avons «l'alarme facile», parce que le français au Québec est moins menacé qu'on ne le croit. Monique Nemni traite aussi de la menace du français: non du français menacé, mais du français menaçant pour tous les Québécois.

Nos «Regards critiques» sont plus critiques que jamais. William Johnson montre, à l'aide de nombreux exemples, que l'antisémitisme au Québec semble pointer

son nez hideux. Pierre Arbour, qui connaît bien le monde des affaires, affirme que l'incertitude politique nuit à l'économie du Québec. Bruce Katz critique fortement une nouvelle politique du gouvernement péquiste qui rend les étudiants québécois prisonniers de leur province.

Marc Angenot sera peut-être un jour dans le *Guinness Book of Records* pour le nombre de lettres haineuses qu'il a inspirées, rien qu'avec deux petits articles! Lisez le «Débat»; vous verrez qu'il n'a besoin de personne pour le défendre!

Geneviève Manseau a «prêté sa plume», comme d'habitude, à ceux et celles qui ont des choses importantes à dire, mais qui ne sauraient pas les écrire. Cette fois, ils donnent leur point de vue sur le français.

Quatre personnes nous entretiennent d'oeuvres

intéressantes qu'elles ont vues ou lues. Gabrielle Pascal nous parle avec émotion de poésie; André Smith d'une nouvelle biographie sur Albert Camus; Rennie Mastin du livre de William Johnson *Le Mirage: le Québec entre le Canada et l'utopie*; et Cécile Braucourt de romans de Nina Bouraoui.

Connaissez-vous le sens de vos «droits»? Alors, consultez le «Glossaire raisonné du citoyen averti»!

Et n'oubliez pas que le «Courrier des lecteurs», bilingue, est là pour accueillir vos réactions à nos articles, à la revue, aux soupers, ou même à l'actualité en général.

Bonne lecture!

## DOSSIERS

à venir...

### **L'éducation au Québec :**

janvier-février 1997

**Date de tombée :** le 27 novembre

### **Qu'est-ce que la souveraineté ?**

mars-avril 1997

**Date de tombée :** le 27 janvier

# Cité libre

## CONSEIL D'ADMINISTRATION

Aurèle Beaulnes, *président*  
Robert Davies, *vice-président*  
Guy Sarault, *secrétaire*  
Isabelle Randria, *trésorière*  
Marc Agostini, Pierre Arbour,  
René-Guy Cantin,  
Hélène de Kovachich,  
Dany Gravel, William Johnson,  
Jacques Hébert, Nadia Khouri,  
Jean-Paul Murray, André Smith

## RÉDACTION

Directeurs de la revue :  
Max Nemni, Monique Nemni  
Secrétaire d'administration :  
Jean-Paul Murray  
Secrétaire de rédaction :  
Gabrielle Pascal  
Révision de texte :  
Jean-Paul Murray  
Max Nemni  
Monique Nemni  
Gabrielle Pascal  
Thérèse Viau

## PRODUCTION :

Graphisme : Studio Robillard  
Impression : Reptotech

## SECRÉTARIAT

Jean-Paul Murray  
4-10 rue de l'Épervier  
Hull, Québec  
J9A 2A3  
Tél. : (819) 778-0745  
Fax : (514) 738-5516

## SERVICE D'ABONNEMENT

### Periodica

C.P. 444, Outremont  
P.Q. H2V 4R6  
Tél. : Région de Montréal :  
(514) 274-5468  
Tout le Québec et l'Outaouais :  
1-800-361-1431  
Fax : (514) 274-0201

## VENTE AU NUMÉRO

### Messageries de presse Benjamin

0160, Jean Milot  
Lasalle, P.Q. H8R 1X7  
Tél. : (514) 364-1780  
Fax : (514) 364-7245

## VENTE AUX LIBRAIRES

### Diffusion Dimedia

539, boul. Lebeau  
Ville St-Laurent, P.Q.  
H4N 1S2  
Tél. : (514) 336-3941  
Fax : (514) 331-3916

Dépôt légal : 1<sup>er</sup> trimestre 1995

ISSN : 1183-7144

Envoi de publication :  
enregistrement no. 10123

# Sommaire

## ÉDITORIAL

1 – Max et Monique Nemni : L'hémorragie

## 3 Dans ce numéro

## 5 Courrier des lecteurs

## COLLABORATION SPÉCIALE

6 – Mordecai Richler : Un danger manifeste et immédiat

## DOSSIERS :

## LA QUESTION DE LA LANGUE AU QUÉBEC

- 11 – Max Nemni : La langue de bois  
14 – Joseph-G. Turi : La tour de Babel et la loi  
19 – Michel Lebel : Langue d'affichage et Eden français  
22 – Isabelle Hachey : Beaucoup de bruit pour rien  
24 – Pierre Monette : L'alarme facile  
27 – Monique Nemni : Quand le français devient menaçant

## 23 Vous souhaitez collaborer à Cité libre ?

## REGARDS CRITIQUES

- 31 – William Johnson : Et si c'était de l'antisémitisme ?  
35 – Pierre Arbour : L'incertitude politique ? Connais pas !  
37 – Bruce Katz : L'éducation prisonnière de la langue

## DÉBAT : LES INTELLECTUELS NATIONALISTES ET LA DÉMOCRATIE

- 40 – Onil Perrier : Lettre à Marc Angenot  
41 – Marc Angenot répond

## Prête-moi ta plume

- 43 – Geneviève Manseau : Le français au Québec :  
une langue étrangère ?

## VU ET LU

- 46 – Gabrielle Pascal : Poésie vivante  
48 – André Smith : Le parcours d'Albert Camus  
51 – Rennie Mastin : Mirage et utopie  
54 – Cécile Braucourt : Identité et famille chez Nina Bouraoui

## 56 Glossaire raisonné du citoyen averti

## ADIEU MONTRÉAL!

La scène n'a rien d'inhabituel. Des cartons s'en-tassent dans la chambre, des vêtements traînent partout. Et le bureau est couvert de listes des nombreuses choses à emballer avant l'arrivée du camion de déménagement vendredi prochain. C'est l'histoire d'une autre jeune personne qui quitte la ville. Un autre chiffre s'ajoute aux statistiques.

Un autre nom viendra s'ajouter à la liste des membres de la Génération X, de la Génération Ex. Ex-montréalaise, moins de trente ans, essaie de faire son chemin dans le monde professionnel, et voit que ce chemin la mènera vers l'ouest.

Une grande aventure en perspective. Un nouvel emploi et une ville nouvelle — ne serait-ce que Toronto. Dans mon for intérieur, cependant, je ne peux m'en réjouir, car j'aime Montréal et je n'ai jamais voulu la quitter. D'ailleurs, je m'étais juré que je n'aboutirais jamais à Toronto, ville sans âme. Mais j'ai l'impression de ne pas avoir le choix.

Je dois partir. Maintenant. Avant de me ranger, de me marier et d'élever des enfants. La colère et l'hostilité de part et d'autre du débat politico-linguistique s'amplifient à chaque jour, et je n'ai plus envie d'être prise au milieu de cette querelle. Ce n'est pas de l'indifférence. Mais j'ai 26 ans et je veux m'établir dans un milieu qui ne me soit pas hostile chaque fois que j'ouvre la bouche ou que je m'exprime mal en français.

Pourtant, je suis pleine de remords. Je ressens l'obligation d'appuyer ma communauté en n'étant pas de ceux qui s'exilent et en continuant d'y jouer un rôle actif : être de la partie lors d'un rassemblement, voter Non au prochain référendum, devenir un futur leader montréalais... Mais ce ne sera jamais le cas. En tant que jeune professionnelle, je veux aller aussi loin que possible, mais j'ai dû me rendre à l'évidence : je ne pourrai jamais réaliser mes ambitions à Montréal.

Nous étions l'avenir, mais nous nous en allons par vagues entières. Le jour où j'ai signé un bail à Toronto, l'agent m'apprenait que huit Montréalais avaient emménagé au cours de la semaine — et il m'a demandé si je connaissais quelqu'un parmi eux. Personne ne paraît s'inquiéter du nombre croissant des membres de la Génération X qui s'en vont

du Québec. Les conséquences financières pour la province sont pourtant ahurissantes. Prenons l'exemple d'un professionnel qui gagne 50 000 \$ par an. Sur une période de 35 ans, cela représente un revenu brut de 1, 75 \$ million. Si cette personne s'en va, le Québec se trouve privé d'environ 385 000 \$ d'impôt sur le revenu et possiblement de 105 000 \$ en taxe de vente.

La ville de Montréal, quant à elle, a lancé une parodie de campagne publicitaire qui n'améliore guère les choses. Partout des panneaux d'affichage proclament, « Montréal, c'est toi ma ville ». Mais y a-t-il un brin d'anglais sur ces panneaux ? S'il y en avait eu, même en petits caractères, cela m'aurait peut-être donné espoir qu'un jour ma langue serait légalement affichée en public. Dans le cas présent, les panneaux devraient plutôt déclarer : « C'est toi ma ville - à condition que je sois francophone ».

Mais l'hostilité est trop répandue et trop persistante. Si seulement de part et d'autre des jeunes pouvaient réfléchir ensemble avec un peu de recul et mesurer leur chance !

La condition des jeunes dans certains pays du Moyen-Orient, par exemple, est loin d'être aussi rose. J'ai visité Israël il y a six ans, comptant y faire une expérience spirituelle. Ce qui m'a frappée en débarquant de l'avion, c'est de voir un groupe de 60 jeunes de mon âge monter dans un autobus... avec de Uzis et des M-16 en bandoulière. Des jeunes qui auraient dû être à l'université, en train de travailler ou de voyager. La seule question qui m'est venue à l'esprit a été : pourquoi diable mon pays se déchire-t-il ?

Le Canada est le pays le plus attachant du monde, mais il faut qu'on se cherche querelle, et on choisit la guerre des mots. Je sais qu'il y a plus dans ce débat, qu'il y va également de l'Histoire et des droits de chacun. Mais au moment de fermer mes derniers cartons, je me dis encore : « Si seulement nous pouvions mesurer notre chance ! »

Si seulement... Sur l'autoroute qui m'éloigne de Montréal, je sais que la hantise du « si seulement » me suivra pendant très longtemps.

**Robyn Green**  
Montréal.

UN DANGER MANIFESTE  
ET IMMÉDIAT

MORDECAI RICHLER

L'image la plus pétrifiante de la campagne référendaire est passée à la télévision le soir du 25 octobre 1995 à l'occasion du grand rassemblement pour le Oui à Verdun. Une jeune femme, les yeux fermés, brandissait un petit fleurdelisé qu'elle s'est mise à embrasser frénétiquement pendant que Lucien Bouchard tempêtait sur son estrade. Un homme qui peut déclencher une ferveur quasi-orgasmique chez les jeunes menace l'ordre public. Il serait donc plus rassurant de le savoir chez lui en train de faire ce qu'il préconise, des bébés de « race blanche ». L'appel de Lucien Bouchard aux Québécoises pure laine qu'il incitait à plus de fécondité dans leurs ébats aura au moins prouvé à ceux qui en douteraient encore que l'ombre de l'abbé Lionel-Adolphe Groulx, religieux infâme et raciste, plane toujours sur la cause séparatiste.

Émanant d'un esprit fangeux, le racisme au vitriol de Groulx n'aura pas épargné le deuxième violon du séparatisme, Jacques Parizeau. En 1917, Groulx déclarait que les « immigrants européens cosmopolites » menaçaient l'âme du Canada. Et, parbleu, soixante-dix-huit ans plus tard, comme le savent désormais tous les téléspectateurs occidentaux, un Jacques Parizeau amer, et semble-t-il aviné, s'est adressé à ses ouailles après le référendum perdu d'un cheveu et, mettant la défaite sur le compte de l'argent et des ethniques, il a parlé de vengeance.

Personne ne l'a sifflé. Personne, que je sache, n'a manifesté son dégoût en claquant la porte. Au contraire, la foule réagissant à la colère de Parizeau s'est mise à



Mordecai Richler est un des écrivains québécois les plus connus dans le monde.

scander : « Le Québec aux Québécois ». Une psalmodie de nature tribale qui, comme je l'ai écrit en 1991 dans le *New Yorker*, n'inclut pas celui qui s'appelle Ginsberg, ni même MacGregor.

**LORSQU'IL A DÉPOSÉ LE PROJET DE LOI 101 À L'ASSEMBLÉE NATIONALE EN 1977, L'AYATOLLAH CAMILLE LAURIN EST ALLÉ JUSQU'À DIRE QUE LES « ANGLAIS DU QUÉBEC SONT COMME DES RENARDS DANS UN POULAILLER ».**

Le petit mot doux de Parizeau aux Québécois de race impure fut immédiatement salué en France par Jean-Marie Le Pen, l'odieux leader du Front National. Et des voyous se mirent à l'œuvre dans les jours qui suivirent les paroles de vengeance du premier ministre. On badigeonna « FLQ » sur le socle de la statue de la reine Victoria qui fait face au conservatoire de musique de McGill, rue Sher-

brooke. Une brique portant l'inscription « *Last Chance 101* » fut lancée dans la vitrine du Café Brooks où quelqu'un avait déjà inscrit au feutre noir « *English Shit Go Home* ».

**« LE QUÉBEC AUX QUÉBÉCOIS » N'INCLUT PAS CELUI QUI S'APPELLE GINSBERG, NI MÊME MACGREGOR.**

Le tout fut précédé d'un autre incident qui eut lieu à la fin de la soirée du référendum. Le Rottweiler-en-résidence et sous-chef du Parti québécois, Bernard Landry, entra à l'hôtel Inter-Continental pour y faire non sans difficulté son check-in, comme on dit à Paris, cette autre ville francophone. Prenant à partie deux employés de l'hôtel, l'un francophone et l'autre d'origine mexicaine, il tonna contre les immigrants qui avaient dérobé aux séparatistes la victoire que les scrutateurs péquistes s'étaient éreintés à obtenir. Quelques jours plus tard Landry concéda qu'il s'était emporté, mais qu'il n'avait insulté personne, et il refusa de s'excuser. Il découvrit par la suite qu'on avait enregistré ce faux-pas sur vidéo et, après réflexion, il fit amende honorable.

Insensible à l'ironie, Landry, qui porte « Je me souviens » estampé sur le front, s'était quand même plaint du fait que les immigrants avaient eu l'indécence de voter « selon les chromosomes de leurs grands-mères ». Des grands-mères qui peut-être soixante ans plus tôt, en Pologne, en Italie, en Grèce, en Haïti ou ailleurs, tenaient leurs petits-enfants sur les genoux en leur faisant promettre que lorsqu'ils seraient grands, jamais ils ne mettraient les coudes sur la



table en mangeant, jamais ils ne tricheraient aux cartes et jamais ils ne voteraient Oui à un référendum québécois. Nos grand-mères n'étaient vraiment pas à la hauteur. Si elles avaient vu juste, elles nous auraient appris à faire des croix convenables sur un bulletin de vote, avec des traits ni trop tordus, ni trop pâles, ni trop foncés.

Mais passons. Quant à Landry, soyons justes envers lui, car il a toujours su nous faire rire. En l'absence de Mighty Mouse, le tout petit Landry s'est adressé en pleine campagne référendaire au secrétaire d'État américain, Warren Christopher, pour lui faire savoir que les Québécois se fâcheraient si les dirigeants américains continuaient d'appuyer l'unité canadienne. « Si la victoire échappe au Oui par une marge étroite, comme cela se pourrait, écrivait-il, ceux qui auront voté Oui — la grande majorité des Québécois francophones — pourraient attribuer aux États-Unis une part de responsabilité dans leur profonde déception. J'ignore combien de décennies il faudra ensuite pour dissiper ce malaise ». Si je ne m'abuse, Landry attend toujours la réponse — sans doute a-t-il oublié de joindre une enveloppe timbrée à son adresse.

**NOS GRAND-MÈRES N'ÉTAIENT VRAIMENT PAS À LA HAUTEUR. SI ELLES AVAIENT VU JUSTE, ELLES NOUS AURAIENT APPRIS À FAIRE DES CROIX CONVENABLES SUR UN BULLETIN DE VOTE, AVEC DES TRAITS NI TROP TORDUS, NI TROP PÂLES, NI TROP FONCÉS.**

Le cri du cœur de Parizeau et la sortie vulgaire de Landry ont été condamnés dans la presse francophone; Lucien Bouchard s'est empressé de désavouer l'injure de son acolyte qui devenait de plus en plus embarrassant. Il faut noter aussi que les séparatistes qui croient sincèrement en une indépendance territoriale plutôt qu'ethnique ont été horrifiés par la

gaffe de Parizeau, et ils l'ont dit ouvertement. Jean-Marc Biron et d'autres Jésuites éminents ont dénoncé Parizeau dans la *Gazette* de Montréal en écrivant que ses propos n'étaient « pas représentatifs du mouvement souverainiste ». Hélas ! je ne suis pas d'accord.

**EN L'ABSENCE DE MIGHTY MOUSE, LE TOUT PETIT LANDRY S'EST ADRESSÉ EN PLEINE CAMPAGNE RÉFÉRENDATAIRE AU SECRÉTAIRE D'ÉTAT AMÉRICAIN, WARREN CHRISTOPHER, POUR LUI FAIRE SAVOIR QUE LES QUÉBÉCOIS SE FÂCHERAIENT SI LES DIRIGEANTS AMÉRICAINS CONTINUAIENT D'APPUYER L'UNITÉ CANADIENNE.**

Même si certains péquistes insistent sur le fait que le mot « Québécois » désigne tous ceux qui résident dans la province, j'estime que c'est une ruse publicitaire. Un écran de fumée. Il suffit de remonter à René Lévesque, sans parler de l'abbé Groulx, pour trouver une pléthore de preuves contraires.

Lorsque Lévesque a nommé Robert Boyd à la direction d'Hydro Québec, il a aussitôt souligné à l'attention de ses fidèles que Boyd, malgré son nom, était un vrai francophone, c'est-à-dire un « pure laine ». Lorsqu'il a déposé le projet de loi 101 à l'Assemblée nationale en 1977, l'ayatollah Camille Laurin est allé jusqu'à dire que les « Anglais du Québec sont comme des renards dans un poulailler ».

Au mois d'avril 1990, Pierre Péladeau, l'éditeur suffisant du *Journal de Montréal* et inconditionnel du PQ, a mis sa casquette de penseur pour déclarer : « J'ai beaucoup de respect pour les juifs, mais ils prennent trop de place ».

Plus récemment, l'ineffable Pierre Bourgault prévenait les non-francophones qu'il y aurait du grabuge s'ils empêchaient les « vrais » Québécois de faire l'indépendance, sentiment avalisé

par l'ancien ministre conservateur, Marcel Masse.

En février 1995, le député bloquiste Philippe Paré accusait les « immigrants » de mettre des bâtons dans les roues. « S'ils ne veulent pas contribuer à la solution québécoise, ne peuvent-ils pas au moins s'abstenir de nous freiner et de voter contre nous ? » Et Gilbert Fillion, autre bloquiste d'arrière-ban, d'ajouter : « Qui sait si à un moment donné, dans deux ans, ces gens-là n'aboutiront pas à Toronto ? » La députée bloquiste Suzanne Tremblay a reproché pour sa part à Joyce Napier, journaliste née à Montréal, d'avoir un accent montrant bien qu'elle n'était pas « Québécoise d'origine ».

**MÊME SI CERTAINS PÉQUISTES INSISTENT SUR LE FAIT QUE LE MOT « QUÉBÉCOIS » DÉSIGNE TOUS CEUX QUI RÉSIDENT DANS LA PROVINCE, J'ESTIME QUE C'EST UNE RUSE PUBLICITAIRE. UN ÉCRAN DE FUMÉE. IL SUFFIT DE REMONTER À RENÉ LÉVESQUE, SANS PARLER DE L'ABBÉ GROULX, POUR TROUVER UNE PLÉTHORE DE PREUVES CONTRAIRES.**

Quelles que soient les bonnes intentions des séparatistes purs d'esprit, leur mouvement est foncièrement xénophobe et, si j'en juge par le courrier que je reçois, les appels téléphoniques injurieux et les menaces de mort, il est entaché d'antisémitisme. L'atmosphère d'un Québec indépendant serait malsaine pour les non-francophones; beaucoup de « ces gens-là » partirait de toute façon, ce qui ne serait pas pour déplaire à bien des péquistes, Gilbert Fillion faisant, bien entendu, partie du lot.

Ceux qui ont immigré dans ce pays — paysans normands, Écossais privés de leurs biens, Irlandais fuyant la famine, juifs des shtetl, prolétaires ukrainiens, grecs, italiens, chinois, coréens ou portugais — tous sont venus ici pour échapper au tribalisme et à la discrimination.

**SI QUELQU'UN DANS CE PAYS A  
LE SANG BLEU, CE N'EST PAS À SES  
AÏEUX QU'IL LE DOIT, MAIS À L'EFFET  
DU CLIMAT.**

En général, nos grands-parents ou nos arrière-grands-parents, d'où qu'ils provenaient, étaient pauvres comme Job. Vu sous un autre angle, si quelqu'un dans ce pays a le sang bleu, ce n'est pas à ses aïeux qu'il le doit, mais à l'effet du climat. Ce qui s'applique aux « pure laine ». Nous avons réussi à forger une société civique assurant à tous l'égalité, du moins sur le plan des droits démocratiques. Et voilà qu'une lutte tribale menace de nous détruire; à l'étonnement de ceux qui vivent en des lieux moins fortunés, ce pays incomparablement riche, pratiquement inhabité et qui offre à tous une seconde chance pourrait bientôt se détruire, éclater en deux parties acrimonieuses. Si cela se produisait, Montréal subirait un autre exode massif et les seuls ethniques encombrants y seraient les pauvres et les vieillards.

En fait, dans deux ou trois ans, lorsqu'après avoir additionné ses points d'humiliation, Bouchard décrètera que le moment est venu d'organiser un troisième référendum, les séparatistes pourraient bien gagner par défaut. Depuis le premier référendum, en 1980, au moins 150 000 personnes désignées comme *les autres* ont quitté la province, et durant les quelques prochaines années 50 000 autres anglophones et ethniques indésirables, peut-être davantage, pourraient bien voter avec les pieds. La politique péquiste de nettoyage ethnique

en douceur, non violente, pourrait bien rapporter un pays aux séparatistes, avec une population rétrécie mais uniforme où les seuls panneaux en anglais annonceraient *for sale*.

Cette jeune femme du rassemblement pour le Oui qui embrassait son drapeau dans l'extase m'apparaît comme la métaphore du Québec d'aujourd'hui. Naguère hantée par l'Église, la province a embrassé une nouvelle foi: le nationalisme. Elle bénéficie maintenant de la présence d'un *chef*, l'homme fort dont rêvait l'abbé Groulx. Un Dollard des Ormeaux réincarné. Dans un discours prononcé à Montréal en 1919 sous le titre « Si Dollard revenait... »,



*Des cité-libristes attentifs*

Groulx avait évoqué l'urgence de trouver un meneur d'hommes:

*Lève-toi, ô Dollard, vivant sur ton socle de granit. Appelle-nous avec ton charme viril, avec tes accents de héros... Ensemble nous travaillerons, nous reconstruirons la maison de famille. Et pour la défense française et pour la défense catholique, si tu le commandes, ô Dollard, ô chef enivrant et magnétique, jusqu'à l'holocauste suprême nous te suivrons.*

Mais les choses étant ce qu'elles sont, le PQ — que Bouchard a enfourché pour l'heure — est moins un parti politique dont l'idéologie survivrait à l'indépendance qu'une formation de convenance qui, après la séparation, éclaterait en au

**AVEC LE ZÈLE LINGUISTIQUE  
QU'ILS DÉPLOIENT AUJOURD'HUI,  
LES MEMBRES DE LA SOCIÉTÉ SAINT-  
JEAN-BAPTISTE EXIGERAIENT SANS  
DOUTE [...] QU'ON SAISISSE LES  
BOÎTES DE SOUPE À L'ALPHABET OÙ  
MANQUERAIENT LES ACCENTS GRAVES  
ET LES ACCENTS AIGUS, ET PEUT-ÊTRE  
MÊME INTERDIRAIENT-ILS LE DROIT  
DE PENSER EN ANGLAIS.**

moins trois groupuscules. L'éventail irait de l'extrême gauche à l'extrême droite. La gauche irresponsable, liée aux syndicats, promettrait des garderies, le plein emploi, des pensions mirobolantes, des billets de loterie toujours gagnants et, somme toute, une fabuleuse utopie francophone, peu importe qu'il n'y ait plus de bonbons dans le magasin. À l'extrême droite, nous pourrions sûrement compter sur les cinglés de la Société Saint-Jean-Baptiste, ces gens adorables qui, en 1938, dépo-

sèrent au Parlement une pétition signée par environ 128 000 adeptes s'opposant à « toute immigration au Canada et surtout à celle des juifs ». Avec le zèle linguistique qu'ils déploient aujourd'hui, les membres de la Société Saint-Jean-Baptiste exigeraient sans doute qu'on limite le nombre des stations de radio et de télévision anglophones du Québec ou qu'on saisisse les boîtes de soupe à l'alphabet où manqueraient les accents graves et les accents aigus, et peut-être même interdiraient-ils le droit de penser en anglais.

Il faut s'attendre à tout.

À l'heure actuelle, l'industrie du vêtement, qui appartient dans

l'ensemble à des juifs, emploie près de 50 000 personnes à Montréal, mais, au moment où j'écris, certains fabricants cherchent à démembrer leurs usines en Ontario ou au Vermont. Le lendemain d'un Oui au référendum numéro 3, beaucoup d'entre eux plieraient bagage, tireraient un trait sur leurs pertes, et partiraient s'établir sous des cieux plus cléments. La ville de Montréal, que *Time* a déjà désignée comme la capitale canadienne de la pauvreté, perdrait au minimum 30 000 emplois. Les dirigeants syndicaux reprocheraient sans aucun doute aux *maudits juifs* qui se sont enrichis à Montréal d'abandonner le nouvel État. Ils n'admettraient sûrement pas que par leur énergie les juifs aient pu contribuer à la vigueur de l'économie, et qu'ils soient partis quand ils se sont sentis de trop dans une ville qui était leur foyer et qu'ils chérissaient comme telle.

**BOUCHARD, DANS LE RÔLE DE MONSIEUR NET, N'EUT MÊME PAS À S'EXPLIQUER SUR LES MILLIONS DE DOLLARS QUE, DANS LA BONNE TRADITION DUPLESSISTE, SON PARRAIN MULRONEY AVAIT DÉVERSÉS EN 1988 DANS LA CIRCONSCRIPTION DU LAC SAINT-JEAN POUR LE FAIRE ÉLIRE À COUP SÛR.**

Dans l'éventualité de la séparation, je m'attends à une reprise des querelles raciales au Québec, car Parizeau et les autres ont démontré qu'elles couvent bien près de la surface.

Lors du deuxième référendum les séparatistes n'ont pas dû affronter Pierre Trudeau dont ils craignaient le mépris avec juste raison. À sa place, il n'y avait que Jean Chrétien et des fifrelins sur les banquettes ministérielles d'Ottawa.

Avant même qu'elle ne succombe à la panique de dernière minute, la campagne fédéraliste a été d'une nullité déconcertante, à la seule exception de Jean Charest avec

son truc du passeport canadien qu'on a vu partout.

**ET ON NE LUI A PAS DEMANDÉ NON PLUS COMMENT IL SE FAIT QU'UN HOMME ISSU D'UN MILIEU OUVRIER QUELQUE PART DANS UN COIN PERDU, QUI A PU DEVENIR NOTRE AMBASSADEUR EN FRANCE, DÉPUTÉ FÉDÉRAL, MINISTRE ET CHEF DE LA LOYALE OPPOSITION DE SA MAJESTÉ PUISSE NÉANMOINS S'EXHIBER EN VICTIME DES PRÉJUGÉS ANGLOPHONES ET SE SENTIR HUMILIÉ TOUS LES JOURS AU COUCHER DU SOLEIL.**

À la télévision, le *National Magazine* de la CBC nous aura tout autant déçus. Notez bien que j'ai un problème avec Hana Gartner. Chaque fois qu'elle apparaît dans l'émission, clinquante, émoustillée, fixant la caméra de ses yeux écarquillés, l'air un peu hébété, je recule instinctivement de plusieurs mètres de peur de la voir bondir hors de l'écran pour m'obliger à l'écouter. Et puis il y a eu son entrevue avec Bouchard.

J'ai rarement vu un entretien aussi médiocre, aussi dénué d'intelligence et aussi mal documenté avec un politicien pourtant si attaquant. Bouchard, dans le rôle de Monsieur Net, n'eut même pas à s'expliquer sur les millions de dollars que, dans la bonne tradition duplessiste, son parrain Mulroney avait déversés en 1988 dans la circonscription du Lac Saint-Jean pour le faire élire à coup sûr. Aucune question pressante pour expliquer que cet ancien ministre conservateur se soit métamorphosé en social-démocrate à l'heure opportune où les séparatistes avaient désespérément besoin des syndicats pour gagner le référendum. Pas la moindre insinuation sur le fait qu'un homme qui a été tour à tour libéral, péquiste puis conservateur convaincant, tout cela avant de créer le Bloc québécois à son image, pourrait bien être un escroc à l'affût du bon coup, ou alors, si

l'on veut être charitable, disons un peu embrouillé dans ses idées. Et on ne lui a pas demandé non plus comment il se fait qu'un homme issu d'un milieu ouvrier quelque part dans un coin perdu, qui a pu devenir notre ambassadeur en France, député fédéral, ministre et chef de la loyale opposition de Sa Majesté puisse néanmoins s'exhiber en victime des préjugés anglophones et se sentir humilié tous les jours au coucher du soleil. Et quand Bouchard a expliqué par la suite que les Canadiens français formaient un peuple — contrairement à nous — et qu'il était donc normal qu'ils aient un pays, j'ai attendu en vain que Gartner lui demande s'il était également en faveur d'une nation pour les Corses, les Basques, les Écossais, les Gallois, sans parler des Cris du Québec qui forment aussi un peuple. Je croyais qu'elle allait forcément lui mettre sous le nez l'observation de Trudeau: «Si le Canada est divisible, le Québec l'est aussi». Mais non. On sentait que Gartner, en adoration devant Bouchard, allait incessamment lui demander quelle était sa fleur préférée, et s'il avait offert des chocolats à Audrey pour la Saint-Valentin.

**PARIZEAU AURAIT DIT EN PRIVÉ: «NOUS SOMMES ÉLUS PAR DES IDIOTS. AU QUÉBEC, 40 % DES GENS SONT FÉDÉRALISTES ET 40 % SONT SÉPARATISTES - ET 20 % IGNORENT QUI EST LE PREMIER MINISTRE DU CANADA. CE SONT CES 20 % QUI FONT ET DÉFONT LES GOUVERNEMENTS».**

D'après Graham Fraser du *Globe and Mail*, qui rapportait l'histoire après le référendum, Parizeau aurait dit en privé: «Nous sommes élus par des idiots. Au Québec, 40 % des gens sont fédéralistes et 40 % sont séparatistes — et 20 % ignorent qui est le premier ministre du Canada. Ce sont ces 20 % qui font et défont les gouvernements».

En fait, la proportion avoisinerait plutôt les 30 %. Une suite de sondages confirme que cela correspond au pourcentage des Québécois qui ont voté Oui mais qui pensent qu'être souverain, cela signifie rester Canadiens, continuer à élire des députés à Ottawa et profiter des autres avantages du fédéralisme. Autrement dit, notre pays aura été poussé au bord du gouffre par le suffrage des idiots du village.

Le référendum est passé, mais Montréal est une ville en profonde dépression, une ville angoissée. Fait intéressant, René Lévesque n'a jamais fait peur à personne ici, tandis que Lucien Bouchard, que l'on voit toujours écumant, en terrifie plus d'un. L'homme que les séparatistes célèbrent comme un saint et comme leur messie éventuel, est perçu comme un démagogue irresponsable et dangereux par beaucoup de ces « Autres ». Un escroc. Un danger manifeste et immédiat pour le tissu social fragile, et déjà gravement éprouvé, de la province.

**LE RÉFÉRENDUM EST PASSÉ,  
MAIS MONTRÉAL EST UNE VILLE  
EN PROFONDE DÉPRESSION,  
UNE VILLE ANGOISSÉE.**

Voici des faits. Après le référendum, je tombe à Toronto sur un ami montréalais. « Je suis d'origine grecque, me dit-il, né à Montréal, et j'ai eu la peur de ma vie. J'ai 55 ans, je suis parfaitement bilingue. Et alors ? J'ai travaillé très dur toute ma vie et, soudain, tout ce que j'ai acquis peut s'écrouler. Le lendemain du référendum, j'ai appelé notre agent immobilier dans les Laurentides pour lui dire que je voulais vendre le chalet. Elle a éclaté en larmes en disant : « J'ai reçu quarante-cinq appels aujourd'hui, des gens qui veulent vendre, mais je n'ai pas un seul acheteur en vue ».

Un agent immobilier que j'ai rencontré chez Winnie's, le bistrot que

je préfère à Montréal, m'a dit que la plupart des maisons du West Island étaient à vendre : « Les gens de Westmount veulent liquider leur maison, sortir leur argent de la province et louer un appartement en attendant la suite des événements ». Puis elle m'a raconté qu'elle avait négocié à Westmount un contrat de vente en deux parties : « Le prix était de six-cent cinquante mille dollars, mais si le Oui l'emportait, le prix tombait automatiquement à cinq-cent cinquante mille ».

**L'HOMME QUE LES SÉPARATISTES  
CÉLÈBRENT COMME UN SAINT ET  
COMME LEUR MESSIE ÉVENTUEL,  
EST PERÇU COMME UN DÉMAGOGUE  
IRRRESPONSABLE ET DANGEREUX PAR  
BEAUCOUP DE CES « AUTRES ».  
UN ESCROC. UN DANGER MANIFESTE  
ET IMMÉDIAT POUR LE TISSU SOCIAL  
FRAGILE, ET DÉJÀ GRAVEMENT  
ÉPROUVÉ, DE LA PROVINCE.**

Un agent d'assurances m'a dit que beaucoup de ses clients ont pris un abonnement 1-800 en Ontario et acquis un pied-à-terre à Alexandria ou à Cornwall pour pouvoir transférer facilement l'adresse de leur entreprise à l'extérieur du Québec. « En attendant, dit-il, rien ne bouge et personne n'investit ».

**LA PROCHAINE FOIS, CEPENDANT,  
LES ETHNIQUES ET L'ARGENT QUI  
RESTERONT DEVRAIENT EXIGER QUE  
DES OBSERVATEURS EN PROVENANCE  
DE DÉMOCRATIES PLUS AVANCÉES  
SOIENT PRÉSENTS POUR  
SURVEILLER LES MANIGANCES.  
DES OBSERVATEURS, METTONS,  
DU NIGÉRIA, DE HAÏTI OU  
DE BOSNIE.**

Les séparatistes ont essayé le chantage. Ils ont voulu gagner par des moyens détournés en concoctant une question fumeuse pour induire les gens en erreur ; ils n'ont pas osé demander franchement aux Québécois : « Êtes-vous pour

l'indépendance, Oui ou Non ? », car ils connaissaient déjà la réponse à cette question-là.

**ILS ONT MENACÉ, ILS ONT MENTI,  
ILS ONT TRICHÉ, MAIS ILS N'ONT  
PAS GAGNÉ, MÊME S'IL S'EN EST  
FALLU D'UN CHEVEU.**

Et puis il y a eu le scrutin lui-même. Les séparatistes ont omis d'envoyer des bulletins de vote à de nombreux Québécois qui résidaient temporairement dans le reste du Canada, aux États-Unis ou ailleurs à l'étranger, et qui avaient pourtant fourni la preuve qu'ils avaient le droit de voter. Les scrutateurs ont fait la grève du zèle dans les circonscriptions anglophones et allophones de Montréal lors des scrutins anticipés. À cet égard, le traitement infligé à l'un de mes vieux amis est typique. Confiné à une chaise roulante, il a attendu pendant deux heures et demie et il a fini par rentrer chez lui sans avoir voté. On peut sortir l'Union Nationale du Québec, mais on ne peut pas sortir certains Québécois de l'Union Nationale. En clair, les scrutateurs, tous nommés par le PQ, ont reçu la consigne de tricher effrontément en annulant des milliers de bulletins pour le Non dans les bureaux de vote de Montréal.

Ils ont menacé, ils ont menti, ils ont triché, mais ils n'ont pas gagné, même s'il s'en est fallu d'un cheveu. Et dans quatre ans, ou seulement trois peut-être, ils nous infligeront un troisième référendum, sans aucun doute assorti d'une autre question manipulée pour provoquer la confusion. La prochaine fois, cependant, les ethniques et l'argent qui resteront devraient exiger que des observateurs en provenance de démocraties plus avancées soient présents pour surveiller les manigances. Des observateurs, mettons, du Nigéria, de Haïti ou de Bosnie. ■

*Traduction : Jean-Paul Murray*



## LA LANGUE DE BOIS

MAX NEMNI



Max Nemni est professeur  
de science politique  
à l'Université Laval.

**L**e nationalisme ethnoculturel se nourrit de l'opposition imaginaire entre un « Nous » fragile et un « Autre » menaçant. Plus « l'Autre » semble menaçant, plus le « Nous » peut et veut s'affirmer. Ce nationalisme se transforme en séparatisme lorsque le « Nous » s' imagine que la menace inquiétante qui le guette disparaîtra le jour où de puissantes frontières, réelles ou imaginaires, le sépareront de « l'Autre ». Ainsi, alors que le nationalisme ethnoculturel parie sur le réconfort illusoire d'une « identité collective unique et distincte », le séparatisme s'arime plutôt à une sorte de calcul coûts/bénéfices sur la rentabilité du changement sociétal envisagé. On voit donc comment le nationalisme ethnoculturel et le séparatisme s'alimentent l'un l'autre. Liés comme deux frères siamois, ils ne peuvent vivre séparés et sont appelés à fleurir ou périr ensemble.

**LE NATIONALISME ETHNOCULTUREL SE TRANSFORME EN SÉPARATISME LORSQUE LE « NOUS » S'IMAGINE QUE LA MENACE INQUIÉTANTE QUI LE GUETTE DISPARAITRA LE JOUR OÙ DE PUISSANTES FRONTIÈRES, RÉELLES OU IMAGINAIRES, LE SÉPARERONT DE « L'AUTRE ».**

Examinons maintenant ce qui se passe au Québec. Il règne ici à la fois un sentiment profond d'appartenance à un « Nous » distinct et un sentiment de grande fragilité de ce « Nous ». Ces deux sentiments se concrétisent, tant sur le plan idéologique que sur le plan politique, par « la peur de disparaître ». Et c'est l'exploitation

systématique de l'angoisse profonde suscitée par ce cri d'alarme qui caractérise, au Québec, aujourd'hui, le langage de la politique.

Je me propose ici d'examiner brièvement le fonctionnement de ce langage. Ma tâche sera d'autant plus aisée que la montée fulgurante du séparatisme lors de l'épisode de Meech a été étudiée sous tous ses angles. Je m'appuierai sur certaines de ces études.

Selon la plupart des spécialistes, trois facteurs déterminent le choix entre l'indépendance et le maintien du Canada : le degré d'attachement au Québec ou au Canada, l'économie, et la langue. Le premier facteur, l'attachement au Canada ou au Québec, est fondamental. Plus les gens s'identifient au Québec, plus ils ont tendance à appuyer la sécession. Or, comme nous le savons tous, l'idée d'une identité québécoise non canadienne se construit systématiquement au Québec depuis de très longues années, plus précisément depuis le « Maîtres chez

nous » de Lesage. Aujourd'hui, nous ne sommes plus des « Canadiens-français », nous sommes devenus des « Québécois ». Comme le soulignent tant de chercheurs, dont Nadeau et Fleury dans la *Revue canadienne de science politique* de mars 1995 : « La première source d'appui à la souveraineté vient de l'attachement plus grand ressenti par une majorité de Québécois francophones envers le Québec plutôt qu'envers le Canada » (p. 46). Autrement dit, la construction systématique d'un « Nous » québécois, entreprise dès le début de la Révolution tranquille, a porté fruit.

**DANS LE CALCUL SÉPARATISTE, LE FACTEUR ÉCONOMIQUE JOUE UN CERTAIN RÔLE, MAIS IL N'EST PAS DÉTERMINANT.**

Ce sentiment diffus d'appartenance, propre au nationalisme ethnoculturel, constitue une sorte de toile de fond sur laquelle vient se greffer le calcul coûts/bénéfices de l'option séparatiste. Ce calcul porte sur deux éléments : la perception des conséquences économiques de la séparation et la perception de ses conséquences sur la survie du français.

Dans le calcul séparatiste, le facteur économique joue un certain rôle, mais il n'est pas déterminant. En effet, une étude de Blais, Martin et Nadeau, basée sur un sondage de plus de deux mille étudiants, montre que bien que ceux-ci anticipent généralement une détérioration de l'économie dans un Québec souverain, cette perception négative ne suffit pas à

freiner leurs élans séparatistes : « Les participants à notre sondage sont plutôt pessimistes quant à l'impact de la sécession sur l'emploi à court terme, mais ce pessimisme ne se reflète que de façon marginale sur les intentions de vote » (*Revue canadienne de science politique*, décembre 1995, p. 653). En fait, François Vaillancourt, économiste à l'Université de Montréal, a même évalué à 15 à 20 % du revenu potentiel le sacrifice que les francophones seraient prêts à consentir pour vivre dans un Québec français et indépendant. (*Survival: Official Language Rights in Canada*, C. D. Howe Institute, p. 69). On voit donc que le calcul coûts/bénéfices, quoique négatif, a un effet marginal : les personnes sondées semblent accepter les sacrifices matériels qu'entraînerait la séparation.

Quant au facteur langue, ses effets ne présentent aucune ambiguïté. L'étude de Blais et de ses collaborateurs met en relief deux facteurs qui se conjuguent et se renforcent. Tout d'abord, plus les répondants ont le sentiment que le français est menacé dans la société actuelle, plus ils appuient l'idée de sécession. Parallèlement, plus ils ont le sentiment que le français serait en sécurité dans un Québec indépendant, plus ils appuient l'idée de sécession. Or, tout comme s'est construite au Québec une identité non-canadienne, il s'est construit, dans un même élan, le sentiment du français menacé aujourd'hui mais invincible dans un pays indépendant. Comme le notent ces chercheurs : « *Du point de vue du statut du français... les anticipations d'amélioration dans un Québec souverain l'emportent nettement sur les perspectives de pertes* » (p. 650).

**LES PERSONNES SONDEES SEMBLANT  
ACCEPTER LES SACRIFICES MATÉRIELS  
QU'ENTRAÎNERAIT LA SÉPARATION.**

Une phrase de Gilles Vigneault résume l'essentiel de ce qui précède : « Si notre langue dis-

paraît nous disparaissions aussi. C'est tout. » (*The Gazette*, 7 septembre 1996)

**« SI NOTRE LANGUE DISPARAIT, NOUS  
DISPARAISSEZ AUSSI. C'EST TOUT. »**  
GILLES VIGNEAULT.

Contrairement donc à ce que l'on aurait pu croire, les facteurs économiques ne sont pas au cœur du projet nationalo-séparatiste. En effet, bien qu'une détérioration des conditions de vie et d'emploi soit largement prévue, ceci ne freine que modérément les élans séparatistes. Ce sont les questions d'identité et de langue qui constituent les éléments moteurs du nationalisme et du séparatisme : plus les Québécois se sentent québécois plus la « peur de disparaître » pèse lourd dans le calcul séparatiste. Là se situe l'axe pivot du projet séparatiste. Or sur le plan de l'identité, les francophones se sentent de plus en plus québécois et de moins en moins canadiens. Sur le plan linguistique, ils ont le sentiment profond que le français est menacé dans la société actuelle mais qu'il ne le serait plus dans un Québec indépendant.

**CE SONT LES QUESTIONS D'IDENTITÉ  
ET DE LANGUE QUI CONSTITUENT  
LES ÉLÉMENTS MOTEURS DU  
NATIONALISME ET DU SÉPARATISME.**

Ainsi, ceux qui veulent mener à terme le projet séparatiste, ou plus exactement ceux qui veulent obtenir un « Oui » au prochain référendum, savent très bien ce qu'ils doivent faire : ils doivent agir simultanément sur le plan identitaire et sur le plan linguistique. Pour canaliser le feu sacré du « Nous » vers la sécession, ils doivent alimenter « la peur de disparaître ». On comprend donc que le document préparé par le gouvernement péquiste dès son arrivée au pouvoir soit intitulé : *La seule voie du salut : Souveraineté ou assimilation*. On comprend que dès

les premières lignes « la voie du salut » soit clairement indiquée et l'enjeu vital souligné : « *La question n'en est pas une de degré de l'autonomie mais de survie, tout simplement.* » (Gouvernement du Québec, Ministère des Affaires internationales, 1995, p. 3)

**CEUX QUI VEULENT MENER À TERME  
LE PROJET SÉPARATISTE, OU PLUS  
EXACTEMENT CEUX QUI VEULENT  
OBTENIR UN « OUI » AU PROCHAIN  
RÉFÉRENDUM, DOIVENT AGIR  
SIMULTANÉMENT SUR LE PLAN  
IDENTITAIRE ET SUR  
LE PLAN LINGUISTIQUE.**

On comprend aussi pourquoi le camp séparatiste a connu une remontée spectaculaire lors de la campagne référendaire d'octobre 1995, lorsque Lucien Bouchard s'empara des rennes et changea complètement de tactique. En effet, dédaignant les études du ministre Le Hir sur la rentabilité économique d'un Québec indépendant, Bouchard, en fin stratège, centra toute sa campagne sur le thème très rentable de l'identité menacée. C'est ainsi qu'il s'en alla répéter sur toutes les tribunes le même discours du « peuple » qui, sans un pays bien à lui, risquerait de disparaître et ne pourrait assumer sa place dans l'histoire.

Au Québec, lorsqu'on parle de « peuple » et de « disparaître » on parle, évidemment, du français fragile et menacé. On parle le langage de la politique qui n'est que langue de bois. Car il est évident, pour tout esprit non engourdi par la pensée mythique, que le français au Québec loin d'être menacé, se porte au contraire très bien.

En effet, de nombreuses études récentes démontrent clairement que l'idée du français menacé n'est, tout simplement, qu'un mythe. Je n'en citerai qu'une seule, la plus percutante, parce qu'elle est l'œuvre de François Vaillancourt, nationaliste des plus ortho-

doxes. Dans le même article que celui mentionné plus haut, Vaillancourt, affirme que « le statut socio-économique des francophones et du français au Québec s'est constamment amélioré depuis 1970, tant sous l'angle de la langue d'usage à l'école et au travail que sous l'angle de la rentabilité du français en tant que langue de travail que du point de vue du contrôle de l'économie ». Visiblement, le français se porte bien sur tous les plans. D'ailleurs cette étude contient des données qui démontrent amplement la vitalité du français. A titre d'exemple, je citerai quelques chiffres sur le statut du français à la fin des années quatre-vingt. Au travail, le français était utilisé 90 % du temps par 73 % de tous les travailleurs. A l'école, 99 % des francophones et 73 % des allophones fréquentaient l'école française au primaire et au secondaire. A la direction des entreprises, 80 % des postes étaient occupés par des francophones. Pour d'autres statistiques intéressantes sur le mythe du français menacé, on pourra se référer à l'article de Pierre Monette dans ce numéro de *Cité libre*.

La vraie menace, pour le Québec, n'est pas le statut du français mais plutôt le dépeuplement de la province. En effet, dans son étude présentée à la Commission Bélanger-Campeau, Marc Ter-motte, démographe connu pour

ses sympathies nationalistes, arrive à la conclusion suivante : « Selon toute probabilité on parlera de plus en plus le français [dans les décennies à venir]... mais ce sont des Québécois de moins en moins nombreux qui le parleront.<sup>1</sup> »

**LA VRAIE MENACE, POUR LE QUÉBEC,  
N'EST PAS LE STATUT DU FRANÇAIS  
MAIS PLUTÔT LE DÉPEUPLEMENT  
DE LA PROVINCE.**

Mais le langage de la politique préfère rester muet sur les causes de ce dépeuplement : émigration massive par vagues successives de dizaines de milliers de personnes, taux de natalité inquiétant, faible taux de rétention des immigrants. Le langage de la politique sait taire aussi qu'il n'y a pas que des êtres humains qui quittent le Québec : les capitaux en font autant, y compris les capitaux « pure laine ». Même le très nationaliste Mouvement Desjardins semble suivre l'exode vers Toronto.

Mais le langage de la politique, utilisé par notre prétendue élite, ignore la fuite alarmante des cerveaux et des capitaux. Il ne veut parler que du français menacé, parce que ce discours, imbibé de mythes et de demi-vérités, alimente efficacement le nationalisme et le séparatisme.

**LE LANGAGE DE LA POLITIQUE,  
UTILISÉ PAR NOTRE PRÉTENDUE ÉLITE,  
IGNORE LA FUITE ALARMANTE DES  
CERVEAUX ET DES CAPITAUX.**

Il est vrai que le fait que les francophones ne représentent qu'à peu près 3 % de la population de l'Amérique du Nord constitue une source structurelle de fragilité du français. Mais l'indépendance hypothétique du Québec n'y changerait rien. Ce que le langage du français menacé oublie, c'est que le poids politique énorme des francophones au sein du Canada constitue une source structurelle de renforcement du français.

**EN POURSUIVANT LA SÉCURITÉ  
CHIMÉRIQUE DE L'INDÉPENDANCE,  
LE LANGAGE DE LA POLITIQUE RISQUE  
DE TUER LA POULE AUX ŒUFS D'OR.**

Nul ne peut garantir à tout jamais la « survie » du français en Amérique. Cependant, en poursuivant la sécurité chimérique de l'indépendance, le langage de la politique risque de tuer la poule aux œufs d'or. ■

<sup>1</sup> « L'évolution démolinguistique du Québec et du Canada », *Document de travail numéro 2*, Québec, 1991, p. 270.

IL EST TEMPS DE BRISER [L'IMAGE] QUE LES IDÉOLOGUES LINGUISTIQUES ONT FINI  
PAR GRAVER DANS L'INCONSCIENT COLLECTIF, CHEZ LES JEUNES, À L'ÉTRANGER...

Celle d'une langue en perdition, perpétuellement menacée,  
incapable de survivre en dehors de la forteresse.

A TROP CRIER AU LOUP ON FAIT FUIR LES AGNEAUX.

Luc Chartrand,  
*L'actualité*, 15 septembre 1994

# LA TOUR DE BABEL ET LA LOI

JOSEPH-G. TURI



Joseph-G. Turi est actuellement Secrétaire général de l'Académie internationale de droit linguistique. Il a été haut fonctionnaire dans le domaine des services juridiques de nombreux organismes, y compris de l'Office de la langue française et du Conseil de la langue française.

Il y a des milliers de langues et de dialectes dans notre monde, des langues qui ne cessent d'évoluer à des rythmes différents. On sait que la Bible a été traduite dans plus de 2000 langues et dialectes. Il faut dire cependant que 75 % de l'humanité parle essentiellement 23 langues.

La tour de Babel témoigne de l'immense diversité de la richesse culturelle des êtres humains. Une langue est le langage extérieur par excellence, à la fois individuel et collectif, qui permet aux êtres humains d'exprimer et de communiquer leur pensée. La langue est également un puissant instrument d'identification et de cohésion. Même si elles sont toutes dignes au même degré, les langues sont plutôt et fort heureusement distinctes, leur vitalité culturelle étant justement différente. Il y a des langues qui sont parlées par très peu de personnes, d'autres qui sont parlées par des millions de personnes. Il y a des langues locales, régionales, nationales ou internationales. Il y a des langues qui sont effectivement ou apparemment plus ou moins fortes ou dominantes et d'autres qui sont plus ou moins faibles ou dominées. Cela produit des situations d'insécurité ou de déséquilibre linguistique assez problématiques. Il n'y a pas encore de langue universelle, naturelle ou artificielle.

**PLUS UNE LANGUE  
DEVIENT INTERNATIONALE,  
MOINS L'ÉQUATION LANGUE =  
CULTURE PARTICULIÈRE  
EST VRAIE.**

L'importance internationale d'une langue est rarement quantitative. Le chinois et l'hindi-ourdou sont les langues les plus parlées dans le monde, mais c'est l'anglais (ou l'anglo-américain) qui est la langue internationale la plus importante de nos jours. Le poids international de l'anglo-américain est très lié au mythe culturel américain, toujours très séduisant de nos jours. Autrefois, le latin (en tant que langue diplomatique et populaire à la fois) et le français (en tant que langue diplomatique et d'élite) étaient des langues internationales importantes; demain, ce sera peut-être le tour du portugais; qui sait? Mais plus une langue devient internationale, moins l'équation *langue = culture particulière* est vraie. L'anglais dit «international», langue de communication surtout, diverge des nombreuses langues anglaises nationales, langues à la fois d'expression et de communication, parlées par des gens culturellement différents.

Il y a des contraintes naturelles à la tour de Babel. On ne peut pas parler en même temps et dans le même lieu de nombreuses langues, dans l'intérêt même de la communication linguistique. Il s'établit entre les langues une sélection et une hiérarchie naturelles. Mais il n'y a pas de pays linguistiquement ou culturellement unilingue ou homogène. Le Rapport de la Fédération internationale des professeurs de langues vivantes, «Les politiques linguistiques dans le monde pour le XXI<sup>e</sup> siècle», préparé pour l'Unesco et rendu public en août 1993, déclare à la première page: «*En fait, les chiffres montrent que le bilinguisme ou le plurilinguisme sont la condition normale de l'être humain*».

**EN FAIT, LES CHIFFRES MONTRENT  
QUE LE BILINGUISME OU LE  
PLURILINGUISME SONT LA CONDITION  
NORMALE DE L'ÊTRE HUMAIN.**

Excepté les rares contextes politiques où une langue en particulier est la langue commune, à savoir la langue parlée *naturellement en public* par l'immense majorité de ses habitants, les milieux territoriaux dans lesquels les êtres humains évoluent sont forcément imprégnés de nombreux contacts linguistiques. Généralement, ces contacts créent un enrichissement culturel tout à fait harmonieux. Dans certains cas, cela crée des problèmes et des conflits linguistiques importants, lorsque certaines langues en contact dans un État ne sont pas seulement différentes, mais surtout en situation d'insécurité ou de déséquilibre



entre elles (par exemple, le finlandais et le suédois en Finlande, le français et l'anglais au Québec, l'afrikaans et l'anglais en Afrique du Sud, le malais et le chinois en Malaisie, l'anglais et certaines langues nationales dans certains pays).

**ON NE PEUT D'AUCUNE FAÇON DÉCRÉTER ARTIFICIELLEMENT UNE LANGUE EN PARTICULIER COMME ÉTANT LA LANGUE COMMUNE D'UN TERRITOIRE. UNE LANGUE EST NATURELLEMENT COMMUNE OU NE L'EST PAS.**

Les États interviennent dès lors, en établissant des contraintes artificielles à la tour de Babel, régulièrement dans les domaines du champ de l'usage officiel, ou public, des langues (législation, justice, administration et enseignement), rarement dans les domaines du champ de l'usage non officiel, ou privé, des langues (culture, communications, travail, commerce et affaires).

## LES FONDEMENTS D'UNE LÉGISLATION LINGUISTIQUE

Les raisons de l'intervention des États, des pouvoirs publics et des instances internationales en matière linguistique sont multiples. Il y a la floraison des droits fondamentaux et du droit à la différence dont l'une des manifestations éclatantes est le droit à la langue (appelé aussi subjectivement droits linguistiques, au pluriel). Il y a également la renaissance des particularismes culturels, l'activisme des minorités linguistiques, la recrudescence des nationalismes exacerbés et souvent revanchards ainsi que le réveil plutôt récent des majorités linguistiques. Cependant, la réalité des minorités et des majorités linguistiques est très mouvante, très complexe et on ne peut plus difficile à définir. Les Finlandais de langue finlandaise et les Québécois francophones sont devenus désormais des majorités linguistiques en Finlande et au

Québec, alors que les Suédois et les anglophones y sont devenus des minorités.

Les États n'interviennent pas ou peu là où une langue en particulier est la langue commune de leur territoire. Car si on peut décréter une ou quelques langues officielles, on ne peut d'aucune façon décréter *artificiellement* une langue en particulier comme étant la langue commune d'un territoire. Une langue est *naturellement* commune ou ne l'est pas.

**CES LÉGISLATIONS SONT POLITIQUEMENT ÉQUITABLES LORSQU'ELLES RECHERCHENT LA SÉCURITÉ LINGUISTIQUE D'UNE OU DE CERTAINES LANGUES MAIS PAS AU DÉTRIMENT DES AUTRES.**

La politique linguistique des États, faite de programmes, de mesures et de contraintes ayant pour objectif la défense, la protection et la promotion d'une ou de certaines langues, peut se traduire par des législations linguistiques comprenant des droits et des obligations linguistiques créés spécifiquement à cette fin. Dans certains pays, les législations linguistiques visent à réduire l'inégalité ou le déséquilibre des langues ou de certaines langues en contact, en établissant entre elles une certaine égalité ou un certain équilibre ou alors une hiérarchie acceptable. Ces législations sont politiquement équitables lorsqu'elles recherchent la sécurité linguistique d'une ou de certaines langues mais pas au détriment des autres.

Dans d'autres pays, les législations linguistiques visent à amplifier l'inégalité ou le déséquilibre des langues en contact dans leur territoire politique, en établissant entre elles une inégalité ou l'hégémonie d'une langue par rapport aux autres langues, tout en ayant recours au conformisme, à l'orthodoxie et à la censure linguistiques.

Ces législations linguistiques sont politiquement inéquitables en ce qu'elles produisent inévitablement des conflits, car elles visent la sécurité linguistique d'une ou de certaines langues au détriment des autres.

La Loi canadienne sur les langues officielles est une loi équitale en ce qu'elle vise une véritable égalité entre le français et l'anglais. La Charte québécoise de la langue française est une loi relativement équitale dans la mesure où elle établit une hiérarchie acceptable entre le français, l'anglais et les autres langues, plus particulièrement lorsqu'elle se limite tout simplement à imposer le français sans aucune interdiction pour les autres langues. Elle est en revanche relativement inéquitable dans la mesure où elle établit une hégémonie inacceptable entre le français, l'anglais et les autres langues, plus particulièrement dans les cas où toute autre langue que le français est interdite.

## LES PRINCIPES D'UNE LÉGISLATION LINGUISTIQUE

Après avoir examiné un nombre considérable de législations linguistiques de par le monde, nous avons pu déceler les principes généraux suivants qui sous-tendent l'application de toute législation linguistique. Les voici :

**LA LOI CANADIENNE SUR LES LANGUES OFFICIELLES EST UNE LOI ÉQUITABLE EN CE QU'ELLE VISE UNE VÉRITABLE ÉGALITÉ ENTRE LE FRANÇAIS ET L'ANGLAIS. LA CHARTE QUÉBÉCOISE DE LA LANGUE FRANÇAISE EST RELATIVEMENT INÉQUITABLE DANS LA MESURE OÙ ELLE ÉTABLIT UNE HÉGÉMONIE INACCEPTABLE ENTRE LE FRANÇAIS, L'ANGLAIS ET LES AUTRES LANGUES, PLUS PARTICULIÈREMENT DANS LES CAS OÙ TOUTE AUTRE LANGUE QUE LE FRANÇAIS EST INTERDITE.**

1) Le droit s'approprie en général ce qui est juridiquement défini-

sable. Or, la langue n'est pas facilement définissable juridiquement. Par exemple, quand un mot est-il ou n'est-il pas français, juridiquement ? Voilà pourquoi le législateur linguistique est plutôt prudent et réticent en la matière. Qui plus est, il préfère l'expression, objective, de « langue d'usage » à celle, subjective, de « langue maternelle ». Enfin, il n'identifie pas explicitement les titulaires des droits et obligations linguistiques.

**LE LÉGISLATEUR NE CHOISIT PAS OU N'IMPOSE PAS UNE LANGUE EN PARTICULIER AUX MINORITÉS LINGUISTIQUES NON HISTORIQUES. IL LAISSE EN GÉNÉRAL AUX PERSONNES CONCERNÉES LE DROIT DE SE RALLIER À LA MAJORITÉ LINGUISTIQUE OU À LA MINORITÉ LINGUISTIQUE DE LEUR CHOIX (COMME, PAR EXEMPLE, AU CANADA ANGLAIS, EN FINLANDE OU EN SLOVÉNIE), SAUF AU QUÉBEC.**

2) Le législateur intervient surtout en matière de langue écrite. Il n'intervient généralement pas en matière de langue parlée, qui est le domaine par excellence de la liberté.

3) Le législateur s'occupe généralement de la quantité ou de la présence des langues. Il ne s'occupe généralement pas de la qualité ou de la correction des langues. *La qualité de la langue est le royaume de l'école, des médias, de la persuasion et de l'exemple.*

4) Le législateur linguistique n'intervient, en général, qu'en matière de langue-forme (ou langue-médium) et non en matière de langue-contenu (ou langue-message). Le contenu des messages linguistiques est généralement visé par des lois *non spécifiquement* linguistiques. Si un terme est relativement compréhensible dans une langue, peu importe qu'il soit « national » ou « étranger » linguistiquement, il fait partie intégrante de cette langue, juridiquement. L'arrêt Peeters, du Tribunal de jus-

tice européen sur l'étiquetage, du 18 juin 1991, est très clair à ce sujet. Enfin, tout ce qui est absolument ou relativement neutre ou artificiel linguistiquement échappe à toute législation linguistique.

5) Le législateur identifie rarement les minorités linguistiques, sauf les minorités linguistiques historiques. Par ailleurs, il ne choisit pas ou n'impose pas une langue en particulier aux minorités linguistiques non historiques. Il laisse en général aux personnes concernées le droit de se rallier à la majorité linguistique ou à la minorité linguistique de leur choix (comme, par exemple, au Canada anglais, en Finlande ou en Slovaquie), sauf au Québec. En effet, là où des groupes linguistiques sont reconnus officiellement, l'État n'a pas l'habitude de décider à quel groupe culturel ses citoyens doivent s'identifier. De plus, lorsque le législateur linguistique reconnaît des municipalités ou des régions comme bilingues (selon des pourcentages qui varient et qui sont très généreux en Ontario et en Finlande), les langues reconnues sont effectivement officielles et d'usage obligatoire, sauf au Québec. *Ainsi, pour donner un exemple, c'est le français qui est la seule langue officielle et obligatoire de Westmount, ville pourtant très majoritairement non francophone du Québec.*

6) Les législations sur le statut des langues décrétant, par exemple, le français comme langue officielle sont des législations essentiellement déclaratoires et symboliques. Elles sont nombreuses. Les législations en matière d'utilisation des langues décrétant, par exemple, que l'enseignement se donne en français s'appellent *législations linguistiques fonctionnelles*. Il y en a de plus en plus.

7) Il y a une importante typologie des différentes catégories de *législations linguistiques fonctionnelles*, selon leur champ d'application et selon leurs fonctions. Il y a des

législations qui interviennent seulement dans les domaines de l'usage officiel. Elles édictent qu'une ou quelques langues sont des langues nationales ou officielles et visent essentiellement les textes et documents dits officiels. Il y en a de plus en plus.

**LA CHARTE QUÉBÉCOISE DE LA LANGUE FRANÇAISE EST UN CAS ASSEZ RARE DE LÉGISLATION LINGUISTIQUE RELATIVEMENT EXHAUSTIVE ET CERTAINEMENT LA LÉGISLATION LINGUISTIQUE LA PLUS DRACONNIENNE QUI SOIT AU MONDE.**

Il y a des législations qui interviennent dans les domaines de l'usage non officiel, ou privé. Elles institutionnalisent la « généralisation » de l'utilisation d'une ou de quelques langues nommées comme langues normales et habituelles de certains domaines linguistiques privés ou non officiels. Il n'y en a pas beaucoup. Et lorsqu'il y en a, elles sont relativement prudentes, sauf au Québec où l'intervention juridique est en l'occurrence massive. Il y a des législations qui protègent surtout ou seulement les minorités linguistiques et leurs langues. Il commence à y en avoir de plus en plus, qui s'inspirent de la législation québécoise. Il y a des législations qui protègent surtout les minorités linguistiques et leurs langues, particulièrement les minorités linguistiques historiques. Elles sont nombreuses. Il y a enfin des législations qui reconnaissent ou consacrent explicitement ou implicitement le droit à la langue, c'est-à-dire, le droit de parler et de comprendre dans la langue de son choix. Il y a des législations linguistiques qui ne le font pas. Il y a également des législations linguistiques qui interdisent en principe la discrimination linguistique. Elles sont nombreuses, mais elles ne garantissent pas nécessairement le droit à la langue de son choix.

Il y a enfin des législations linguistiques qui consacrent une certaine

**LA COMMISSION DE PROTECTION DE LA LANGUE FRANÇAISE (ET DONC L'ÉTAT DU QUÉBEC) AVAIT MIS EN DEMEURE UN JOUR UN PETIT COMMERÇANT DE L'OUEST DE MONTRÉAL, EN LUI ENJOIGNANT DE NE PLUS AFFICHER « NAKED WOMEN », MAIS D'AFFICHER PLUTÔT « FEMMES NUES ».**

discrimination linguistique. Il n'y en a pas beaucoup, sauf au Canada et au Québec, où cela a été fait pour des raisons historiques et dans le but d'assurer une certaine paix linguistique. En effet, en dépit du caractère « multiculturel » du Canada et de l'orientation « interculturelle » du Québec, l'article 23 de la Charte canadienne des droits et libertés, en matière de langue d'enseignement, crée une véritable asymétrie juridique aux relents discriminatoires en n'accordant des privilèges au Canada qu'à la langue française et aux francophones (mais au sens libéral du terme), alors qu'il ne crée des privilèges au Québec qu'en faveur de la langue anglaise et des anglophones (mais ces derniers au sens très restrictif du terme). En réalité, l'article 23 de ladite Charte consacre de façon explicite la société distincte québécoise dans un domaine des plus importants du point de vue culturel. La Loi 101 a évidemment ratifié juridiquement cette situation vis-à-vis des « anglophones », des « allophones » et des « francophones » du Québec : ces derniers ne peuvent fréquenter les écoles anglaises du Québec, contrairement aux anglophones et allophones du Canada à qui l'accès aux écoles françaises du pays n'est pas interdit.

Les législations linguistiques sont généralement *non exhaustives*. La Charte québécoise de la langue française est un cas assez rare de législation linguistique relativement exhaustive et certainement la législation linguistique la plus draconienne qui soit au monde. Qu'il suffise de mentionner ici, une fois de plus, que l'équivalent du

fameux article 58 (qui a été toutefois substantiellement modifié en 1993), qui interdisait de façon générale toute autre langue que le français dans le domaine de l'affichage commercial, n'existait nulle part ailleurs au monde.

8) Entre les champs de l'usage officiel et de l'usage non officiel des langues il y a des zones grises, bien sûr. Les différents domaines ne sont pas tous d'égale importance. Le législateur linguistique considère que le domaine de l'enseignement et celui des communications sont sans contredit les domaines les plus importants de toute politique linguistique le moins significatif, particulièrement de nos jours, compte tenu des phénomènes de démocratisation et de mondialisation. Au Québec, le législateur considère que le domaine de l'affichage commercial est parmi les plus importants. Voilà pourquoi pendant plusieurs années, toute autre langue que le français était interdite dans ce domaine, sauf exception. *C'est ainsi que la Commission de protection de la langue française (et donc l'État du Québec) avait mis en demeure un jour un petit commerçant de l'ouest de Montréal, en lui enjoignant de ne plus afficher « naked women », mais d'afficher plutôt « femmes nues ».*

**IL PEUT ARRIVER QU'IL INTERDISE CERTAINES LANGUES DANS LE CHAMP DE L'USAGE OFFICIEL DES LANGUES, MAIS IL N'INTERDIT JAMAIS OU RAREMENT DES LANGUES DANS LE CHAMP NON OFFICIEL DES LANGUES, SAUF AU QUÉBEC.**

9) Le législateur linguistique rend obligatoire l'utilisation d'une ou de quelques langues, tout en permettant l'utilisation d'autres langues. Il interdit, punit et récompense rarement, linguistiquement, et s'inspire de la coutume et de l'usage. Il peut appliquer dans le champ de l'usage officiel soit le principe de territorialité (unilin-

guisme exclusif), soit celui de personnalité (multilinguisme), obligatoire pour les États, généralement facultatif pour les particuliers, soit encore le principe des deux à la fois. Dans le champ de l'usage non officiel, il applique rarement le principe de l'unilinguisme exclusif. Il peut arriver qu'il interdise certaines langues dans le champ de l'usage officiel des langues, mais il n'interdit jamais ou rarement des langues dans le champ non officiel des langues, sauf au Québec.

**SI LE QUÉBEC DEVAIT REVENIR À L'AFFICHAGE UNILINGUE FRANÇAIS, IL DEVRAIT SUSPENDRE ET VIOLER SA PROPRE CHARTE DES DROITS ET LIBERTÉS DE LA PERSONNE.**

10) Il n'y a pas beaucoup de législations linguistiques qui reconnaissent ou consacrent explicitement le droit à la langue de son choix comme droit fondamental, et donc comme droit supérieur aux autres droits (sauf récemment l'Afrique du Sud, qui reconnaît par ailleurs 11 langues officielles). Par contre, il y a de très nombreux États qui consacrent la liberté d'expression en tant que liberté fondamentale. Or, la Cour Suprême du Canada (entre autres, dans les affaires *Devine et Ford*, du 15 décembre 1988) a statué que la liberté d'expression comprend en principe et implicitement n'importe quel contenu (y compris le contenu commercial) et n'importe quelle forme sauf la violence (et donc n'importe quelle langue), plus particulièrement dans les domaines de l'usage non officiel ou privé des langues, tout en soulignant qu'on pouvait à la rigueur imposer à certaines conditions une langue en particulier. Cela a été substantiellement confirmé par le Comité des droits de l'homme de l'ONU le 31 mars 1993 et par le Conseil constitutionnel français en 1994. *Par ailleurs, on ne cessera jamais de répéter ceci : si le Québec devait revenir à l'affichage unilingue*

français, il devrait suspendre et violer sa propre Charte des droits et libertés de la personne.

Le droit à la langue de son choix, qui a toujours été un droit fondamental implicite et accessoire inscrit dans la nature humaine, est un droit essentiellement individuel. Il appartient à la fois aux personnes physiques et morales. Toutefois, du point de vue culturel, le droit à la langue est un droit à la fois individuel et collectif. Cela est également le cas dans le domaine de la publicité commerciale, affichée et non affichée, où le droit de parler et de comprendre dans la langue de son choix appartient plus particulièrement aux personnes directement concernées, à savoir les commerçants (en majorité des personnes morales) et leurs clients (en majorité des personnes physiques). Cela dit, le droit à la langue n'est pas un droit absolu, particulièrement dans le champ de l'usage officiel des langues. Un État n'est pas tenu de connaître toutes les langues de ses ressortissants. En revanche, dans le champ non officiel des langues, alors que le droit de s'exprimer et de communiquer dans n'importe quelle langue n'est pas limité en principe, le droit d'exiger de comprendre, d'être compris et d'être servi linguistiquement est limité de façon généralement raisonnable en tenant compte des contextes culturels.

Une distinction s'impose entre les droits linguistiques universels (*le droit à « la » langue*), inspirés du principe de personnalité, qui sont forcément fondamentaux et permanents, et les droits linguistiques historiques à une ou à quelques langues identifiées et enracinées dans un territoire donné (*le droit à « une » langue*), qui ne sont pas nécessairement fondamentaux et peuvent changer. Les droits lin-

guistiques historiques comportent des privilèges parfois importants, surtout dans le champ de l'usage officiel des langues.

11) Les sanctions prévues en cas de non-respect des lois linguistiques peuvent être pénales (amendes, emprisonnement) ou civiles (dommages-intérêts). Ces lois sont rarement d'ordre public (normes édictées dans l'intérêt suprême de la société ou des individus et auxquelles on ne peut déroger), car les conséquences d'une loi d'ordre public font peur aux juristes et aux justiciables. Une telle loi linguistique, édictée généralement en faveur d'une ou de quelques langues majoritaires, n'est respectée que si elle est équitable politiquement et si elle n'est pas très rigoureuse dans son application, sauf s'il agit d'une loi de nature constitutionnelle ou d'une loi en faveur d'une langue minoritaire.

\*\*\*

L'intervention importante des États modernes en matière linguistique est un phénomène historique plutôt récent et porteur d'avenir. Le droit linguistique reconnaît de plus en plus le droit à la langue de son choix, donc le droit à la différence. Mais soulignons que le droit à l'intégration est lui aussi, dans certaines conditions, un droit fondamental.

Cependant, certaines tendances nouvelles nous laissent perplexes. Les États interviennent de plus en plus pour défendre, protéger et promouvoir surtout ou seulement des majorités linguistiques et leurs langues ou des langues fortes, en ayant parfois recours à un arsenal important de contraintes démesurées, vexatoires et inquisitoriales. Cela risque de transformer le champ linguistique en un nou-

veau champ de bataille pour les élites en mal de pouvoir. Les langues sont en train de devenir de nouvelles religions. Quelle sera dès lors la différence entre l'intégrisme et la purification linguistiques

#### LES LANGUES SONT EN TRAIN DE DEVENIR DE NOUVELLES RELIGIONS.

d'une part et l'intégrisme religieux et la purification ethnique d'autre part et donc entre les guerres de religion et les guerres de langue ? *La dérive des législations linguistiques est déjà perceptible. La lutte des langues deviendra-t-elle dans le prochain millénaire une autre façon de faire la guerre ?*

La meilleure défense d'une langue, c'est son illustration ainsi que le respect de son usage. Il est évident, par ailleurs, que la défense, la protection et la promotion juridiques d'une ou de quelques langues ne doit pas entraîner d'interdiction pour d'autres langues dans les domaines où règne la liberté d'expression. Voilà pourquoi la Toute-Puissance et l'éventuel dirigisme linguistique idéologique poussé à outrance des États modernes ne cessent d'inquiéter. La tour de Babel n'est pas une malédiction divine, loin de là. Le droit à « la » langue de son choix comme droit fondamental explicite est en train de devenir une conquête majeure de notre fin de siècle. Il ne faut pas qu'il se transforme exclusivement en droit à « une » langue particulière. Le temps est finalement venu de généraliser et de mettre en pratique, en matière de législation linguistique, le préambule de Charte de la langue française qui déclare, noir sur blanc, que la loi doit être appliquée « dans un esprit de justice et d'ouverture ». ■



# LANGUE D'AFFICHAGE ET EDEN FRANÇAIS

Michel Lebel



Michel Lebel est professeur au département des sciences juridiques de l'Université du Québec à Montréal

Quand tout ce débat sur la langue d'affichage a commencé, je me suis dit : « Pas encore ! » Je voyais déjà défiler devant mes yeux Camille Laurin, Gilles Rhéaume, Guy Bouthillier, la SSJB, Josée Legault (l'« amie » de Jacques Hébert), Alliance Québec, Julius Grey, Howard Galganov et *tutti quanti*. Que de cauchemars en perspective ! Comme j'avais déjà commis, il y a bien des lunes, une thèse de doctorat en droit sur la langue d'enseignement au Québec et que j'avais écrit, depuis, plusieurs articles sur le droit et la langue, cette énième « bataille » linguistique ne faisait que m'inspirer des soupirs de plus en plus longs.

**LE PQ A TOUJOURS FAIT DE LA LANGUE SON PRINCIPAL CHEVAL DE BATAILLE. ENTRE DEUX ÉLECTIONS OU DEUX RÉFÉRENDUMS, IL FAUT BRASSER CETTE VIEILLE MARMITE POUR TESTER, VOIRE AUGMENTER LA FERVEUR NATIONALISTE**

Mais cette passagère introspection ne pouvait faire complètement disparaître certains vieux démons. Et c'est ainsi qu'une déclaration de l'inénarrable ministre Bernard Landry me fit sortir de ma torpeur. Il y a quelques mois, ce dernier affirmait, dans la foulée du débat linguistique, que Montréal devait être aussi française que Toronto était anglaise et qu'il constatait que Montréal était en train de devenir une ville de plus en plus anglaise. Trop c'était trop. C'est cette ineptie qui a fait déborder le vase et m'a amené à revenir à la question linguistique.

## LE CONTEXTE

Il faut absolument tenir compte du contexte pour expliquer la résurgence du débat linguistique. Le PQ a toujours fait de la langue son principal cheval de bataille. Entre deux élections ou deux référendums, il faut brasser cette vieille marmite pour tester, voire augmenter la ferveur nationaliste, histoire de gagner quelques votes chez les francophones ou de manifester du ressentiment à l'égard de ceux qui, dernièrement, n'ont pas « bien » voté : les ethnies et les anglophones.

**LE DÉBAT EST PRINCIPALEMENT UNE QUERELLE ENTRE MILITANTS PÉQUISTES EUX-MÊMES, AUQUEL SE GREFFE UN MÉCONTENTEMENT RÉEL DE BEAUCOUP D'ANGLOPHONES.**

D'autre part, bon nombre d'anglophones (et de francophones) sont insatisfaits de la façon dont le gouvernement canadien et le Parti libéral du Québec ont défendu

l'unité canadienne lors du dernier référendum. Bien des membres de la communauté anglophone, dont plusieurs jeunes, sont inquiets pour leur avenir au Québec et se proposent, si ce n'est déjà fait, de quitter la province. Dans pareil contexte, la campagne de Howard Galganov pour un certain affichage bilingue est non seulement un mouvement de défense de droits mais un mouvement en faveur de l'unité canadienne.

Mais au fond, le débat passionne peu la population francophone, celle-ci ne voyant pas de problème linguistique majeur à l'heure actuelle et n'étant de fait guère opposée à un certain bilinguisme dans l'affichage. Ainsi le débat est principalement une querelle entre militants péquistes eux-mêmes, auquel se greffe un mécontentement réel de beaucoup d'anglophones.

## LE DROIT

Mais avant de poursuivre la réflexion politique, il convient de s'arrêter à la dimension juridique de la question. Déformation professionnelle oblige sans doute, mais il me semble bien difficile d'en faire fi. Ces dernières années, trois tribunaux canadiens (Cour supérieure et Cour d'appel du Québec et Cour Suprême du Canada) et une instance internationale (le Comité des droits de l'homme des Nations Unies) ont jugé que l'interdiction d'une langue dans l'affichage commercial allait à l'encontre de la liberté d'expression. Ces quatre instances ont estimé que la liberté d'expression allait au-delà de la protection d'opinions et d'œuvres littéraires pour y inclure le discours commer-

cial. Ce qui constitue de fait un changement important au Canada par rapport à la notion communément acceptée en droit de la liberté d'expression.

**LA COUR SUPRÊME N'A PAS SUIVI LE MODÈLE EUROPÉEN EN MATIÈRE DE LANGUE D'AFFICHAGE ET ELLE A MÊME INDIQUÉ AU LÉGISLATEUR QU'IL POURRAIT DÉCRÉTER L'UNILINGUISME FRANÇAIS EN SE SERVANT DE LA CLAUSE DÉROGATOIRE PRÉVUE À L'ARTICLE 33 DE LA CHARTE CANADIENNE DES DROITS ET LIBERTÉS.**

Il faut prendre acte de ces quatre décisions concurrentes, même si au plan conceptuel j'ai de la difficulté à mettre sur le même pied discours commercial, programme politique et texte romanesque... Par contre n'oublions pas que ce qui est en cause ici c'est le véhicule de ce discours et personne n'oserait nier que la langue est un des moyens privilégiés de l'expression. La Cour Suprême a jugé que la liberté d'expression comprenait la liberté de choix de la langue en matière d'affichage commercial et qu'en conséquence le législateur ne pouvait interdire l'usage d'une langue. Mais le plus haut tribunal du pays a été jusqu'à nier paradoxalement cette liberté, lorsqu'il affirma que l'État pouvait rendre obligatoire la présence du français et même exiger que celui-ci figure de façon nettement prépondérante par rapport aux autres langues.

Pour arriver à cette conclusion, la Cour Suprême s'est fondée sur l'article 1 de la Charte canadienne des droits et libertés, lequel permet à l'État, sous certaines conditions, d'apporter des restrictions raisonnables à ceux-ci. Mais le tribunal aurait pu rendre une toute autre décision en déclarant que dans son objet même, l'affichage unilingue français allait à l'encontre, niait la liberté d'expression, et que dans pareille situation

aucune restriction raisonnable ne pouvait être autorisée. Une telle affirmation en faveur de la liberté linguistique aurait été conforme à ce qui se fait dans des démocraties libérales comme la Belgique ou la Suisse. Dans ces deux pays, le question de l'affichage commercial relève du domaine privé et est protégée par le droit de propriété et la liberté de commerce. En vertu de ces garanties constitutionnelles, l'État ne peut légiférer sur cette question. Ce sont en fait des « lois » sociologiques comme celles de l'histoire, de la démographie ou du marché qui établissent la règle.

**LA COUR SUPRÊME S'EST AVENTURÉE DANS LE DOMAINE DE LA POLITIQUE LINGUISTIQUE ET A DÉCIDÉ QUE L'ÉTAT POUVAIT APPORTER DES LIMITES DITES RAISONNABLES À LA LIBERTÉ LINGUISTIQUE.**

Mais la Cour Suprême n'a pas suivi le modèle européen en matière de langue d'affichage et elle a même indiqué au législateur qu'il pourrait décréter l'unilinguisme français en se servant de la clause dérogatoire prévue à l'article 33 de la Charte canadienne des droits et libertés. Enfin n'oublions pas que c'est à la suite de cette décision de la Cour que la loi 178 (affichage extérieur seulement en français mais affichage intérieur permis dans les autres langues pourvu que le français soit présent) a été adoptée puis remplacée par la loi 86 (affichage multilingue permis mais avec présence obligatoire et prépondérante du français) à la suite d'un avis du Comité des droits de l'homme des Nations Unies. C'est cette dernière loi dont M. Galganov souhaite l'application et qui rend si irascible le premier ministre Bouchard, défenseur bien connu de la primauté du droit...

## LA POLITIQUE

Selon la théorie pure des droits et libertés de la personne et le droit comparé, le Québec ne devrait pas

pouvoir légiférer en matière de langue d'affichage commercial. Mais lorsqu'on traite de langue dans une société, on ne peut se cantonner dans le droit pur (qui n'est jamais d'ailleurs tout à fait pur...), et la politique apparaît toujours. C'est ce qui explique la teneur du jugement de la Cour Suprême qui s'est aventurée dans le domaine de la politique linguistique et a décidé que l'État pouvait apporter des limites dites raisonnables à la liberté linguistique. Tel n'était pas son mandat, même si je suis en partie d'accord avec la solution qu'elle a avancée. Je partage l'opinion du tribunal en ce qui concerne l'obligation de la présence du français, mais je m'oppose à ce que le français puisse être nettement prédominant dans l'affichage. Au plan juridique, cette prépondérance pourrait d'ailleurs aller à l'encontre de l'article 15 de la Charte canadienne des droits et libertés qui interdit une forme de discrimination comme celle fondée sur la langue; au plan éthique, je conçois aussi difficilement comment, une fois qu'on a accepté sa présence, une langue doit être moins visible qu'une autre. On arrive alors devant la même impasse que celle produite par la loi 178, laquelle prévoyait un traitement linguistique différent selon que l'affichage se faisait à l'extérieur ou à l'intérieur d'un commerce.

**AU PLAN ÉTHIQUE, JE CONÇOIS AUSSI DIFFICILEMENT COMMENT, UNE FOIS QU'ON A ACCEPTÉ SA PRÉSENCE, UNE LANGUE DOIVE ÊTRE MOINS VISIBLE QU'UNE AUTRE.**

Toutes ces contorsions juridiques témoignent d'une hiérarchie des langues non acceptable dans une société, laissant sous-entendre que des langues (et leurs locuteurs) seraient moins respectables qu'une autre langue dans une même société.

Si je suis toutefois en faveur d'une présence obligatoire du français

**EN TERMINANT, REVENONS AU BIEN  
SUAVE BERNARD LANDRY ET  
INFORMONS-LE QUE MONTRÉAL  
N'EST PAS SEULEMENT UNE VILLE  
FRANÇAISE NI MÊME AUSSI ANGLAISE  
MAIS QU'EN RAISON DE SON  
COSMOPOLITISME ELLE EST  
DEVENUE MULTILINGUE.**

mais sans prépondérance de celui-ci et avec possibilité d'utiliser toute autre langue, c'est aussi parce que j'estime que pareille solution me semble apte à établir des rapports harmonieux entre la majorité francophone et les minorités linguistiques. On ne peut manifestement pas faire fi de la dimension politique de la question et, même si les

droits et libertés de la personne sont antérieurs à l'État, il ne faut cependant pas oublier que ceux-ci n'ont de vie et de sens que dans une société; c'est ce qui m'amène à refuser le principe du libre choix total en matière de langue d'affichage, même si cette solution est bien fondée juridiquement.

En terminant, revenons au bien suave Bernard Landry et informons-le que Montréal n'est pas seulement une ville française ni même aussi anglaise mais qu'en raison de son cosmopolitisme elle est devenue multilingue. Certains souhaiteraient sans doute une Laurentie toute française, bien à eux, où les minorités seraient tolérées pour autant qu'elles ne s'aff-

ficheraient pas ou que leurs membres ne parleraient que le français lorsqu'ils quittent la maison. C'est d'ailleurs de cette dernière façon que la présidente de l'Office de la langue française définissait récemment le plus sérieusement du monde la notion énigmatique du français, langue commune. Encore une fois, tout ceci ne fait que démontrer que la politique péquiste en matière de langue comme dans les autres domaines baigne dans l'idéologie de la pureté, des rêves inaccessibles et des illusions. On croit toujours au magicien qui, avec sa baguette magique, « nous » fera entrer subitement mais aussi doucement dans un Éden tout français... ■

**FAITES-VOUS PLAISIR ! FAITES-NOUS PLAISIR !**  
**Joignez-vous au nombre grandissant d'abonnés de**

**Cité  
libre**

## BULLETIN D'ABONNEMENT

Je m'abonne à Cité libre et je recevrai :

☐ 6 numéros (au Canada)  
24 \$ + 1,68 \$ (TPS) + 1,67 \$ (TVQ) :  
27,35 \$ + 1 numéro gratuit

☐ 6 numéros (à l'étranger)  
30 \$ + 1 numéro gratuit

☐ 6 numéros (étudiant)  
18,50 \$ + 1,30 \$ (TPS) + 1,29 \$ (TVQ) :  
21,09 \$ + 1 numéro gratuit

☐ Je soutien Cité libre dans sa lutte.  
Je fais un don de :

☐ 100 \$ ☐ 75 \$ ☐ 50 \$

☐ Autre : \_\_\_\_\_

Je paie Periodica par

Chèque ☐ Master card ☐ Visa ☐

Carte n° \_\_\_\_\_ Expire le \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Nom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

Ville \_\_\_\_\_ Code postal \_\_\_\_\_

**Retournez ce coupon à :** Periodica, C.P. 444, Outremont (Québec) Canada H2V 4R6  
Commandes téléphoniques sans frais avec cartes de crédit, du lundi au vendredi, de 8h30 à 16h30

**Région de Montréal :**  
(514) 274-5468

**Tout le Québec et l'Outaouais :**  
1-800-361-1431

# BEAUCOUP DE BRUIT POUR RIEN

ISABELLE HACHEY

**E**ncore une fois, la guerre linguistique a repris du service en sol québécois. Bruyamment. violemment. Encore une fois, ce sont les mêmes querelles stériles entre quelques porte-parole allumés qui alimentent la presque totalité du débat. Entre deux accusations de nazisme et de colonialisme, il s'agit toutefois d'un débat qui ne vole pas bien haut.

C'est, une fois de plus, la question de l'affichage qui a mis le feu aux poudres, et qui retient maintenant toute l'attention. L'affichage! Pas la francisation des compagnies, ni l'intégration des immigrants dans les écoles francophones, ni même l'amélioration de la qualité du français, parlé et écrit. L'affichage!

Et on analyse, on tergiverse sur cette question, de loin la plus haute en importance: retour à l'unilinguisme ou retour au libre choix? Maintien de la loi 86, mais seulement si le bilinguisme n'est utilisé que par un nombre restreint de commerces? Et si on ressortait du placard la police de la langue et ses rubans à mesurer? Et si on changeait le principe du deux tiers-un tiers pour celui du trois quarts-un quart? Et gnagnagna et gnagnagna...

Quelle farce! Le président de la FTQ, Clément Godbout, a visé juste lors des consultations publiques tenues récemment à Québec. Selon lui, il est carrément



Isabelle Hachey est rédactrice en chef de *Montréal Campus*.

futile de disposer d'affiches de quatre pieds sur huit rédigées en français si, à l'intérieur de l'entreprise, personne ne le parle. Bref, pourquoi dépenser tant d'énergie sur une question d'esthétique?

Certes, il fut un temps où l'affichage unilingue servait de puissant symbole afin de consolider l'affirmation du peuple francophone au Québec. Mais aujourd'hui,

d'hui, il ne résout rien. Au contraire, il amplifie considérablement les tensions entre les deux communautés de la province.

On ne peut occulter le fait que la loi 101 ait été créée dans un tout autre contexte, alors que l'état du français était beaucoup plus chambranlant à Montréal. Vingt ans plus tard, il y aurait lieu de songer à en réévaluer certains paramètres avant de réclamer son rétablissement intégral.

Abdication? Nullement. Appel au calme? Non plus. Parce qu'il n'y a tout simplement aucune raison de se calmer: les Québécois sont déjà très calmes — 84,5% d'entre eux préfèrent le *statu quo* linguistique, selon un récent sondage *Le Devoir-Sondagem*. En somme, ils veulent qu'on leur foute la paix.

Le problème, c'est que les modérés ne sont pas très médiatiques...

Ce qu'il y a de plus déplorable dans cette histoire, c'est que dans l'édifiant débat linguistique en cours, les modérés se sont retrouvés au banc des accusés. Dans un camp comme dans l'autre, les «mousses» ont mauvaise presse. Ils sont méprisés, taxés de pleutrerie ou, pire, de trahison. L'ouverture d'esprit est devenue suspecte, voire indécente.

Chez les anglophones, Forum Québec, un regroupement de jeunes anglos qui plaide





pour la tolérance et, surtout, pour un Québec français, est tourné en ridicule et soupçonné de forniquer avec le PQ.

Chez les francophones, ceux qui osent croire que tous les anglos ne couvent pas nécessairement en eux un Lord Durham en puissance sont perçus comme des ennemis de la nation canadienne-française...

Il serait temps que ces francophones se rendent compte qu'une petite affiche bilingue dans le West Island relève plus d'une question pratique que d'un affront délibéré

ou d'une insidieuse stratégie d'assimilation. Comme il serait temps que ces anglophones reconnaissent que le peuple francophone est une minorité au sein de l'Amérique du Nord, qui se bat pour sauvegarder sa culture et sa langue, et qui a besoin d'outils tels que des lois linguistiques pour le faire.

Il serait temps, aussi, que les médias cessent de jouer le jeu des extrémistes. Un autobus rempli de journalistes relatant les aventures merveilleuses de Galganov à New York — alors que ce dernier prêchait carrément dans le désert — est d'un

ridicule consommé. Beaucoup de bruit pour rien...

Mais surtout, il serait temps que le gouvernement péquiste manifeste une réelle volonté d'intégrer la communauté anglo-qubécoise dans son projet de société. Pour ce faire, il devra modifier ses méthodes et cesser de jeter de l'huile sur le feu en employant des lois rigides et coercitives. Avec plus de souplesse, par des mesures incitatives, il pourra peut-être un jour lui faire partager le rêve d'un peuple dont elle se sent, à l'heure actuelle, totalement exclue. ■

## **Vous souhaitez collaborer à *Cité libre* ? Alors, aidez-nous !**

Comme vous le savez, *Cité libre* ne survit que par le travail de bénévoles. Nous devons compter sur vous pour nous aider à produire une revue de qualité. Veuillez donc respecter les directives suivantes :

1. Vous pouvez écrire sur le sujet de votre choix ou contribuer au dossier spécial de chaque numéro.

2. Afin de faciliter le processus d'évaluation, envoyez-nous trois exemplaires imprimés de votre texte (à 1,5 interligne) ainsi qu'une disquette en WordPerfect 5.1 ou en format compatible. Identifiez le logiciel utilisé.

3. Envoyez-nous des textes courts, de cinq à huit pages à 1,5 interligne (1 500 à 3 000 mots). Intégrez, autant que possible, les références dans le texte. Évitez d'en avoir plus de quatre ou cinq en fin de document. N'oubliez pas que *Cité libre* n'est pas une revue à prétention scientifique, mais une revue d'opinion, d'idées et de combat. Elle s'adresse à un public bien informé mais qui n'est pas nécessairement spécialisé dans tous les sujets.

4. Incluez une brève identification personnelle (deux ou trois lignes) et une photo.

5. Il est essentiel que vous relisiez — ou que vous fassiez relire — attentivement votre texte pour éliminer au maximum les maladroites de style, les répétitions et les coquilles.

6. Respectez les dates de tombée :

Numéro de janvier-février : le **22 novembre 1996**

Numéro de mars-avril : le **22 janvier 1997**

7. Envoyez le tout à notre secrétaire d'administration, à l'adresse suivante :

**Jean-Paul Murray**  
4-10, rue de l'Épervier, Hull, (Québec) J9A 2A3

Au plaisir de vous lire !

**L'équipe reconnaissante**

# L'ALARME FACILE

PIERRE MONETTE

Ce texte est extrait du livre *Pour en finir avec l'intégrisme linguistique* qui vient de paraître chez Boréal.

La langue de nos origines doit laisser place aux langages de notre originalité. Mais beaucoup diront que nous ne pouvons mettre vraiment notre identité de l'avant sans d'abord surveiller nos arrières. Car bien qu'elle puisse prétendre en être sortie victorieuse, il semble que la langue française n'est pas revenue des combats menés en faveur de son affirmation sans être balafnée de meurtrissures.



Pierre Monette est professeur au département de français du Cégep du Vieux Montréal. Il a publié plusieurs livres dont *L'immigrant Montréal* (1994).

le français comme langue maternelle; la proportion de ceux qui pratiquaient le français comme principale langue de communication était de 83 %. Dans l'ensemble du Québec, le pourcentage de personnes ayant le français comme langue de communication dépasse de près de 1 % celui de ceux qui ont le français comme langue maternelle (le gain est de 1,6 % sur l'Île de Montréal). Le nombre de personnes pratiquant la langue française sur une base régulière est donc plus grand que celui des francophones d'origine.

**MAIS LE FRANÇAIS QUE NOUS PRATIQUONS EST-IL VRAIMENT DANS UN AUSSI PIÈTRE ÉTAT QUE NOUS LE CROYONS, OU N'EST-CE PAS L'ÉTAT DANS LEQUEL ON RETROUVE CETTE LANGUE QUI MANQUE SINGULIÈREMENT D'ALLURE ?**

ver à dire et à redire d'une langue nous en apprend moins sur l'état de cette langue que sur celui de la société qui fait ainsi étalage des maux dont elle souffre.

**LE DÉBAT DE SAVOIR SI LA LANGUE FRANÇAISE SE PRATIQUE AUJOURD'HUI DANS DE MEILLEURES OU DE PIRES CONDITIONS QU'AUPARAVANT EST DESTINÉ À TOURNER BIEN COURT SI ON PREND LA PEINE DE DISCUTER AVEC CHIFFRES ET RECHERCHES À L'APPUI.**

Nos deux siècles de prises de bec avec l'anglais seraient responsables des nombreux travers de notre vocabulaire. Et le commerce relativement cordial que nous entretenons de nos jours avec nos voisins n'est pas ce qui peut empêcher leurs expressions de venir jouer dans notre cour. Il faudrait continuer à colmater les brèches que l'histoire a faites dans notre forteresse linguistique si nous voulons continuer de repousser avec succès ces traitresses accablées de la langue anglaise.

Mais le français que nous pratiquons est-il vraiment dans un aussi piètre état que nous le croyons, ou n'est-ce pas l'état dans lequel on retrouve cette langue qui manque singulièrement d'allure ? — Tout ce qu'on peut trou-

Il importe peu de se demander si on a raison ou non d'avoir l'alarme facile devant les travers de la langue française : là n'est pas la question. Sinon la réponse vient trop vite pour que la discussion puisse s'éterniser comme elle le fait. Car le débat de savoir si la langue française se pratique aujourd'hui dans de meilleures ou de pires conditions qu'auparavant est destiné à tourner bien court si on prend la peine de discuter avec chiffres et recherches à l'appui.

En effet, d'après *Le français, langue commune*<sup>1</sup>, « la population du Québec a augmenté de 13 % entre 1971 et 1991. Pendant la même période, la proportion de ceux qui, au sein de cette population, déclarent avoir le français comme langue maternelle a pour sa part grossi de 14,7 %. En 1991, 82,2 % de la population déclaraient avoir

Ainsi l'expansion de la pratique du français s'avère plus importante que l'expansion démographique de la population de langue maternelle française. Ceci bien que la proportion de Québécois de langues maternelles autres que le français et l'anglais ait augmenté, passant de 6,2 % en 1971, à 8,1 % en 1991. En 1981, 28 % des allophones favorisaient le français comme langue d'usage; en 1991, ils étaient 37 %. Avant 1976, 34 % des immigrants grossissaient les rangs de la communauté francophone; la proportion passait à 67 % en 1991. En ce qui concerne la langue d'enseignement, entre 1971 et 1995, sur l'Île de Montréal, le pourcentage d'élèves étudiant en français est passé de 95 % à 97 % chez les francophones, de

10 % à 16 % chez les anglophones, et de 10 % à 79 % chez les allophones. (L'application de la loi 101 donne parfois des résultats remarquables !)

**LE NOMBRE DE PERSONNES PRATIQUANT LA LANGUE FRANÇAISE SUR UNE BASE RÉGULIÈRE EST DONC PLUS GRAND QUE CELUI DES FRANCOPHONES D'ORIGINE.**

En ce qui concerne la langue de travail, en 1971, 52 % des francophones, 2 % des anglophones et 17 % des allophones de la région de Montréal affirmaient qu'ils travaillaient généralement en français. En 1989, le ratio était déjà passé à 63 % chez les francophones, 8 % chez les anglophones, et 24 % chez les allophones. La langue employée sur les lieux de travail est généralement déterminée par l'identité linguistique de l'employeur : 71 % des francophones travaillent généralement en français lorsque le patron est francophone, 25 % lorsqu'il est anglophone, et 45 % lorsqu'il est allophone. D'où l'importance du nombre de francophones au sein des directions d'entreprise. Le pourcentage d'entreprises de plus de 1000 employés ayant un conseil d'administration constitué en majorité de francophones est passé, entre 1976 et 1993, de 13 % à 43 % ; le pourcentage de haut dirigeants francophones y est passé de 19 % à 35 %.

**LE POURCENTAGE D'ENTREPRISES DE PLUS DE 1000 EMPLOYÉS AYANT UN CONSEIL D'ADMINISTRATION CONSTITUÉ EN MAJORITÉ DE FRANCOPHONES EST PASSÉ, ENTRE 1976 ET 1993, DE 13 % À 43 % ; LE POURCENTAGE DE HAUT DIRIGEANTS FRANCOPHONES Y EST PASSÉ DE 19 % À 35 %.**

Du côté des pratiques culturelles, de 1970 à 1990, le tirage des quotidiens de langue française a aug-

menté de 24 %. Depuis 1970, le nombre de stations de radio diffusant en français est passé de 55 à 103. Entre 1989 et 1994, le pourcentage de personnes lisant généralement des ouvrages en langue française est demeuré stable chez les francophones, passant de 87 % à 86 %, tandis qu'il augmentait de 3 % à 8 % chez les anglophones ; de leur côté, 43 % des allophones affirment lire généralement des ouvrages en langue française. »

La langue française n'a jamais été dans un aussi bon état qu'elle l'est maintenant : qu'il s'agisse de l'état de la langue ou de l'État dont elle

**AVANT 1976, 34 % DES IMMIGRANTS GROSSISSAIENT LES RANGS DE LA COMMUNAUTÉ FRANCOPHONE ; LA PROPORTION PASSAIT À 67 % EN 1991.**

est la langue. A aucun moment de notre histoire le français n'a autant été en position de se faire entendre et de se faire bien comprendre, en région comme à l'étranger. Notre langue se présente aujourd'hui dans un état passablement normalisé, cela tout en vivant dans un État à peu près normal – quoique encore bien provincial, chose que l'indépendance ne suffirait pas à changer...

Le véritable problème ne tient pas au fait que la langue française se porte bien ou mal : elle se porte avant tout très haut, comme un drapeau. Lorsque le niveau baisse, c'est le pays lui-même qui paraît être en berne. Comme si le Québec n'était rien d'autre que sa langue ! Il est vrai que si on n'y parle pas français, il est difficile d'y faire la différence avec le Vermont ou l'Ontario. Et si on n'y discute pas de la question linguistique, on n'a peut-être pas grand-chose à se dire.

Nous sommes attachés à notre langue dans la mesure où le débat linguistique est à peu près tout ce

qui maintient ce pays dans l'état où il est actuellement. Nous tenons finalement moins à notre langue qu'aux problèmes qu'elle soulève. Parce que si on cesse de discuter de la langue, on se verra bien obligé de commencer à dire quelque chose dans cette langue. Mais on préfère peiner sur les participes plutôt que sur la participation au pouvoir. Ce qui nous évite de nous parler en pleine face, de dire les choses comme elles sont : de nous pencher sur les inégalités sociales, l'exploitation, et pas seulement sur la manière d'orthographier les appellations !

La dénonciation de la précarité de la situation de la langue française rallie bien moins facilement les partisans qu'auparavant. Car malgré ses mésaventures juridiques, notre langue s'est à peu près fait une place au soleil. La partie n'est certes pas gagnée — même qu'elle s'éternise dans une accumulation de manches supplémentaires où, à chaque reprise, on nivelle de part et d'autre les sondages d'opinion.

**43 % DES ALLOPHONES AFFIRMENT LIRE GÉNÉRALEMENT DES OUVRAGES EN LANGUE FRANÇAISE.**

La question de la situation linguistique est un étendard passablement fatigué et élimé, qu'on tente de recoudre en s'embobinant dans le débat sur la qualité de la langue. Puisque les volontaires sont plus rares à se ranger sous les couleurs du vieux slogan « Québec français ! », le temps paraît venu de décréter la conscription grammaticale : il faudrait remettre les élèves sous l'uniforme de la correction orthographique.

Dans les années 70, la précarité de la situation de la langue française au Québec rendait nécessaire l'implantation d'un ensemble de politiques linguistiques « remédiales », qui ont eu pour conséquence, vingt ans plus tard, une amélioration significative de la

situation du français. Le Bilan de la situation de la langue française au Québec en 1995 peut alors conclure que le temps est venu de « passer d'une langue « remédiate » à une langue médiatrice ». De la défense de la langue maternelle des francophones, il faut passer au développement de la langue commune de l'ensemble des Québécois.

**LE VÉRITABLE PROBLÈME NE TIENT PAS AU FAIT QUE LA LANGUE FRANÇAISE SE PORTE BIEN OU MAL : ELLE SE PORTE AVANT TOUT TRÈS HAUT, COMME UN DRAPEAU.**

La situation du français s'étant donc améliorée, on se rabat désormais sur la qualité de la langue. Tout écart à la norme est perçu comme une atteinte à l'intégrité du territoire ! Comment prétendre à la souveraineté lorsque nous ne pouvons pas aligner trois mots sans que le dictionnaire nous tienne par la main ? — Pourtant, là aussi la situation est loin d'être aussi critique qu'on le croit.

**NOUS TENONS FINALEMENT MOINS À NOTRE LANGUE QU'ÀUX PROBLÈMES QU'ELLE SOULÈVE. PARCE QUE SI ON Cesse DE DISCUTER DE LA LANGUE, ON SE VERRA BIEN OBLIGÉ DE COMMENCER À DIRE QUELQUE CHOSE DANS CETTE LANGUE.**

D'après les résultats d'une recherche de Robert R. Préfontaine et Sylvio Richard :

[À un test sur l'orthographe d'usage,] en 1940, les écoliers récoltaient une moyenne de 64 % [...] Les enfants des baby-boomers faisaient tout aussi bonne figure, en 1971, avec une moyenne de 65 %. Et leurs propres marmots, en 1992, s'en tiraient avec un résultat moyen de 64 %. [...] Le même exercice a été administré outre-

mer à de petits écoliers français dans une cinquantaine de classes de la ville de Bourges. Surprise : les élèves de l'Hexagone ne torturent pas moins l'orthographe d'usage au primaire que leurs petits vis-à-vis québécois.

**LA SITUATION DU FRANÇAIS S'ÉTANT DONC AMÉLIORÉE, ON SE RABAT DÉSORMAIS SUR LA QUALITÉ DE LA LANGUE. TOUT ÉCART À LA NORME EST PERÇU COMME UNE ATTEINTE À L'INTÉGRITÉ DU TERRITOIRE !**

Les copies des élèves d'aujourd'hui ne présentent pas plus d'erreurs que celles de leurs parents ; elles n'en comptent pas davantage, non plus, que celles du temps à peine plus ancestral des écoles de rangs. Les fautes des élèves contemporains ne sont pas plus importantes qu'auparavant ; les élèves sont simplement plus nombreux à faire des fautes parce que notre société compte maintenant plus de diplômés que par le passé.

Indépendamment de l'éventuel nivellement par le bas qu'on retrouve dans son sillage, la démocratisation de l'enseignement a fait en sorte que le lot de personnes sachant lire et écrire est désormais nettement plus élevé qu'il y a deux ou trois générations (encore qu'au tournant des années 90, on comptait toujours parmi l'ensemble de la population québécoise 28 % d'illettrés, dont 10 % d'analphabètes complets, et 18 % d'analphabètes fonctionnels). Le royaume de la paperasse ayant détrôné celui des palabres, on est sensiblement plus souvent requis d'écrire que dans la société essentiellement orale d'hier. Parce que nous sommes plus nombreux à écrire davantage, à fréquence égale, l'abondance de fautes semble apparemment plus élevée.

Auparavant, la plupart des élèves passaient pour un temps trop court par la petite école. Moins assurés de leur formation que de leurs lacunes, ils faisaient probablement plus attention à ce qu'ils écrivaient. D'autant plus qu'on leur avait bien appris à surveiller leur langage : à ne pas s'exprimer n'importe comment, mais surtout à ne pas dire n'importe quoi ! — On écrivait peut-être mieux par le passé ; il est en tout cas certain qu'on écrivait moins : parce que l'écriture était suspecte, et qu'on était de toute façon peu nombreux à avoir des lettres. Comme le dit Jean-Claude Germain : « [Quand] leurs grands-parents écrivaient, ils ne faisaient pas de fautes, mais ils n'écrivaient que deux cartes de Noël par année. » [...]

Ceux qui passaient par les collèges classiques étaient assurés des meilleurs postes non pas à cause d'une formation plus solide que de nos jours, mais parce qu'ils étaient peu nombreux à profiter de cette éducation. [...]

**LE ROYAUME DE LA PAPERASSE AYANT DÉTRÔNÉ CELUI DES PALABRES, ON EST SENSIBLEMENT PLUS SOUVENT REQUIS D'ÉCRIRE QUE DANS LA SOCIÉTÉ ESSENTIELLEMENT ORALE D'HIER.**

Ce dont on a vraiment la nostalgie, c'est de la netteté avec laquelle l'ancien régime faisait la distinction entre une élite intellectuelle et les laissés-pour-compte des professions libérales. ■

<sup>1</sup> *Le français, langue commune. Enjeu de la société québécoise, Bilan de la situation de la langue française au Québec en 1995.* Direction des Communications et de la Culture.



# QUAND LE FRANÇAIS DEVIENT MENAÇANT

MONIQUE NEMNI



Monique Nemni est professeur au département de linguistique de l'Université du Québec à Montréal.

Oui, vous avez bien lu. J'ai écrit *menaçant* et non *menacé* — ce à quoi vous vous seriez pourtant attendus et ce dont vous êtes très probablement convaincus. Eh oui ! dire au Québec que le français est menacé, c'est un peu comme dire que la terre est ronde : ça n'a plus besoin de preuves. Alors quand on nous assure qu'il faut prendre telle ou telle mesure *parce que le français est menacé*, nous ne nous demandons plus s'il y a bien menace, mais nous discutons simplement de la pertinence des mesures proposées.

Or, moi, tout ce que je sais avec certitude, c'est que le français est *minoritaire* au Canada et encore plus minoritaire en Amérique du Nord. Mais *minoritaire* n'a jamais été synonyme de *menacé*, sans quoi une quantité impressionnante de langues dans le monde seraient menacées et le français serait loin de venir en tête de liste.

Il y a des cas, bien sûr, où des gens souffrent de discrimination, de persécution, à cause de la langue qu'ils parlent. Dans ces cas, ce n'est pas la langue qui est menacée, mais les êtres humains qui la parlent.

**MINORITAIRE N'A JAMAIS ÉTÉ SYNONYME DE MENACÉ, SANS QUOI UNE QUANTITÉ IMPRESSIONNANTE DE LANGUES DANS LE MONDE SÉRAIENT MENACÉES ET LE FRANÇAIS SÉRAIT LOIN DE VENIR EN TÊTE DE LISTE.**

Ce qui fait dire, le plus souvent, qu'une langue minoritaire est menacée, c'est qu'elle peut être soumise aux caprices de la majorité. Cette dernière peut

décréter, par exemple, que le pays en question est dorénavant unilingue ou que l'enseignement dans la langue minoritaire est interdit. En fait, ce que les minoritaires craignent, c'est que la majorité profite de sa position pour voter *démocratiquement* (50 % + 1, c'est tout à fait démocratique, n'est-ce pas ?) des lois qui privent la minorité linguistique de ses droits.

Or, Dieu merci ! au Canada, nous ne sommes pas régis par le type de démocratie que Tocqueville a appelé « tyrannie de la majorité » (Voir Max Nemni, *Cité libre*, septembre-octobre 1996) et les francophones ne risquent aucune persécution à cause de leur langue. En effet, le français, a été protégé d'abord par la constitution de 1867, ensuite par la Loi des langues officielles et il est maintenant encastré dans la constitution de 1982. Il est donc protégé contre la tyrannie de toute majorité ou contre tout nouveau Durham. En effet, même si on croit que, dans le tréfonds de leur âme,

les « Anglais » du « Canada anglais » souhaitent faire disparaître le français et qu'ils ne rêvent que d'un Canada unilingue anglais « *coast to coast* », ils ne peuvent plus le faire sans changer d'abord la constitution. Et après les échecs de Meech et de Charlottetown, force est bien d'admettre que leurs chances de succès ne sont pas très bonnes.

Quant à la menace que pourraient subir non plus la langue mais ceux qui la parlent, celle-ci est impossible depuis la Charte canadienne des droits et libertés de 1982, puisque celle-ci protège les citoyens contre toute discrimination. Grâce à la constitution et à la Charte, le français et les francophones ne sont donc pas menacés au Canada. Bien au contraire.

**C'EST AINSI QUE CERTAINS, COMME CAMILLE LAURIN, CONFONDANT LES DROITS DES INDIVIDUS AVEC CEUX D'UNE LANGUE, DÉCIDENT DE DÔTER LA LANGUE FRANÇAISE D'UNE « CHARTE », POUR LA PROTÉGER, COMME ON PROTÈGE DES HUMAINS, CONTRE LES MENACES QU'ELLE SUBIT OU POURRAIT SUBIR.**

Mais, diront certains, ce type de protection n'est nullement suffisant. Le français est menacé partout dans le monde, affirme Gilles Vigneault (*The Gazette*, 7 septembre 1996). C'est d'ailleurs la fragilité de la langue française qui est, selon lui, au cœur de son engagement politique. Ceux qui partagent son opinion sont légion au Québec. Et c'est ainsi que certains, comme Camille Laurin, confondant les droits des individus avec ceux d'une langue, décident

de doter la langue française d'une « charte », pour la protéger, comme on protège des humains, contre les menaces qu'elle subit ou pourrait subir.

#### COMMENT SAIT-ON SI LA LANGUE FRANÇAISE SE SENT MENACÉE PAR DES AFFICHES BILINGUES ?

Je sais plus ou moins ce qui peut menacer des individus et ce qui peut les protéger. Mais qu'est-ce qui menace une langue ? Comment sait-on qu'elle est satisfaite des mesures qu'on prend en son nom ? Et si les mesures qu'on prenait étaient jugées excessives ou trop injustes par d'autres langues, à qui et comment ces dernières se plaindraient-elles ? Comment sait-on quels actes constituent une menace particulière ou inacceptable pour une langue ? Par exemple, comment sait-on si la langue française se sent menacée par des affiches bilingues ? Entre une pancarte qui dit « *Closed for the holidays. Have a good summer!* » et une enseigne au néon qui dit « Danseuses nues », laquelle des deux trouve-t-elle plus menaçante ? Et que préfère-t-elle entendre, « *Women are equal to men in every respect* » ou, comme l'a suggéré Lucien Bouchard, « Les femmes québécoises blanches devraient avoir plus de bébés » ? Les menaces se trouvent-elles dans les langues ou dans les messages transmis à travers elles ?

#### LES MENACES SE TROUVENT-ELLES DANS LES LANGUES OU DANS LES MESSAGES TRANSMIS À TRAVERS ELLES ?

Vous me direz que je fais la maligne, parce qu'au fond, je sais bien, comme tout le monde, que la langue française au Québec est menacée d'extinction, de disparition. Et « si notre langue disparaît, nous disparaissions aussi », dit encore Vigneault dans le même

article, reprenant une affirmation répétée *ad nauseam* par la plupart des ténors et des sopranos nationalistes. Certains, comme Vadeboncœur, sont allés jusqu'à s'insurger contre un « génocide en douceur ». Rien de moins ! On comprend qu'avec des idées pareilles Lise Payette ait pu produire le film *Disparaître*, qui a fait tant de bruit.

#### PERSONNE N'A ÉTÉ MIS SUR TERRE POUR ASSURER LA SURVIE ÉTERNELLE DE SA LANGUE.

Affirmer que la disparition d'une langue entraîne la disparition de ses locuteurs, c'est confondre la langue avec les individus qui la parlent. A ce propos, il est peut-être utile de rappeler cette banalité, à savoir que les gens qui ont adopté une nouvelle langue n'ont pas pour autant disparu. Si c'est par choix qu'ils ont décidé de vivre dans une autre langue, non seulement il n'y a là aucune cause d'alarme, mais toute intervention me semble inappropriée : ça les regarde ! Personne n'a été mis sur terre pour assurer la survie éternelle de sa langue. Si vous en doutez, demandez aux centaines de millions d'immigrants dans le monde s'ils ont l'impression d'avoir disparu, s'ils sont traumatisés par le fait que leurs enfants ou petits-enfants parlent la langue du pays d'accueil, ou s'ils pensent avoir trahi leur mission providentielle.

Non, voyez-vous, je pense que ceux qui prétendent que le « peuple » québécois disparaîtrait si le français disparaissait disent tout bonnement une absurdité. Ce qui ne veut pas dire que nous devrions passer allègrement à l'anglais. Il me semble tout à fait légitime et normal que les francophones du Canada, et plus particulièrement ceux du Québec, veuillent vivre en français.

Mais une langue survit tant qu'il y a suffisamment de personnes qui *veulent la parler, qui prennent plaisir*

*à la parler* et, le cas échéant, *à la lire et l'écrire*. De plus, des langues dominantes peuvent très bien cohabiter avec d'autres dans un même pays et souvent dans un même individu sous forme de bilinguisme. Un des exemples les plus frappants est celui de l'hébreu, qui a survécu à deux mille ans de persécution, sans même un territoire. Par contre, aucun gouvernement n'a réussi à maintenir en vie une langue que les gens ne voulaient plus parler. Au mieux ont-ils pu en prolonger l'agonie. L'exemple le plus frappant est, évidemment, le latin.

#### DEMANDEZ AUX CENTAINES DE MILLIONS D'IMMIGRANTS DANS LE MONDE S'ILS ONT L'IMPRESSION D'AVOIR DISPARU, S'ILS SONT TRAUMATISÉS PAR LE FAIT QUE LEURS ENFANTS OU PETITS-ENFANTS PARLENT LA LANGUE DU PAYS D'ACCUEIL, OU S'ILS PENSENT AVOIR TRAHI LEUR MISSION PROVIDENTIELLE.

Ce qui menace surtout une langue, c'est le manque de motivation des gens qui la parlent. En d'autres termes, une fois la protection légale garantie, la menace, pour une langue, vient avant tout de l'intérieur. Je pense que c'est le cas du français au Canada. L'assimilation à l'anglais est dans un très grand nombre de cas tout à fait volontaire et n'a, pour moi, rien d'inquiétant, même si je pense que le gouvernement devrait contribuer au maintien du français, pour ceux qui le désirent.

Je pense que la menace du français au Québec vient aussi de l'intérieur. C'est l'attrait de l'anglais pour les Québécois francophones que les intégristes de la langue craignent le plus. S'autoproclamant défenseurs du bien collectif, ces derniers tentent de sauver le français en l'imposant aux autres et en rendant illégale l'apostasie. Et au diable les libertés individuelles ! Il faut protéger le français *contre*

ceux qui pourraient ne plus vouloir le parler. La fin justifie les moyens.

Et c'est ainsi que de langue menacée, le français est devenu menaçant pour tous les Québécois, y compris les francophones, peut-être même surtout pour eux.

En effet...

*Le français est devenu menaçant quand...*

On a imposé à tous les Québécois un nouveau catéchisme : la loi 101. Cette loi est devenue un texte sacré et tout contestataire est accusé d'hérésie. Cette nouvelle foi a remplacé l'esprit critique. C'est ainsi que les intégristes du français peuvent mobiliser à leur gré des dizaines de milliers de fidèles qui, sans avoir jamais lu un traitre mot de cette loi, sont prêts à descendre dans les rues pour scander en chœur : « Ne touchez pas à la loi 101 ! », considérant ceux qui veulent le moindre changement comme les « ennemis de la nation ». Alors que l'on considère d'ordinaire les lois comme des tentatives gouvernementales, donc imparfaites et modifiables, pour résoudre un problème, la loi 101 est devenue un texte sacré qu'on ne peut critiquer : « Hors de la loi 101 point de salut ».

**MAIS UNE LANGUE SURVIT TANT QU'IL Y A SUFFISAMMENT DE PERSONNES QUI VEULENT LA PARLER, QUI PRENNENT PLAISIR À LA PARLER ET, LE CAS ÉCHÉANT, À LA LIRE ET L'ÉCRIRE.**

*Le français devient menaçant quand...*

Il crée deux classes de citoyens basées sur le lieu de naissance. Les nationalistes claironnent leur grandeur d'âme vis-à-vis de leur minorité anglophone. Ce qu'ils oublient de mentionner, c'est que dans toutes les démocraties du monde, quand un immigrant devient citoyen du pays d'accueil,

il obtient *exactement les mêmes droits* que les citoyens nés dans ce pays. Or au Québec, un Britannique ou un Américain dont la famille parle anglais depuis plusieurs générations et qui devient citoyen canadien *ne sera jamais considéré comme un anglophone québécois* puisqu'il ne pourra jamais envoyer ses enfants à l'école anglaise.

Le français devient menaçant quand au nom de sa protection on bafoue les principes élémentaires de la démocratie et qu'on légitime la ségrégation basée sur le lieu de naissance.

**ALORS QUE L'ON CONSIDÈRE D'ORDINAIRE LES LOIS COMME DES TENTATIVES GOUVERNEMENTALES, DONC IMPARFAITES ET MODIFIABLES, POUR RÉSOUDRE UN PROBLÈME, LA LOI 101 EST DEVENUE UN TEXTE SACRÉ QU'ON NE PEUT CRITIQUER.**

*Le français est devenu menaçant quand...*

Il a eu pour conséquence de cultiver chez les francophones un sentiment éternel d'insécurité non seulement linguistique, mais identitaire. La peur de disparaître, qui hante une population pourtant bien en santé, fait voir des menaces et des ennemis partout : les immigrants ne sont pas une richesse économique, mais une menace pour la survie du français. Les statistiques ont beau montrer que 95 % des Québécois affirment aujourd'hui savoir le français, rien n'y fait.

*Le français est devenu une menace quand...*

On a convaincu les Québécois francophones que la connaissance d'une autre langue, *en plus du français*, était une menace à la survie de celle-ci, surtout si cette autre langue s'avère être l'anglais. Toute utilisation d'une langue

autre que le français, proclamé *langue commune*, devient suspecte.

Et c'est ainsi que le gouvernement finance des enquêtes dont le nombre défie l'imagination pour savoir, non si les gens savent le français, ce qui me semble légitime, mais pour savoir si les gens parlent français vingt-quatre heures par jour. Quelle langue parlent-ils à la maison, avec les parents, avec les frères et sœurs, avec la grosse voisine d'en face ? Je me demande quand on nous installera des micros sous le lit pour savoir dans quelle langue nous faisons l'amour...

*Le français devient menaçant quand...*

Tout devient sujet d'inquiétude. Prenons un exemple : On sait que les francophones épousent des anglophones et vice-versa. Moi, je m'en réjouis ; ça prouve que ces deux communautés supposément ennemies s'entendent très bien dans la vraie vie. Mais certaines études en rendent compte comme s'il s'agissait d'une menace. Pourquoi une menace ? Parce que 50 % des enfants issus de ces mariages parlent anglais.

**LE FRANÇAIS DEVIENT MENAÇANT QUAND AU NOM DE SA PROTECTION ON BAFUE LES PRINCIPES ÉLÉMENTAIRES DE LA DÉMOCRATIE ET QU'ON LÉGITIME LA SÉGRÉGATION BASÉE SUR LE LIEU DE NAISSANCE.**

Mais que voulez-vous faire de telles statistiques, même si *tous les enfants* issus de ces mariages parlaient anglais ? Interdire les mariages interlinguistiques ? Exiger des anglophones des vœux de conversion au français avant le mariage ?

*Le français devient menaçant quand...*

Au nom de la protection de la langue française, l'État enlève aux

Québécois francophones l'exercice de leur libre choix. L'accès aux écoles anglaises leur est interdit.

**TOUTE UTILISATION D'UNE  
LANGUE AUTRE QUE LE FRANÇAIS,  
PROCLAMÉ LANGUE COMMUNE,  
DEVIENT SUSPECTE.**

Et si certains francophones ne voulaient pas être protégés? S'ils voulaient rendre leurs enfants bilingues en les envoyant, par exemple, à l'école française au primaire et à l'école anglaise au secondaire, ou vice versa? Et s'ils voulaient, par choix libre et personnel, devenir anglophones? Au nom de quoi interdit-on l'apostasie?

*Le français devient menaçant quand...*

Le gouvernement, le système scolaire et les harangues des intégristes de la langue, font de l'unilinguisme français une vertu, et rendent difficile, pour les francophones et les allophones, la maîtrise de l'anglais, langue pourtant incontournable à l'échelle mondiale. En effet, il est aujourd'hui impensable de devenir expert en quoi que ce soit sans savoir l'anglais. Pour ne donner qu'un seul exemple, 84 % de tous les écrits scientifiques dans le monde sont publiés en anglais; toutes les autres langues du monde se partagent les 16 % qui restent. Aucun cours universitaire qui se respecte ne peut se donner sans une bibliographie partiellement ou majoritairement de langue anglaise. Or la plupart des étudiants qui arrivent à l'université sont incapables de comprendre un texte assez simple en anglais et doivent apprendre par eux-mêmes ce que le système scolaire aurait très bien pu leur donner.

Le français devient menaçant quand la promotion de l'unilinguisme français freine la promo-

tion sociale et professionnelle des Québécois francophones.

*Le français devient menaçant quand...*

Au nom de sa protection, la loi 101 prive les francophones québécois d'expériences pédagogiques canadiennes qui font l'admiration du monde entier. En effet, le succès de l'immersion française au Canada n'est plus à démontrer, même si certains pensent qu'on aurait pu faire encore mieux. Dans les classes d'immersion, les élèves anglophones apprennent la plupart des matières en français, tout en étudiant l'anglais comme matière scolaire. Au Canada, là où une école d'immersion existe, la fréquentation de cette école est laissée entièrement au libre choix des parents. Les parents francophones et allophones québécois n'ont pas ce choix, parce que l'immersion en anglais est interdite par la loi 101. En effet, dans le système scolaire francophone, cette loi interdit l'enseignement de toute matière en une langue autre que le français.

Le français devient donc menaçant quand l'État interdit une expérience pédagogique non parce qu'elle est inadéquate, mais parce que son efficacité fait peur.

**LE FRANÇAIS DEVIENT MENAÇANT  
QUAND... AU NOM DE LA  
PROTECTION DE LA LANGUE  
FRANÇAISE, L'ÉTAT ENLÈVE AUX  
QUÉBÉCOIS FRANCOPHONES  
L'EXERCICE DE LEUR LIBRE CHOIX.  
L'ACCÈS AUX ÉCOLES ANGLAISES  
LEUR EST INTERDIT.**

*Le français devient menaçant quand...*

Il rend la plupart des francophones du Québec aveugles aux succès remarquables de cette langue au Canada. Alors que le français comme langue seconde est en chute libre dans le reste du monde, le Canada est le seul pays

où le français a progressé. En effet, même dans les pays de langues latines, comme l'Espagne ou l'Italie, où l'on enseignait le français comme première langue étrangère, celui-ci a été balayé par l'anglais. Le français ne s'apprend, au mieux, qu'après l'anglais. Quant aux pays anglophones, ils se sont mis à des langues qui leur semblent plus utiles sur le plan commercial ou autre. Seul le Canada, dit « anglais », constitue, à cet égard, une société tout à fait distincte.

*Le français devient menaçant quand...*

Il permet aux intellectuels et aux médias québécois d'avoir un contrôle démesuré sur l'information accessible au peuple; quand il rend les francophones unilingues prisonniers des conditions économiques de la province; quand il empêche les intégristes de la langue de voir que pour réussir l'intégration des immigrants et la cohabitation harmonieuse avec les anglophones, il est bien moins important de projeter un « visage français » qu'un visage accueillant; quand on ne se rend pas compte que l'acharnement à imposer le français ne peut mener qu'à une soumission apparente et non à l'amour et au respect; quand... quand...

J'aurais pu mentionner mille et une autres raisons qui ont rendu le français menaçant pour tous les Québécois, alors qu'il aurait pu — et qu'il pourrait encore — être un merveilleux enrichissement pour tous les Canadiens du Québec et d'ailleurs.

*Le français devient menaçant quand...*

On croit que pour le protéger, il faut détruire son propre pays. ■



# ET SI C'ÉTAIT DE L'ANTISÉMITISME ?

William JOHNSON



William Johnson est  
chroniqueur pour plusieurs  
journaux.

**H**oward Galganov est juif. Et alors ? Pourtant, depuis qu'il est sorti de l'ombre pour diriger un mouvement de résistance aux sécessionnistes, plusieurs porte-parole nationalistes ont parlé de lui comme s'il s'agissait d'une nouvelle « question juive. » Cela mérite qu'on s'y attarde.

Galganov lui-même ne soulève d'aucune façon, ni de près ni de loin, ses antécédents juifs. Il ne s'adresse pas particulièrement aux juifs, mais à tous les Québécois. Et la très grande majorité de ceux qui ont répondu à son appel ne sont pas juifs, mais des anglophones de toutes origines.

C'est dans une perspective libérale et au nom de tous les citoyens que Galganov attaque le nationalisme québécois. S'il s'en prend particulièrement à la loi gouvernant la langue d'affichage, c'est que celle-ci place l'anglais dans une position d'infériorité. Au départ, en avril dernier, les magasins à grande surface dans le West Island n'affichaient qu'en français, occultant la présence de plus d'un million de non-francophones au Québec : il a exigé qu'ils affichent aussi en anglais, sous menace de boycott.

**C'EST DANS UNE PERSPECTIVE  
LIBÉRALE ET AU NOM DE TOUS LES  
CITOYENS QUE GALGANOV ATTAQUE  
LE NATIONALISME QUÉBÉCOIS.**

La prochaine campagne, qui doit coïncider avec l'ouverture du congrès du Parti québécois, le 22 novembre, ciblera la Loi 86, dont les règlements exigent que chaque affiche dans une langue autre que

le français soit accompagnée de deux affiches en français — ou d'une affiche française deux fois plus grande. Cette loi tatillonne fait peser sur toutes les autres langues des coûts et des tracasseries qui constituent une discrimination contre ces langues et contre ceux qui s'y identifient. Galganov va ouvrir un commerce, il va placer des affiches d'égale dimension, en français et en anglais, bravant ainsi la loi. Il refusera tout ordre de se plier, il refusera de payer l'amende, et il invitera les autorités à le mettre en prison. Il ne fera pas campagne seul.

Son voyage à New York en septembre avait encore un objectif libéral. Il voulait démontrer que les politiques du gouvernement sécessionniste appauvrissaient tous les Québécois. Il dénonçait les leaders séparatistes — mais louait les gens ordinaires et encourageait les financiers à investir au Québec.

D'ailleurs, Galganov ne défend pas seulement la langue anglaise. Toujours au nom de l'égalité, il est allé à Ottawa le 4 septembre pour

manifestar en faveur d'affiches françaises dans les commerces de la capitale du Canada. Au Québec même, en dépit de son parti pris pour l'égalité, il accepte que toutes les affiches commerciales soient en français, sans exiger la contrepartie pour l'anglais.

Pourquoi, alors, toutes ces interventions publiques récentes qui pointent du doigt l'identité juive de Galganov comme si elle était pertinente au débat national ? Rapelons quelques exemples.

Michel Gauthier, chef de l'Opposition officielle aux Communes, demandait au Congrès juif du Canada de dénoncer Galganov — comme si le Congrès devait répondre des paroles et des actes de tous les juifs !

**D'AILLEURS, GALGANOV NE DÉFEND  
PAS SEULEMENT LA LANGUE  
ANGLAISE. TOUJOURS AU NOM DE  
L'ÉGALITÉ, IL EST ALLÉ À OTTAWA  
LE 4 SEPTEMBRE POUR MANIFESTER  
EN FAVEUR D'AFFICHES FRANÇAISES  
DANS LES COMMERCES DE LA  
CAPITALE DU CANADA.**

Michel Vastel, journaliste dont les chroniques paraissent dans *Le Soleil*, *Le Quotidien* et *Le Droit*, écrivait le 13 septembre concernant la démarche de Michel Gauthier : « S'il fallait que le Congrès se dissocie de tous les adeptes de la religion juive qui disent du mal du Québec, il n'y aurait plus de Congrès ! »

Vastel suppose donc qu'à peu près tous les juifs « disent du mal du Québec ». D'où tient-il cela ? Et parlant ainsi avec sarcasme de Galganov, il soulignait sa religion : « Je

me doutais bien aussi qu'il devait y avoir un sombre complot arabo-séparatiste contre la campagne de ce juif anglophone de Montréal ».

**VASTEL SUPPOSE DONC QU'À PEU PRÈS TOUS LES JUIFS « DISENT DU MAL DU QUÉBEC. D'OÙ TIENT-IL CELA ?**

Pierre Bourgault frappait plus fort encore dans sa chronique du *Journal de Montréal*, le 21 septembre. Il accusait Galganov de « mensonge » et de « calomnie » et parlait de « sa face de bœuf ». Voilà qui est élégant. Mais, s'il attaque brièvement Galganov, il s'en prend surtout longuement au Congrès juif du Canada — à cause de Galganov. Ainsi, il martèle sept fois le nom du « Congrès juif ». En tout, il écrit 12 fois le mot « juif » dans une chronique qui promettait un tout autre sujet, sous le titre : « Les bâtards de Galganov ». Doit-on comprendre que ce sont les membres du Congrès juif, selon Bourgault, qui incarnent les vrais « bâtards de Galganov » ?

Écoutons celui qui a été conseiller de Jacques Parizeau et l'associé de Lucien Bouchard défendre vigoureusement Gilles Rhéaume de s'être attaqué au Congrès juif : « tout ce que M. Rhéaume voulait c'est qu'on discute justement des « idées » de M. Galganov. Le Congrès juif était-il d'accord, oui ou non, avec Galganov quand il traitait les souverainetés de bâtards ? Le Congrès juif était-il d'accord pour poser à Galganov des questions sur son passé de militant raciste dans la Jewish Defense League, interdite en Israël ? Mais le Congrès juif, qu'on soupçonne être en parfait accord avec Galganov, s'est défilé en défendant l'homme sans jamais remettre en cause ses idées ».

Bourgault se lance alors dans une attaque en règle contre le Congrès juif, lui qui a le malheur de ne pas excommunier Galganov pour son langage outrancier : « Le Congrès

juif, si prompt à vouloir faire taire certaines personnes, comme il a tenté de le faire la semaine dernière en empêchant le militant noir américain Louis Farrakan de prononcer une conférence à Toronto, si prompt également à débusquer la moindre parole offensante chez ses adversaires et à fouiller dans leur passé avec acharnement, se refuse à dénoncer les propos les plus dégoûtants de ses alliés, nous confortant ainsi dans l'idée qu'il les partage. Cette duplicité du Congrès juif ne l'honore pas et les questions qu'on lui pose demeurent ».

**PIERRE BOURGAULT MARTELE SEPT FOIS LE NOM DU « CONGRÈS JUIF ». EN TOUT, IL ÉCRIT 12 FOIS LE MOT « JUIF » DANS UNE CHRONIQUE QUI PROMETTAIT UN TOUT AUTRE SUJET**

Mais, quelles sont ces questions ? Pourquoi parler de Galganov comme d'un « allié » du Congrès, alors qu'il n'en a jamais été membre ? Le Congrès juif doit-il donc se prononcer sur toutes les paroles de tous les juifs, même si ceux-ci parlent en leur propre nom, et non comme membres du CJC ou même de la communauté juive ?

S'il se gouvernait par ce principe-là, le Congrès juif aurait beaucoup de pain sur la planche. Mais pourquoi vouloir imposer au Congrès juif une tutelle, qu'on n'imposerait pas à une autre association bénévole, qu'elle soit religieuse ou autre ? Et pourquoi cette virulence, pourquoi cracher si souvent les mots « Congrès juif », quand le reproche principal de Bourgault contre cette association, c'est qu'elle refuse de se rendre responsable des propos ou des actes de gens qui n'en sont même pas membres ?

Ce même Bourgault, qui a la morgue facile devant ceux qui s'opposent à la sécession, disait déjà dans un discours télévisé, il y a quelques années : « Il y a un ennemi dans la place [...] C'est la

minorité anglophone de Montréal ».

Arrêtons-nous au cas de Raymond Villeneuve. Cet ancien felquiste s'en prend, dans sa publication, *La Tempête*, livraison de septembre, aux juifs ashkénazes à qui il impute la culpabilité collective de s'opposer à la sécession. Le titre : « Les juifs anglophones au service des Canadiens ». Les propos qui suivent sont à l'avenant : « Avec les dernières frasques d'un Galganov, c'est trop. Il faut oser dénoncer leur hostilité inexplicable et incompréhensible envers notre peuple et son droit à l'autodétermination [...] les juifs anglophones agissent comme le fer de lance de la lutte des Anglais pour maintenir la domination de l'État canadien sur le peuple québécois ».

Villeneuve enchaîne avec une litanie de noms de juifs (ou de gens qu'il prend pour tels), Eric Maldoff, Michael Goldbloom, Reed Scowen, Robert Libman, Mordecai Richler, Julius Grey, Morton Brownstein. « Rappelons le rôle primordial qu'ils ont eu dans la fondation et l'organisation d'Alliance (anti) Québec. Les deux premiers présidents, Eric Maldoff et Michael Goldbloom, étaient juifs. De même qu'un troisième par la suite, Reed Scowen [sic !]. Rappelons aussi que Robert Libman, membre fondateur et chef du Parti Égalité, a été élu député de D'Arcy McGee, un comté formé à plus de 75 % d'électeurs d'origine juive ».

Il dénonce aussi « les prises de position des associations juives lors des référendums de 1980 et de 1995 et le vote monolithique et raciste qui a été exprimé à ces deux occasions ». Et il termine sur le ton de la menace : « A leur place je ferais attention. Car même quand le peuple n'ose pas s'attaquer à ses principaux oppresseurs, il arrive souvent qu'il s'en prenne à leurs valets [...] Qu'arrivera-t-il au lendemain de la victoire aux communautés qui ont refusé d'être conciliantes envers le peuple québécois ? »

# LEBLANC SEMBLE VOULOIR FAIRE LE PROCÈS DES JUIFS EN TANT QU'ESPÈCE.

La menace est encore plus explicite quand Villeneuve passe au programme de Pierre Pascau à CKVL, le 23 septembre. Il n'hésite pas à dire ceci : « Dans le cours de la lutte pour l'indépendance du Québec, on doit constater qu'actuellement les juifs, depuis plusieurs années, jouent un rôle de fer de lance au service des Anglais [...] Pendant ce processus d'indépendance, bien, ceux qui se seront affichés au premier plan comme adversaires de l'indépendance du peuple québécois, bien c'est sûr qu'ils vont être les premiers à payer pour [...] C'est qu'effectivement il peut leur arriver que... des bombes peut-être, mais des moyens très simples comme des cocktails molotov, oui.

Que dire, maintenant, des propos de Gérald Leblanc, dans *La Presse* du 28 septembre, sous le titre : « La colère des anglos déborde sur les juifs ». L'article est coiffé d'une très grande photo de juifs — on les reconnaît à leurs calottes rondes sur la tête — qui font des emplettes dans une épicerie à l'en-seigne : *Montreal Kosher*.

A l'instar de Villeneuve, Leblanc débite une litanie de noms de juifs qui lui font problème. « On peut relever que les éditeurs de *The Gazette*, Michael Goldbloom, et du *Suburban*, Michael Sochaczewski, sont des juifs, tout autant que Bernard Shapiro, le recteur de McGill, ou Howard Galganov, le leader de la croisade pour l'affichage bilingue. On peut aussi rappeler que les fondateurs d'Alliance Québec, Eric Maldoff, et du *Equality Party*, Robert Libman, étaient aussi juifs. Ce sont des faits ! »

Des faits ? Mais où Leblanc veut-il en venir ? Prétend-il que Goldbloom et Galganov représentent les mêmes opinions ? Ou que

Bernard Shapiro et Robert Libman ont quelque chose en commun outre qu'ils soient juifs ?

Il aurait pu énumérer, aussi, les noms de juifs qui adhèrent à la cause sécessionniste depuis des lustres, tel Paul Unterberg. Mais non. Leblanc semble vouloir faire le procès des juifs en tant qu'espèce. Voilà ce qu'on comprend en lisant la dernière phrase de son article fleuve : « Et on pourra dire à nos compatriotes de nouvelle souche qu'il n'est jamais facile de voir les leaders des minorités ethniques de Montréal monter au front pour défendre l'anglais, la toute puissante langue continentale de l'Amérique et la lingua franca du monde contemporain ».

**LES PROPOS D'UN LEBLANC, D'UN VASTEL, D'UN PIERRE BOURGALT, M'INQUIÈTENT BEAUCOUP PLUS QUE LE DÉLIRE DE VILLENEUVE : TOUS SONT DES VÉTÉRANS DE L'INFORMATION, ILS SONT PUBLIÉS PAR LES JOURNAUX LES PLUS LUS ET LES PLUS RÉPUTÉS DU QUÉBEC. DOIT-ON CONCLURE QU'ILS REPRÉSENTENT UNE OPINION LARGEMENT PARTAGÉE PAR LA MAJORITÉ FRANCOPHONE ?**

Ah, voilà. Depuis belle lurette Leblanc reproche aux juifs de parler anglais, de défendre l'anglais. Ainsi, il publiait une chronique le 21 septembre 1988 (jour de Yom Kippour), sous le titre : « Nos juifs ». Entre autre, il disait : « Et oui, on retrouvait un très fort contingent de juifs dans l'exode des anglophones au tournant des décennies 70-80. Et oui, je retrouve souvent des juifs anglophones, brillants et compétents, à l'avant-plan d'organismes (Alliance-Québec, le PSBGM et certains médias d'information anglophones) qui ont tout fait pour nous empêcher d'assurer la survie et la promotion d'une société française en Amérique du Nord. Et oui, les villes « juives » de Hampstead et Côte-Saint-Luc constituent d'imprenables bastions anglophones ».

Cette chronique de Leblanc faisait suite à un reportage dans *La Presse* du 13 septembre 1988, sous le titre : « Outremont se découvre un problème juif. Le nombre des juifs hassidiques a doublé en vingt ans ». Malgré les protestations d'organismes de défense juifs, Leblanc avait appuyé cette façon de voir et de décrire les choses. Dans sa chronique du 21 septembre, cependant, sous le titre de « Nos juifs », Leblanc se reprend pour la forme, mais par sur le fond. « Oui les juifs hassidiques posent un problème à Outremont. Nous en avons parlé. C'est involontairement et sans malice que j'ai répété « problème juif » (l'expression consacrée d'Hitler), pour décrire leurs relations tendues avec la majorité francophone d'Outremont. J'y penserai la prochaine fois ».

Mais, après cette concession, Leblanc terminait sa chronique avec une outrance : « Photocopiez cette chronique et passez-la à vos amis juifs anglophones ; la lire, en français, sera pour eux une bonne pénitence, en ce jour de Yom Kippour ».

Les propos d'un Leblanc, d'un Vastel, d'un Pierre Bourgault, m'inquiètent beaucoup plus que le délire de Villeneuve : tous sont des vétérans de l'information, ils sont publiés par les journaux les plus lus et les plus réputés du Québec. Doit-on conclure qu'ils représentent une opinion largement partagée par la majorité francophone ? Leblanc devrait faire la connaissance de Joel Ruimy. Il y a quelques années, alors qu'il travaillait comme reporter au *Toronto Star*, ce journaliste anglophone de Montréal m'avait raconté que son père, juif francophone d'Afrique du Nord, s'était établi à Montréal, mais ne pouvait inscrire ses enfants à l'école française : on dirigeait tous les juifs, quelle que soit leur langue, vers les écoles anglaises du Protestant School Board of Greater Montreal. Ça aussi, c'est un fait. Tous les trois versent dans la culpabilité collective. De plus, ils

confondent allègrement des prises de position en faveur du libéralisme et des expressions d'hostilité envers les francophones.

Il faut admettre, cependant, que certains juifs, comme d'ailleurs certains néo-Canadiens, ont compris plus vite que la majorité des fédéralistes le danger que pose le nationalisme québécois. S'ils se sont engagés avec plus de conviction que d'autres pour défendre les droits individuels, l'égalité des citoyens et la primauté du droit, c'est peut-être parce que leurs réflexions sur l'histoire leur ont fait mieux comprendre les signes avant-coureurs de l'intolérance, de la discrimination, des conflits entre groupes identitaires et de l'état d'hostilité civile qui appauvrit et rétrécit une société. Un Galganov a

**S'ILS SE SONT ENGAGÉS AVEC PLUS DE CONVICTION QUE D'AUTRES POUR DÉFENDRE LES DROITS INDIVIDUELS, L'ÉGALITÉ DES CITOYENS ET LA PRIMAUTÉ DU DROIT, C'EST PEUT-ÊTRE PARCE QUE LEURS RÉFLEXIONS SUR L'HISTOIRE LEUR ONT FAIT MIEUX COMPRENDRE LES SIGNES AVANT-COUREURS DE L'INTOLÉRANCE**

fait preuve d'une énergie et d'une générosité exemplaires dans sa lutte pour les droits, alors que bien d'autres ne faisaient rien, alors même qu'ils s'y opposaient entre les quatre murs de leurs salons.

Ces pointages du doigt ciblant les juifs démontrent comment un mouvement sécessionniste dresse

les citoyens les uns contre les autres et suscite la chasse aux boucs émissaires. Un mouvement ethnonationaliste et sécessionniste, surtout un mouvement qui s'affiche comme étant prêt à renverser la constitution et à placer l'appel au peuple au-dessus des lois, menace les droits de tous les citoyens, mais en premier lieu ceux des minorités. Ce n'est pas une coïncidence qu'à peu près tout ce qu'il y a de minorités au Québec s'oppose à une sécession que veulent imposer les seuls « pure laine ». Leur objectif, à l'évidence, est d'atteindre enfin la domination, sans entraves, des francophones dits « de souche » sur tous les « autres ». ■

## Saviez-vous que...

*Selon un rapport de Statistiques Canada, rendu public le 12 septembre 1996, les Québécois battent tous les records canadiens d'analphabétisme. Pour ne donner qu'un exemple, 28 % des Québécois n'étaient pas capables de lire les instructions sur un flacon d'aspirines, contre 18 % dans les provinces de l'ouest et 19 % en Ontario.*



*Selon un sondage Angus-Reid de septembre 1996, le Parti libéral du Canada obtient 38 % des intentions de vote des Québécois, contre 40 % pour le Bloc québécois.*



# L'INCERTITUDE POLITIQUE ? CONNAIS PAS !

PIERRE ARBOUR

## LES MYTHES

Il faut faire exploser le mythe véhiculé par les chantages du Parti québécois que l'incertitude politique créée par la menace d'un autre référendum sur la souveraineté n'influe pas sur les décisions d'investir au Québec. Sur la base de mon expérience personnelle et de celle d'autres participants reliés à l'investissement, je relève trois mythes largement répandus :

1 *Nos intellectuels font souvent valoir qu'il y a évidemment pire situation que le Québec dans beaucoup d'endroits au monde, tel le Mexique, l'Algérie et la Turquie, ce qui fait que les hommes d'affaires devraient se précipiter ici pour y investir.*

À ceci je réponds que le Québec est le seul îlot instable dans une mer de stabilité, cette mer étant les États-Unis et le reste du Canada. Lorsqu'un investisseur considère le Québec comme lieu où investir, il le fait en comparaison automatique avec l'Ontario, l'État de New York ou le Vermont.

**LE QUÉBEC EST LE SEUL ÎLOT  
INSTABLE DANS UNE MER DE  
STABILITÉ, CETTE MER ÉTANT  
LES ÉTATS-UNIS ET LE RESTE  
DU CANADA.**

Même si le Québec sortait bon premier de la grille d'évaluation d'une grande société, l'incertitude politique amenée par la menace d'un référendum suivi d'une déclaration unilatérale d'indépendance, rend une décision négative



Pierre Arbour  
est président d'une  
société d'investissements.

probable à moins d'un apport de subventions massives de la part des deux niveaux de gouvernement.

2 *Nous nous targuons avec raison de l'abondance de nos richesses naturelles et des bas prix de notre électricité rendant ainsi le Québec irrésistible comme endroit où investir.*

Je réponds que les capitaux se doivent de venir ici pour exploiter nos mines et nos forêts puisqu'ils ne peuvent faire autrement; de même les trois nouvelles usines d'aluminium, grandes dévoreuses d'énergie électrique, sont venues au Québec dans les années 80 en raison des prix d'électricité subventionnés par Hydro-Québec. Malheureusement, pour ce qui a trait aux investissements de type manufacturier ou de haute technologie, l'avantage en ressources ne joue plus et le Québec fait face à la concurrence impitoyable du reste de l'Amérique du Nord.

3 *Nous avons une main d'œuvre qualifiée et laborieuse et c'est ce que les multinationales recherchent.*

La hantise de l'indépendance et la fascination qu'a exercé sur le Québec le vieux modèle français de dirigisme nous a distrait de nos priorités de base dont celle d'éduquer nos jeunes pour les rendre aptes à affronter les défis technologiques modernes. Or nos jeunes ne savent bien ni le français ni l'anglais. Ce n'est pas la faute du fédéral si la langue française est si pauvre au Québec et c'est bien au Québec qu'on trouve proportionnellement deux fois plus d'alphabètes fonctionnels que dans le reste du Canada. Un pays qui décourage l'apprentissage de l'anglais par ses jeunes, se devrait, en compensation de glorifier la qualité du français parlé ici. Ce n'est malheureusement pas le cas et nous gaspillons la chance d'éduquer nos jeunes pour qu'ils soient employables dans l'économie moderne. Le sociologue Fernand Dumont, celui qui participa à l'élaboration de la Charte de la langue française et qui aida en 1995 à la rédaction du préambule de la Loi sur la souveraineté du Québec, déclara récemment dans *L'actualité* du 15 septembre 1996 : « L'essentiel est dans la qualité de la langue que nous parlons. Or, cette langue s'est singulièrement détériorée... Si nous ne pouvons pas faire un effort collectif de restauration de la langue, on aura beau dresser des barrières tout autour, on ne sera pas beaucoup plus avancés. Parfois je me dis : si j'étais immigrant et si je regardais autour de moi est-ce que j'aurais envie de m'intégrer ? Terrible question ! »

## UN NOUVEL OBSCURANTISME

Au Québec on a remplacé l'obscurantisme de la religion d'avant la Révolution tranquille par un nouvel obscurantisme qui glorifie la dérision et l'injure. Guy Bertrand, l'ancien péquiste qui a reconnu s'être trompé et qui défend maintenant le droit du citoyen de rester au Canada, fait face à une campagne systématique de dénigrement de la part de nos « intellectuels » qui préfèrent ridiculiser un simple citoyen s'élevant contre un abus de pouvoir de l'État, plutôt que de s'en prendre à l'État qui commet cet abus.

**LA PART DU QUÉBEC DANS  
LES INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS  
EN 1996 N'EST QUE DE 11 %  
DU TOTAL CANADIEN.**

Howard Galganov qui s'éleva récemment contre la couardise des grands magasins de l'ouest de Montréal qui n'osent pas appliquer la section de la loi 86 permettant l'affichage anglais et qui ensuite prit la tête d'une manifestation à Ottawa pour protester contre l'absence d'affichage français dans les mêmes magasins, fut comparé par les journalistes du Québec à Jean-Marie Le Pen, puis à un raciste nostalgique d'Afrique du Sud. Finalement, on s'en prit même à ses origines religieuses. Évidemment, en allant à New York pour étaler sa mauvaise humeur, Galganov est sûrement devenu, auprès des francophones, la personne la plus impopulaire du Québec.

**AU QUÉBEC ON A REMPLACÉ  
L'OBSCURANTISME DE LA RELIGION  
D'AVANT LA RÉVOLUTION  
TRANQUILLE PAR UN NOUVEL  
OBSCURANTISME QUI GLORIFIE LA  
DÉRISION ET L'INJURE.**

## LES CONSÉQUENCES

L'ensemble des Québécois et particulièrement ceux de Montréal sont traumatisés depuis le référendum d'octobre 1995 : à preuve la construction résidentielle sur l'île de Montréal qui se situe à des niveaux encore plus bas qu'au début des années 1950. Comment peut-on avoir une économie dynamique, lorsque le grand capital boude le Québec (la part du Québec dans les investissements étrangers en 1996 n'est que de 11 % du total canadien) et que la population se retranche derrière une attitude morose ?

L'épée de Damoclès d'un autre référendum est toujours suspendue au-dessus de la tête des investisseurs locaux et étrangers, créant un bas niveau d'investissements qui représentent pourtant, pour nos jeunes, les emplois de demain. Les conséquences sont une croissance économique de 1 % au lieu de 2.5 % comme en Ontario, un chômage accru, puisque chaque 1 % de croissance pour le Québec, représente la création d'environ 50 000 nouveaux emplois. Ceux-ci sont pourtant essentiels lorsque l'on sait que le Québec a un taux de chômage de près de 13 %.

Une économie dynamique exige qu'on attire les meilleurs cerveaux pour bâtir le pays. À cause de la perception négative que le Québec véhicule à travers le monde, il est devenu à peu près impossible d'attirer les experts étrangers pour y travailler ici. Bien plus, à cause de nos lois tatillonnes sur la langue et de la menace d'un autre référendum, on a encouragé un nouvel exode d'anglophones et d'allophones éduqués et nantis, ce qui tend à appauvrir davantage le Québec. On en a l'avant-goût dans la révélation récente du manque à gagner fiscal annoncé par le ministre des finances du Québec, Bernard Landry.

**NOS JEUNES NE SAVENT BIEN NI  
LE FRANÇAIS NI L'ANGLAIS. CE N'EST  
PAS LA FAUTE DU FÉDÉRAL SI LA  
LANGUE FRANÇAISE EST SI PAUVRE  
AU QUÉBEC.**

Pour faire cesser cette incertitude qui tue l'économie, il faudrait donc que le gouvernement du Québec accepte le verdict des deux référendums passés ou alors qu'il accélère le processus du futur référendum avec une question claire et l'accord de tous les partis politiques du Québec. Un taux d'acceptation ou de rejet de l'ensemble des citoyens d'au moins 60 % serait sans doute le niveau accepté par les citoyens du Québec et ceux du reste du Canada. Cela permettrait de crever cet abcès qui a trop longtemps duré. ■

*Du nouveau !*

*Maintenant, Cité libre vous écoute et vous renseigne.  
Téléphonez au : 846-2253*

# L'ÉDUCATION PRISONNIÈRE DE LA LANGUE

BRUCE KATZ



Bruce Katz est professeur d'anglais à l'École secondaire Antoine Brossard

Dans un article paru dans *The Gazette* (Paul Wells, *Quebec Restricts Student Aid*, 25 mai 1996) et dont les faits ont été confirmés par *Le Devoir*, 28 mai 1996, on apprend que : « Les étudiants inscrits hors Québec feront les frais d'économies d'environ un million \$ ». Mme Marois aurait en effet décidé de supprimer l'aide financière aux universitaires qui oseraient vouloir poursuivre leurs études dans une université de langue anglaise hors Québec.

Cette décision méprisante et incompréhensible serait probablement passée inaperçue si l'Alliance canadienne des associations d'étudiants n'avait pas réussi à se procurer la copie de la note de service qui circulait dans les bureaux de la Direction générale de l'aide financière aux étudiants. L'article de Paul Wells précisait que dès septembre 1996, les étudiants québécois voulant étudier dans une université anglophone hors Québec n'auraient plus droit à l'aide financière du Québec si les programmes qu'ils voulaient suivre étaient parallèlement offerts dans une université québécoise.

Selon *Le Devoir* du 28 mai, cette mesure ne s'applique pas aux étudiants qui étudient dans les régions dites « limitrophes » du Québec, ni aux étudiants inscrits dans des institutions qui « participent à la croissance de la francophonie ». Donc, si l'institution éducative en question aide à la promotion du bien-être de la « collectivité québécoise » — Jacques Parizeau nous a déjà appris qui sont ceux et celles qui n'en font pas partie — le jeune Québécois peut aller y étudier avec une subvention. Par exemple, l'aide finan-

cière aux universitaires qui étudient en France sera maintenue. Conséquemment, poursuit Paul Wells, un jeune Québécois qui voudrait étudier la biologie à l'Université Laval ou à la Sorbonne bénéficierait de l'aide financière du gouvernement du Québec, mais si le même étudiant veut étudier la même chose à l'Université de Toronto, il ne recevra aucun soutien financier.

**MME MAROIS AURAIT EN EFFET DÉCIDÉ DE SUPPRIMER L'AIDE FINANCIÈRE AUX UNIVERSITAIRES QUI OSERAIENT VOULOIR POURSUIVRE LEURS ÉTUDES DANS UNE UNIVERSITÉ DE LANGUE ANGLAISE HORS QUÉBEC.**

Selon Alex Usher, directeur national de l'Alliance canadienne des associations d'étudiants, « cela signifie que 70 % des universités canadiennes ne sont plus accessibles » aux étudiants québécois ayant besoin d'aide financière pour y étudier. Puisqu'une partie impor-

tante des fonds alloués pour les bourses et prêts étudiants provient des programmes de péréquation fédéraux, Alex Usher a demandé au ministre fédéral responsable, Doug Young, de retrancher une somme identique au Québec à moins que le gouvernement du Québec ne renonce aux modifications prévues par la ministre Marois. Un porte-parole du ministre Doug Young, contacté par *The Gazette*, a déclaré en mai dernier que M. Young n'était pas disponible pour commenter le sujet en question. Le ministre n'a d'ailleurs fait aucun commentaire depuis cette date.

**UN JEUNE QUÉBÉCOIS QUI VOUDRAIT ÉTUDIER LA BIOLOGIE À L'UNIVERSITÉ LAVAL OU À LA SORBONNE BÉNÉFICIERAIT DE L'AIDE FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, MAIS SI LE MÊME ÉTUDIANT VEUT ÉTUDIER LA MÊME CHOSE À L'UNIVERSITÉ DE TORONTO, IL NE RECEVRA AUCUN SOUTIEN FINANCIER.**

Selon M. Usher, environ vingt mille universitaires québécois étudient à l'extérieur du Québec. Il ne pouvait pas préciser combien d'étudiants seraient directement touchés par les modifications annoncées par Mme Marois. Cette nouvelle loi est diamétralement opposée à celle qui existe dans les autres provinces. En Ontario, par exemple, l'aide financière est remise aux Ontariens étudiant dans les autres provinces canadiennes, sur un pied d'égalité avec ceux et celles qui étudient en Ontario.

Pour sa part, le responsable du Service d'aide financière aux étu-

dians du ministère de l'Éducation du Québec, M. Paul Vachon, interrogé par *Le Devoir*, a déclaré que la décision gouvernementale est d'abord une décision « économique ». « À court terme, explique M. Vachon, on n'économise pas d'argent. [...] La mesure touche les étudiants nouvellement inscrits » ajoute-t-il, comme si cela rendait la décision moins stupide et moins injuste. « En moyenne, poursuit-il, l'étudiant reçoit un prêt de 3 100 \$ par trimestre: nous croyons que beaucoup d'entre eux ont des ressources pour se payer des études hors Québec ». (*Le Devoir*, 28 mai)

Connaissez-vous beaucoup d'étudiants qui disposent de ces moyens-là? Quant à moi, je n'en connais guère et pourtant j'enseigne depuis 1976. Cette décision de Mme Marois est imposée au peuple mais pas à l'élite, ces familles qui ont les moyens d'envoyer leurs enfants où ils veulent. D'ailleurs, selon *Le Devoir*, « ne sont pas touchés par la mesure les quelque 3 500 étudiants québécois qui poursuivent des études hors Québec et de doctorat au Canada, et les quelques 450 étudiants qui font la même chose hors Canada ».

S'agit-il de la volonté de démocratiser l'éducation, de remettre au peuple tous les avantages éducatifs qu'on procure à l'élite? Pour qui et contre qui la décision de Mme Marois a-t-elle été prise? Le porte-parole de l'opposition libérale en matière d'enseignement supérieur, M. Henri-François Gautrin, estime qu'il est « inacceptable » de s'attaquer « aux plus démunis, car par cette mesure seuls les plus fortunés pourront se payer des études à l'extérieur et ainsi acquérir une formation plus variée et profiter d'une expérience enrichissante ». (*Le Devoir*, 28 mai).

C'est exactement cette diversité d'expérience que ces « clercs » nombrilistes du très saint gouvernement du Québec veulent

contrecarrer. Comme les clercs d'autrefois, ils veulent contrôler les déplacements de la jeunesse québécoise comme on a essayé de contrôler ceux des coureurs de bois d'autrefois. Et pourquoi? Parce qu'ils voient dans l'ouverture au monde extérieur et dans le cosmopolitisme qui l'accompagne, l'acquisition d'une plus grande connaissance dont ils ne peuvent dicter les termes, et ils voient dans le développement de ces connaissances une menace au pouvoir qu'ils exercent sur leur petit royaume.

Ces clercs veulent non seulement se couper du monde, mais ils veulent amener toute la population avec eux, et avec grande arrogance. Ces affirmations sur les économies de frais avancées par le ministère sont absurdes: il ne s'agit que de la rationalisation de la crainte de l'Autre par de petits esprits qui se targuent d'être des « intellectuels ». Et ils sont assez naïfs pour penser qu'ils pourront imposer indéfiniment ce nombrilisme à la jeunesse québécoise.

**IL NE S'AGIT QUE DE LA  
RATIONALISATION DE LA CRAINTE  
DE L'AUTRE PAR DE PETITS ESPRITS  
QUI SE TARGUMENT D'ÊTRE DES  
« INTELLECTUELS ». ET ILS SONT  
ASSEZ NAÏFS POUR PENSER QU'ILS  
POURRONT IMPOSER INDÉFINIMENT  
CE NOMBRILISME À LA  
JEUNESSE QUÉBÉCOISE.**

Le philosophe politique Wilhelm von Humboldt, affirme que l'objectif ultime de l'homme consiste dans le développement de ses capacités rassemblées dans un tout harmonieux. Contrairement donc à nos clercs nationalistes, Humboldt soutient que la liberté de vivre des expériences diverses est le *sine qua non* du développement de l'individu intègre.

Puisqu'une telle diversité d'expériences ne peut se faire que dans la

liberté, dit Humboldt, il suit que la liberté et ce vécu pluraliste sont inextricablement reliés. Là où l'un n'existe pas, l'autre n'est pas possible. Mme Marois veut-elle promouvoir la diversité d'expériences de nos jeunes? Son gouvernement est-il pour ou contre la liberté d'apprendre? Et s'il est contre, vers quel type de société allons-nous?

René-Daniel Dubois nous a déjà donné la réponse en faisant état d'une société totalitaire *soft*. Je trouve la « mollesse » de ce totalitarisme très insidieuse, comme l'est aussi le discret paternalisme qui règne au Québec. Pensons à l'État québécois comme à un gigantesque Camille Laurin faisant la psychanalyse de la population considérée comme encore en enfance. Le problème est que c'est le père qui est malade, alors que les enfants sont sains! L'atteinte à la liberté d'apprendre est la manifestation de cette maladie.

Pourquoi la décision de Mme Marois n'a-t-elle presque pas déclenché de réaction des médias? Est-ce parce que les médias au Québec sont ses complices? Est-ce parce que les gens sont si soumis au Québec que les corporatistes de l'État-Providence n'ont qu'à sonner la cloche pour déclencher chez le peuple le comportement « adéquat », comme dans l'expérience de Pavlov?

Comment faire face à cet état de choses? En demeurant d'abord et avant tout des *individus* qui conservent constamment cette personnalité unique, épanouie selon leurs capacités, aptes à utiliser les fruits de leurs talents au renforcement et à l'amélioration de la société. Ceci, déclare Humboldt, ne peut se faire que dans une société où règne la liberté. Or la liberté est menacée au Québec. Il n'y a pas eu de « Révolution » tranquille ou autre au Québec: il n'y a eu que la transition du corporatisme catholique au corporatisme étatique. La population a changé de maîtres, voilà tout.



Présentement, au Québec, nous vivons la suite du néo-Duplessisme, ce phénomène où l'élite se servait de l'État pour maintenir son pouvoir et ses privilèges, le nationalisme n'étant que le masque derrière lequel se cachait le véritable visage de la réalité socio-économique. Dans cette perspective, on comprend mieux les modifications aux prêts et bourses imposées par Mme Marois.

**PENSONS À L'ÉTAT QUÉBÉCOIS  
COMME À UN GIGANTESQUE CAMILLE  
LAURIN FAISANT LA PSYCHANALYSE  
DE LA POPULATION CONSIDÉRÉE  
COMME ENCORE EN ENFANCE.  
LE PROBLÈME EST QUE C'EST LE  
PÈRE QUI EST MALADE, ALORS QUE  
LES ENFANTS SONT SAINS !**

La prétendue Révolution tranquille n'a été que l'arrivée en place d'une nouvelle classe dirigeante bureaucratique, qui a fait la « révolution » à ses propres fins, même si par la suite, on y a greffé le slogan « Maîtres chez nous », laissant croire au peuple le contraire.

Le gouvernement québécois est administré par une élite qui vit dans la nostalgie de « l'appel de la race » qui prévalait en Europe vers la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ; c'est une élite qui, sur le plan conceptuel, refuse

**LA PRÉTENDUE RÉVOLUTION  
TRANQUILLE N'A ÉTÉ QUE L'ARRIVÉE  
EN PLACE D'UNE NOUVELLE CLASSE  
DIRIGEANTE BUREAUCRATIQUE,  
QUI A FAIT LA « RÉVOLUTION »  
À SES PROPRES FINS, MÊME SI PAR  
LA SUITE, ON Y A GREFFÉ LE SLOGAN  
« MAÎTRES CHEZ NOUS », LAISSANT  
CROIRE AU PEUPLE LE CONTRAIRE.**

d'abandonner les mythes de l'immuabilité ethnolinguistique du XIX<sup>e</sup> siècle. Devrais-je revenir à l'analogie de l'élite de la Nouvelle-France qui tentait, en vain, de restreindre le mouvement des coureurs de bois par crainte que ces derniers ne s'ouvrent trop au monde extérieur et qu'ils instaurent chez une population docile le goût de la connaissance et de l'aventure.

Je comparerai la jeunesse, que je connais depuis vingt ans dans mon rôle de professeur d'anglais à l'école publique française, à des coureurs de bois assoiffés de choses nouvelles, disposés à rejeter les préjugés du passé. Les clercs d'aujourd'hui n'auront guère plus de succès à limiter leurs mouvements que les clercs d'autrefois n'en avaient à circonvenir les coureurs-de-bois.

Cette tentative de la part de l'élite souverainiste d'écraser la liberté de

l'individu au Québec sous le poids d'un corporatisme suffocant n'aura comme effet que de créer une plus grande soif de liberté et de démocratie chez les jeunes. C'est inévitable. Et c'est en ce sens que nous, cité-libristes, devons encourager davantage ce désir grandissant de liberté et de démocratie.

La liberté dans la cité n'est pas seulement un slogan : c'est la quête de tous les peuples, de tous les êtres humains à travers toutes les époques de l'histoire. Nous n'avons pas le droit d'abandonner cette lutte. C'est elle qui a présidé à la naissance de notre revue. *Cité libre* fut le glaive qui pourfendit la « Grande Noirceur » ; c'est le glaive qui pourfendra la « Nouvelle Noirceur ».

**LA LIBERTÉ DANS LA CITÉ N'EST PAS  
SEULEMENT UN SLOGAN : C'EST LA  
QUÊTE DE TOUS LES PEUPLES, DE  
TOUS LES ÊTRES HUMAINS À TRAVERS  
TOUTES LES ÉPOQUES DE L'HISTOIRE.**

L'éducation a pour but d'ouvrir l'âme, et non de la fermer. L'atteinte à la liberté de penser et d'apprendre est la trahison des principes fondamentaux sur lesquels repose la démocratie. C'est encore une fois la trahison des clercs. ■



« Nous nous donnons en spectacle sous les traits d'une nation d'intégristes de la culture, de chevaliers servants de la tradition française, alors que nous en sommes plutôt les Don Quichotte! »

PIERRE MONETTE  
auteur de « Pour en finir avec les intégristes de la culture »  
218 pages • 18,95 \$

**Boréal**  
Qui m'aime me lise.

# LETTRE À MARC ANGENOT

ONIL PERRIER

**L**a lettre qui suit est une réplique à l'article « Les intellectuels, la pensée unique et la démocratie » paru dans Cité libre, volume XXIV, no 4, septembre-octobre 1996.

Comme je suis un intellectuel nationaliste, je me sens interpellé par votre texte. Mais contrairement à vous, je n'affirmerai rien : je n'ai que des questions à vous poser. Vous me répondrez si le cœur vous en dit.

– Où étiez-vous quand les Britanniques ont conquis le Québec actuel (la Nouvelle France) en 1759, en mettant à feu et à sang toute la Côte-du-Sud et en réduisant en cendres toute la ville de Québec ?

– Où étiez-vous quand les Britanniques ont réprimé dans le feu et le sang les efforts de Papineau et des Patriotes pour obtenir une vraie démocratie au Canada dans les années 1837-1838 ?

**OÙ ÉTIEZ-VOUS QUAND LES BRITANNIQUES ONT CONQUIS LE QUÉBEC ACTUEL (LA NOUVELLE FRANCE) EN 1759, EN METTANT À FEU ET À SANG TOUTE LA CÔTE-DU-SUD ET EN RÉDUISANT EN CENDRES TOUTE LA VILLE DE QUÉBEC ?**

– Avez-vous trouvez normal que les Treize Colonies américaines se libèrent par une lutte armée qui a duré sept longues années ? Ces « États-Unis » n'auraient-ils pas dû rester bien tranquilles : après tout, ils parlaient la même langue...

Onil Perrier est un intellectuel nationaliste qui demeure à Saint-Denis sur Richelieu.

– Pourquoi n'allez-vous pas dire aux Palestiniens, aux Irlandais, aux Kurdes de rester bien paisibles sur leurs terres ?

– Pourquoi n'avez-vous pas fait la leçon aux nombreux peuples qui depuis 50 ans ont accédé à leur souveraineté, très souvent dans la violence ?

**OÙ ÉTIEZ-VOUS QUAND LES BRITANNIQUES ONT RÉPRIMÉ DANS LE FEU ET LE SANG LES EFFORTS DE PAPINEAU ET DES PATRIOTES POUR OBTENIR UNE VRAIE DÉMOCRATIE AU CANADA DANS LES ANNÉES 1837-1838 ?**

– Si la soumission est si normale et si payante, pourquoi les peuples qui depuis 50 ans ont accédé à leur souveraineté ne redeviennent-ils pas des colonies ?

– Pour en venir à notre beau pays le Canada, comment avez-vous réagi en 1992 quand le fédéral a reconnu les 500 000 Amérindiens répartis en 50 groupes comme des Peuples et des Nations possédant plein de droits collectifs, tout en refusant de considérer les six millions de Québécois francophones comme... même pas une société distincte... sans histoire et sans littérature ?

– Somme-nous, M. Angenot, autre chose qu'une tribu primitive ?

– Où étiez-vous quand le fédéral a fermé le Collège militaire de Saint-Jean, privant nos jeunes d'une formation militaire dans leur langue et leur milieu culturel ? Avez-vous déjà vécu dans la très orangiste région de Kingston. (Moi je l'ai fait).

– Où étiez-vous quand le fédéral a annoncé qu'il ne financerait plus le Tokamak (sept millions de dollars) mais qu'il continuerait à soutenir l'industrie nucléaire ailleurs au Canada à coup de centaines de millions de dollars ?

– Actuellement, que faites-vous quand, à Montréal même, on refuse de vous servir en français dans un restaurant ou un magasin ?

– Que faites-vous quand vous constatez que des immigrants arrivant au Québec refusent avec mépris d'apprendre le français ?

– Jour après jour, rencontrez-vous d'autres citoyens québécois que des professeurs ou des étudiants de McGill ? Vous rendez-vous parfois jusqu'à... disons Saint-Pacôme ou Hébertville ?

**C'EST BIZARRE, M. ANGENOT, MAIS J'AI L'IMPRESSION QUE NOUS NE VIVONS PAS SUR LA MÊME PLANÈTE... OU DU MOINS PAS DANS LE MÊME PAYS.**

C'est bizarre, M. Angenot, mais j'ai l'impression que nous ne vivons pas sur la même planète... ou du moins pas dans le même pays. ■

# MARC ANGENOT RÉPOND

MARC ANGENOT

Marc Angenot est professeur  
au département de langue et  
littérature françaises de  
l'Université McGill.

**M**on texte vous a non seulement choqué, mais il vous a surpris et vous vous êtes demandé si nous vivions « sur la même planète ». Je puis vous dire que votre surprise n'a d'égale que la mienne.

Vous me demandez avec fougue : « Où étiez-vous quand les Britanniques ont réduit en cendre la ville de Québec en 1759 ? » Si je me sentais porté à ironiser je vous renverrais la question... Et vous s'il vous plaît, vous y étiez ? Apparemment ni vous ni moi n'étions là et cela n'a aucune importance ; mais vous ne devez pas apprécier le tant soit peu ironique documentaire de Jacques Godbout et René-Daniel Dubois sur *Le Sort de l'Amérique*. L'argument par les Plaines d'Abraham a un peu trop servi : l'Histoire n'offre pas de ces contentieux insurmontables et à jamais dorlotés et de ces souvenirs collectifs de narcissisme victimal qui seraient inattaquables. Ce n'est pas dans l'histoire qu'on trouve cela, c'est dans le mythe. Et vous où étiez-vous quand mon pays d'origine a été attaqué par les Nazis le 10 mai 1940 et que vos élites nationalistes-cléricales faisaient tout pour s'opposer à la conscription en raison de leur notoire sympathie pour les puissances de l'Axe ? Je pense que cet argument, aussi déplaisant et faussement pathétique que les vôtres, a à peu près, en tout cas, la même portée et une plus grande pertinence.

Le reste des questions de votre papier relève du credo ou de l'évangile de Saint-Jean-Baptiste et de la Société éponyme ; en l'occurrence, il pose comme axiome que le Québec est et demeure une

« colonie », révoltée contre des « taxes sans représentation » à la façon des colonies américaines en 1776, une colonie où survivent péniblement des Québécois, frères de misère des Kurdes et des Tchéchènes. Ce sont vos termes et c'est votre parallèle explicite. Quel que soit le contentieux, variable dans le temps, une fois encore, nourri par les élites politiques du Québec depuis un siècle et quart à l'égard du « Dominion », il n'est pas vrai que de Laurier à Trudeau (sans parler, pour ne pas vous donner un coup de sang, de Guy Bertrand), le Québec ait eu le malheur additionnel de n'avoir, lorgnant vers Ottawa, que de mauvais bergers, des traîtres à leur peuple. Ces hommes sont l'honneur du Québec. Il n'est vrai ni littéralement, ni par image, ni même par abus de langage que le Québec soit une « colonie » ou un « territoire occupé ». Le Bas-Canada

**VOUS ME DEMANDEZ AVEC FOUGUE :  
« OÙ ÉTIEZ-VOUS QUAND LES  
BRITANNIQUES ONT RÉDUIT EN  
CENDRE LA VILLE DE QUÉBEC EN  
1759 ? » SI JE ME SENTAIS PORTÉ À  
IRONISER JE VOUS RENVERRAIS LA  
QUESTION... ET VOUS S'IL VOUS  
PLÂIT, VOUS Y ÉTIEZ ?**

n'est pas entré de force dans la Confédération en 1867 et les experts interrogés par Bélanger-Campeau, je le rappelais dans mon papier, ont conclu que le « droit à l'autodétermination » est sans le

moindre rapport avec un droit ubuesque pour un État membre d'une confédération à la quitter unilatéralement — j'ajoute : sans respect des formes juridiques et des droits acquis, avec une mince majorité, sur une question truquée, et avec un « Non » massif sur une grande partie du territoire...

**L'ARGUMENT PAR LES PLAINES  
D'ABRAHAM A UN PEU TROP SERVI :  
L'HISTOIRE N'OFFRE PAS DE CES  
CONTENTIEUX INSURMONTABLES  
ET À JAMAIS DORLOTÉS ET DE CES  
SOUVENIRS COLLECTIFS DE  
NARCISSISME VICTIMAL QUI  
SERAIENT INATTAQUABLES.**

Attendre des Québécois, nationalistes ou pas, qu'ils respectent leurs tribunaux, leur propre charte des droits et le principe même de la primauté du droit ne revient pas à les considérer comme une « tribu primitive » : je renonce à comprendre comment vous extrapolez de ma critique une idée aussi insultante.

Ah ! Et puis il y a, dans votre liste de contentieux, et plus proche de nous dans le temps, la société distincte refusée aux « six millions de Québécois francophones » de souche. Il me semble que ce passage de votre lettre trahit soit un certain embarras soit une confusion tout à fait fâcheuse : ce que réclament les nationalistes, que je sache, ce n'est pas du tout le statut de société distincte pour « six millions de Québécois francophones » de souche, mais ce statut ou cette qualification juridique pour le territoire et pour l'État du Québec tout

entier. Ce n'est pas la même chose et s'il y a jamais eu un problème facile à isoler, c'est ici qu'il se trouve, et la raison de l'échec. M. Bourassa, négociant le Lac Meech tout en légiférant la Loi 178, savait bien qu'il signalait au reste du Canada que, pour lui, dans les mêmes termes que pour les nationalistes, *société distincte* allait vouloir dire : droit enfin acquis et reconnu de réprimer l'une des langues officielles de la fédération et ce, nonobstant la constitution, et d'ailleurs la charte québécoise elle-même.

Vous pouvez avoir sur ce « droit » et la manière de l'exercer l'opinion que vous voudrez, mais excusez tout de même les autres provinces ou certains de leurs politiciens de n'avoir pas éprouvé un enthousiasme bien vif pour cette duplicité... Il me semble acquis que l'échec du Lac Meech sort de là.

**BOURASSA, NÉGOCIANT LE LAC MEECH TOUT EN LÉGISANT LA LOI 178, SAVAIT BIEN QUE SOCIÉTÉ DISTINCTE ALLAIT VOULOIR DIRE : DROIT ENFIN ACQUIS ET RECONNU DE RÉPRIMER L'UNE DES LANGUES OFFICIELLES DE LA FÉDÉRATION**

Il m'a toujours paru bizarre pour un groupe qui contrôle dans cette province la plupart des leviers, tant politiques qu'économiques, de prétendre assurer ses droits en attendant à ceux des autres, à ceux de la minorité. Ensuite, la Loi 178 a été condamnée par les tribunaux, des cours québécoises (que les nationalistes englobent dans leur mépris du droit) à la Cour Suprême — et enfin elle l'a été par un comité des droits de l'homme de l'ONU. Or, ces désaveux juridiques et internationaux, M. Bourassa, bluffeur et roublard, les prévoyait parfaitement dès le départ. Il savait que la Loi 178, qui entraînait l'échec de Meech, ne tiendrait pas non plus à moyen terme le test de la démocratie et

du droit — mais c'est un épisode indigeste et cynique, toujours réchauffé sur le gaz du nationalisme, qui nous est régulièrement resservi comme preuve de la malveillance du Canada.

Je viens de lire les entretiens de Gilles Marcotte avec Pierre Popovic, *De la littérature avant toute chose* (Montréal : Liber, sorti en septembre) de la page 147 à la page 185 : lisez-les. Voici un de nos grands critiques littéraires, aussi « de souche » qu'on peut l'être, qui réfute un à un les sophismes nationalistes où le sophisme-Meech figure en bonne place. On pourrait s'étonner tout au plus que ces sophismes, inlassablement exposés par les gens de bonne foi comme faux ou unilatéraux dans les faits et absurdes dans le raisonnement, reviennent encore et toujours chez les tenants du nationalisme.

Je le dis sans intention agressive et simplement pour que nous situions bien ce qui nous sépare : ce n'est pas votre position qui m'étonne, c'est que vous l'argumentiez à mon adresse en des termes qui, hors de l'obédience nationaliste, ne peuvent que sembler extravagants. Quant aux données que vous évoquez comme des faits hors de tout doute, elles me semblent toutes présupposer la foi péquiste pour posséder la moindre vraisemblance et le moindre poids rationnel.

Vous me demandez, pour terminer, et avec cette exaspérante logique du soupçon qui rend si désagréable la mentalité nationaliste, qui je peux bien fréquenter hors du campus de McGill. Drôle de question qui indique que vous ne me connaissez pas du tout et qui signale simplement combien les milieux culturels ne s'interpénètrent pas. Mais enfin, le fait qu'après avoir publié une quinzaine de livres — dont plus de la moitié parus dans cette province — je me sois vu attribuer le Prix annuel des Sciences

humaines par l'ACFAS ainsi que le Prix de l'essai 1996 signale, sinon des mérites transcendants, du moins avec assez de probabilité, que je suis, comme dit le jargon bureaucratique, « bien implanté dans le milieu ».

**QUI FRÉQUENTEZ-VOUS POUR NE PAS PERCEVOIR COMBIEN L'OPINION PROPREMENT SÉPARATISTE, TRAVAILLANT INLISSABLEMENT À STIMULER LE RESSENTIMENT ET LES VIEILLES RANCŒURS, Y DEMEURE MINORITAIRE APRÈS TRENTE ANS DE PROPAGANDE ?**

Je le suis. J'y fréquente en effet, dans ce ou ces « milieux », des intellectuels fédéralistes, des intellectuels peu séduits par le nationalisme mais un peu pusillanimes, et quelques nationalistes de diverses obédiences. C'est votre surprise qui me surprend et qui me fait vous renvoyer la question : Qui fréquentez-vous pour ne pas percevoir combien cette société est dangereusement divisée et combien l'opinion proprement séparatiste, travaillant inlassablement à stimuler le ressentiment et les vieilles rancœurs, tournée vers un passé mythique et fermé à l'avenir<sup>1</sup>, y demeure minoritaire après trente ans de propagande ? La moitié du Québec a voté « Non » pour des motifs dont mon papier se fait au fond simplement l'écho. Il faut bien que ces gens-là soient quelque part ; il n'est pas étonnant qu'ils s'expriment et qu'ils trouvent que leur vote récent, démocratique, à 50 % plus une, en faveur de la Confédération et contre le projet suicidaire et aventuriste des Parizeau-Bouchard-Dumont n'est guère pris en considération par le pouvoir provincial. ■

<sup>1</sup>Tant qu'à faire je vous indique que j'ai publié un livre là dessus, livre dont vous illustrez à votre insu toutes les thèses : *Les idéologies du ressentiment* (Montréal : XYZ Éditeur, 1996).



# LE FRANÇAIS AU QUÉBEC, UNE LANGUE ÉTRANGÈRE

GENEVIÈVE MANSEAU

**E**st-ce un effet de la démocratie québécoise que de pouvoir vous faire demander : « Est-ce qu'on vous a répondu ? » sans complexe par une caissière de banque pleine de bonne volonté... Cela, il est vrai, vous le rencontreriez peut-être ailleurs dans la vaste Francophonie, mais sans doute n'y a-t-il qu'ici où il vous soit loisible :

— D'apprendre de la bouche d'une ravissante employée de pâtisserie que le gâteau qui vous est gracieusement offert sur le comptoir, est aromatisé au *time* (thym)...

— D'entendre un docte professeur d'université adresser les problèmes de sa discipline, au demeurant fort captivants...

— De vous faire promettre par un cadre supérieur d'une entreprise prestigieuse qu'il chargera sa secrétaire de vous *maller* sans tarder les documents qui vous intéressent...

**LES AUTEURS QUÉBÉCOIS QUI ONT  
INTRODUIT LE JOUAL DANS LA  
LITTÉRATURE VOULAIENT À L'ORIGINE  
TRADUIRE LA SITUATION DE CERTAINS  
GROUPE SOCIAUX EN LA  
REPRÉSENTANT À TRAVERS SA  
FORME LINGUISTIQUE.**

— De voir une personnalité médiatique articuler un courageux — et retentissant — *chum* (prononcé, il va de soi, selon les règles de la phonétique de l'anglais) dans un discours par ailleurs tout ce qu'il y a de *politically correct*...



Geneviève Manseau est  
détentriche d'une maîtrise en  
linguistique à l'UQAM.

— De recevoir d'une vénérable institution éducative un avis vous informant que, si vous ne lui versez pas immédiatement la somme qu'elle vous réclame, votre compte sera *passé dû*.

J'ai connu une Française qui, après plus d'une dizaine d'années consacrées à tenter de s'intégrer au Québec, a fini par mettre en vente sa superbe maison — dans laquelle elle avait investi une part considérable de son énergie et de son argent — afin de repartir dans son pays d'origine « à cause de la langue ». La maudite, que dis-je la maudite, la tabarnaque ! Elle n'avait sans doute pas compris qu'au moins, ici, on est capable de discerner que le *pressinge*, les *mitinges* ou le *choppinge* (prononcés selon les règles de la phonétique française, allez savoir pourquoi), c'est de l'anglais...

Selon un de mes amis américains, tout à fait bilingue, le français du Québec frappe par la totale dissociation entre l'oral et l'écrit, ainsi que par l'usage généralisé à tous

les échelons de la société d'un niveau de langue populaire, voire familier. Le français d'ailleurs est une langue étrangère ni plus ni moins, la délectation joualisante ayant tendance à devenir la norme, hors de laquelle point de salut (et pourquoi pas, de virilité) !

Quant à moi, qui suis-je pour décider si l'état de la langue qu'on entend ou lit en cette fin de siècle dans la Belle province, en particulier dans la région montréalaise, résulte d'une conception particulière de la démocratie ? Je préfère là-dessus céder la parole à quatre Québécois issus du milieu ouvrier, soit : Manon et Gilles, un couple travaillant dans l'industrie de la construction, Serge, un diplômé en enseignement de l'Histoire, et Madeleine, une artiste enseignante en art visuel. Pour les besoins de la présente chronique, leurs propos seront rétrospectivement mis en relation avec ceux d'un intellectuel amoureux de la langue, accessoirement professeur de français et homme de théâtre, Marc Brouillette.

\*\*\*

*On a une langue crue, pleine de  
sacres et d'insultes.*

Gilles, menuisier

*Il y a un manque de poésie dans  
notre langage.*

Manon, peintre en bâtiment

*Manon* : On devrait davantage sensibiliser les gens à l'importance de l'éducation. Moi, la façon dont on m'a appris la langue à l'école, je trouvais ça très ennuyant. Rien que le tableau noir, toujours le tableau noir, je ne voyais rien là pour me stimuler. Alors, j'avais des diffi-

cultés, comme on dit aujourd'hui. L'orthographe, ça ne me rentrait pas dans la tête.

*Gilles*: C'est pareil pour moi. Je me rappelle que j'avais toujours des problèmes en grammaire. Mais, à cette époque-là, la faute, c'était pas grave. Du moment qu'on te comprenait, on te la donnait quand même, ta p'tite image!

*Manon*: Dans les années '70, l'école a mal assumé son rôle. Il y avait trop de laisser-aller. Par la suite, ça devient comme une éducation perdue. Mais aller la reconquérir plus tard, ce n'est pas évident...

**JE DIRAIS AUSSI QU'UNE CERTAINE CLASSE D'INTELLECTUELS A DÉCIDÉ DE PRENDRE LE CHEMIN DE LA COMPLAISANCE LINGUISTIQUE POUR SE RAPPROCHER DU PEUPLE.**

*Gilles*: Nous, les Québécois de ma génération, on a hérité d'une faiblesse au plan du vocabulaire. Par exemple, au travail, dans la construction, on se sert de mots anglais parce qu'on les connaît mieux. D'ailleurs, si on fait autrement, les autres nous disent de « parler comme tout le monde ». Et puis, on ne peut pas dire deux phrases sans sacrer ou prononcer toutes sortes d'insultes. Il y a de l'agressivité dans notre façon de parler. On a une langue crue.

*Manon*: Moi, je trouve que notre langue manque de poésie. On pourrait, il me semble, arriver à se parler sans sacrer ou se crier des insultes toutes les deux minutes, acquérir une politesse. La politesse, ça adoucit l'esprit.

*Marc Brouillette*: Quand quelqu'un galvaude sa langue, c'est peut-être parce que cette personne a elle-même été traitée sans considération ni égards. Les auteurs québécois qui ont introduit le joul dans la littérature voulaient à



Photo: Olivier Rodriguez

*Communiquer en français au Québec, oui, mais en est-on vraiment capable encore ?*

l'origine traduire la situation de certains groupes sociaux en la représentant à travers sa forme linguistique; parallèlement, l'usage de cette dernière a rempli une fonction cathartique, donc libératrice, auprès d'autres couches de la société. C'était, à mon avis, nécessaire à l'époque, mais je pense qu'à partir de là, on a fait une valorisation à outrance du parler familier. Parce qu'on revendiquait le statut de citoyens à part entière pour les couches de la population dont c'était le seul parler, on lui a conféré un style et ce faisant, on en est arrivé à mettre l'ignorance sur un piédestal. Je dirais aussi qu'une certaine classe d'intellectuels a décidé de prendre le chemin de la complaisance linguistique pour se rapprocher du peuple. Mais le temps est venu, me semble-t-il, de rompre avec une telle attitude, d'autant plus qu'à mon point de vue, le rôle de l'intellectuel maintenant se situe bien davantage dans un combat contre le déferlement de la culture commerciale qui menace tout le monde.

\*\*\*

*Si je ne veux pas parler « tout croche », je suis obligé de me déprogrammer, de rompre avec l'héritage de mon milieu d'origine.*

Serge,  
diplômé en enseignement de l'Histoire

Comme aspirant professeur, je considère que je dois arriver à maîtriser un niveau de langue recherché. Je ne voudrais pas transmettre une langue déficiente à mes élèves. Mais, à mon avis, cela ne peut venir sans un effort soutenu.

Je suis originaire d'un petit village de la région outaouaise, à proximité de la capitale nationale. Mon père était ouvrier, ma mère, ménagère. Ils m'ont élevé, rien de plus normal, en fonction de leur système de valeurs, selon lequel l'important, dans la vie, c'est de ne manquer de rien au plan matériel.

À la maison, quand j'étais petit, je n'ai jamais vu de livres. Je n'ai eu mon premier dictionnaire qu'à l'adolescence. Quant aux journaux, si nous en avions, l'un était en anglais seulement, l'autre dans les deux langues soi-disant, mais si mal écrit en français qu'il était plus simple de se référer à l'autre version.

Je me rendais compte qu'autour de moi, les gens parlaient un français « tout croche ». Ils n'en avaient pas conscience cependant et se disaient volontiers plus intelligents que les anglophones bilingues parce qu'eux, ils savaient deux langues. Encore aujourd'hui, l'une de mes proches, qui est pourtant enseignante,

**LE MALHEUR AVEC LE PARLER DES  
TABERNAKOS, TIENT DANS LE FAIT  
QU'ILS NE POSSÈDENT DE LA CULTURE  
QUE CETTE EXASPÉRATION,  
CE MANQUE DE MOYENS.**

manifeste la même inconscience : elle se plaint des fautes de ses élèves et de leur niveau de langue, mais de son côté, elle semble ne s'être jamais entendue parler... Une autre a dû abandonner un cours de perfectionnement universitaire très vraisemblablement parce qu'elle ne pouvait venir à bout de la lecture en français des livres recommandés...

Moi, je me sens une responsabilité face à mes futurs élèves quant aux emprunts à l'anglais. Pour échapper à l'influence de ce que j'ai malgré moi absorbé dans l'enfance, je dois m'astreindre à toute une gymnastique difficile qui me demande beaucoup de courage et de détermination : apprendre de nouveaux mots, me *déprogrammer* en quelque sorte. J'ai trouvé que la meilleure façon de rompre avec le français caractéristique de mon milieu originel, c'était de me tourner vers le modèle européen. À mon avis, il faut apprendre le français standard, la grammaire normative si l'on veut vraiment contrebalancer le poids de l'influence anglo-canadienne et américaine sur notre langue et notre pensée.

*Marc Brouillette* : La qualité de l'expression s'est améliorée chez mes élèves ces dernières années. Je pense que l'important, en matière de langue, c'est d'avoir une attitude ouverte face à l'aspect évolutif de notre façon de communiquer, sans tomber pour autant dans le nivellement par le bas. Le malheur avec le parler des *Tabernakos*, tient dans le fait qu'ils ne possèdent de la culture que cette exaspération, ce manque de moyens. L'intérêt pour le savoir-s'exprimer doit s'appuyer sur des ressources. Rares sont les bons professeurs de français, ceux qui trans-

mettent non seulement des notions techniques, mais le *goût de dire*. Il ne faut pas craindre d'utiliser un ton plus personnel pour attirer vers un certain niveau de culture. D'ailleurs, à mon avis, on sous-estime la capacité d'apprendre des élèves une fois qu'on a réussi à les déculpabiliser face aux fautes — avec humour, par exemple !

\*\*\*

*Il faut apprendre la langue écrite  
pour affiner sa pensée.*

Madeleine,  
artiste enseignante en art visuel

Dès le début des études secondaires, j'étais en difficulté côté langue écrite. Je me rendais compte que je ne savais pas les bases quand on me donnait comme devoir de corriger un texte. Les fautes, je n'étais même pas capable de les repérer. Et les explications ne me permettaient pas de comprendre. Il me semble que si on m'avait montré une phrase bien structurée en la démontant afin que je voie pourquoi elle l'était, j'aurais pu progresser. Mais ce n'est pas comme ça qu'on m'a enseigné la langue écrite. Peut-être, au fond, parce qu'on n'avait pas la capacité de m'aider. En tout cas, on ne m'a pas fait aimer cette matière. Je n'étais pas une élève délinquante, mais j'étais plus visuelle qu'auditive, je posais beaucoup de questions et ça dérangeait. Résultat, je suis devenue ce que j'appelle une instruite handicapée.

On raconte souvent que l'écrit va disparaître. Mais moi, je suis bien placée pour ne pas y croire. A un moment donné, si je voulais continuer de me développer en tant qu'artiste, il me fallait pouvoir rédiger des textes. Alors que j'avais le goût de me dépasser, d'aller plus loin au plan de ce que j'avais à dire, dans la présentation de mes projets d'art visuel, je me heurtais à un handicap. Alors, j'ai décidé de lever le blocage et, pour cela, j'ai dû consacrer trois ans de ma vie à suivre des cours de français à l'université.

J'ai découvert là qu'écrire, ça permet de préciser, d'affiner sa pensée, et qu'en réalité, cette démarche n'est jamais finie. Au bout du compte, cependant, j'ai le sentiment d'avoir dû payer à tous points de vue, matériellement, affectivement et émotivement, pour combler les lacunes du système d'éducation.

C'est un problème de société, je pense. Au lieu de faire de la langue un enjeu politique, on devrait penser à sa beauté. On est pris dans une géographie et l'on ne songe pas que chacun a le pouvoir de décider dans quelle culture il veut vivre. D'ailleurs, on ne s'intéresse pas non plus à la culture de l'autre communauté linguistique. Notre richesse, on ne la voit pas.

*Marc Brouillette* : L'histoire du Québec, géographiquement parlant, commence en 1608, mais en fait, elle est le résultat de toute l'histoire de la France. On a toujours l'impression que notre langue et notre culture ne datent pas de longtemps. Mais nous n'avons pas hérité d'un dialecte tribal au départ. La tradition linguistique à laquelle nous nous rattachons est plus qu'ancienne. Ce qu'il faut voir, c'est que nous, les Québécois, nous avons été cultivés de façon « hydroponique », je dirais. Nous n'avons pas assumé certains faits historiques, comme par exemple, que nos ancêtres sont venus d'ailleurs. Au moment de la Conquête, les gens qui possédaient les livres sont rentrés chez eux. Nous avons ainsi été privés d'une partie de l'évolution de notre culture. Il faut regagner tout ce terrain aujourd'hui, mais à mon avis, nous sommes prêts, ne serait-ce qu'au plan du pluralisme des idées. La parole, ici, on la laisse prendre à tous les niveaux, contrairement, peut-être, à d'autres territoires francophones comme la France où c'est impossible à cause d'une certaine rigidité sociale. Nous, les Québécois, nous devrions nous voir comme des « Renaissants » à mon point de vue.

Quand je vous disais qu'il y avait démocratie sous roche ! ■

## POÉSIE VIVANTE

GABRIELLE PASCAL

Un lieu commun qui a la vie dure consiste à parler de la poésie comme du genre littéraire le plus difficile à lire. L'image aristocratique imposée à ce type d'écriture intimide souvent les lecteurs. Cette hiérarchisation des genres finit par exercer une autorité réductrice sur les formes de l'écriture. Or, la poésie qui échappe au pouvoir de la logique incarne justement la liberté et à ce titre devrait être un lieu de rencontre particulièrement attirant. D'autant plus que l'émotion, matière première du poème, traverse les mots d'une vibration unique en littérature. Elle nous emporte au-delà du sens, vers l'essentiel de cette présence au monde qui est l'héritage de l'homme. Encore faut-il que cette parole soit entendue. De nos jours, comment arracher le lecteur potentiel aux griffes des médias, qui mobilisent l'essentiel de ses loisirs ? Comment l'amener à cette rencontre intime et collective à la fois, dans laquelle en se retrouvant lui-même, il se rapproche aussi de tous les autres hommes ?

**L'ÉMOTION, MATIÈRE PREMIÈRE DU POÈME, TRAVERSE LES MOTS D'UNE VIBRATION UNIQUE EN LITTÉRATURE.**

Aux États-Unis s'élabore, depuis quelques années, une petite révolution culturelle qui fait de la poésie son fer de lance. La vieille tradition littéraire américaine de la lecture de poésie a été remplacée par une formule originale. A New York et dans une cinquantaine de villes américaines, des passionnés de poésie se retrouvent dans des bars, des clubs de rock, des caves, des galeries d'art, des *poetry slams*.



Gabrielle Pascal est professeur au Département de langue et littérature françaises de l'Université McGill.

Le plus célèbre de ces lieux, fondé en 1974 par Miguel Algarín et Miguel Piñero, est le Nuyorican Poets Cafe en plein quartier portoricain de Manhattan. Le maître de cérémonie, Bob Holman, a fait paraître une anthologie d'œuvres lues dans son Cafe : (*Aloud !, Voices from the « Nuyorican Poets Cafe »*, publié chez Holt Books). Dans un de ses derniers livres, *The Collect Call from the Wild* (Owl Books), Holman se donne pour mission de libérer la poésie en rétablissant le contact entre elle et le public au moyen du langage. Pour y parvenir il lutte avec les armes de l'ennemi : cassettes, performances, revues, clubs, télévision et même Internet. Cette volonté de sortir la poésie de la marge pour l'amener au centre de la scène culturelle s'exprime chez nous dans des manifestations comme le Festival annuel de poésie de Trois-Rivières qui, depuis douze ans, a reçu des centaines de poètes. Devant le monument dédié Au poète inconnu, le maire de la ville dépose une fois par an une gerbe de fleurs pour signifier officiellement au nom

de ses concitoyens cette réconciliation entre la poésie et le public.

En attendant que vous assistiez, l'automne prochain, à ce festival ou que vous passiez une soirée au Nuyorican Poets Cafe, je vous propose la lecture d'une anthologie qui offre un choix d'œuvres de vingt-cinq poètes canadiens-anglais. Elle présente en face à face le texte d'origine et sa traduction. Les œuvres de vingt-cinq poètes ont été choisies sur la base d'une affinité personnelle par un poète, Pierre Des Ruisseaux qui est aussi chercheur et traducteur. Son recueil intitulé *Monème* lui a valu en 1989 le Prix du Gouverneur général. Et pour cette anthologie intitulée *Contre-taille* (Tryptique, 1996), il fait partie des finalistes de la section traduction.

**CETTE VOLONTÉ DE SORTIR LA POÉSIE DE LA MARGE POUR L'AMENER AU CENTRE DE LA SCÈNE CULTURELLE S'EXPRIME CHEZ NOUS DANS DES MANIFESTATIONS COMME LE FESTIVAL ANNUEL DE POÉSIE DE TROIS-RIVIÈRES.**

C'est Louis Dûdeck qui en a écrit la préface. Poète montréalais, il a été professeur au département d'Anglais de l'Université McGill et continue, sur le campus, à guider et à encourager des poètes. Il a ainsi joué un rôle essentiel dans l'épanouissement de la poésie d'expression anglaise au Québec et publié plusieurs ouvrages recensant la progression de cette production de 1850 à nos jours. Il mentionne dans sa *Préface* l'émotion que lui a inspirée le recueil de Des Ruisseaux : « Cette anthologie me touche aussi particulièrement



parce qu'en voyant le travail achevé—traduire est un travail difficile, peu reconnu et mal rémunéré—j'éprouve à nouveau l'amitié que j'ai ressentie toute ma vie durant pour la langue et la vie des gens d'ici » (p. 7). Düdeck signale aussi la qualité de la sélection faite par le traducteur, son « point de vue neuf et sympathique » (p. 7).

# LA POÉSIE EST AVANT TOUT ÉMOTION.

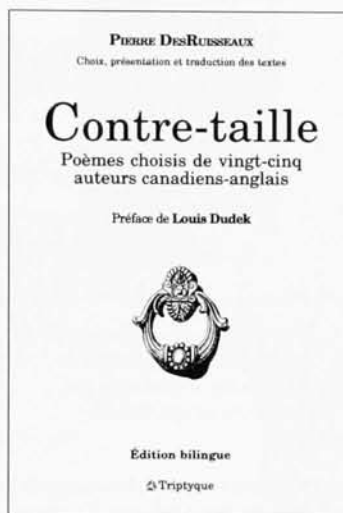
Le traducteur de *Contre-taille* m'a parlé de ce choix gratuit et instinctif auquel il a procédé dans le plaisir et l'émotion d'échapper à l'érudition traditionnelle et à la pure performance linguistique. Un poète n'a pas à découvrir que dans une telle entreprise il faut que le fil conducteur soit la seule sympathie, au sens propre. Il sait que « la poésie est avant tout émotion » (« Avant-propos » p. 11). Dans cette perspective qu'il partage, comme poète, avec Des Ruisseaux, Düdeck précise : « Traduire, c'est transmettre, c'est faire passer un sentiment ou une pensée d'un lieu à un autre, lui donner un écho dans le cœur de l'autre » (« Préface » p. 9 ; c'est moi qui souligne).

Après avoir attiré notre attention sur les différences que révèle la poésie canadienne-anglaise aux lecteurs francophones, Des Ruisseaux s'attarde sur les éléments communs. Il rappelle aussi la diversité grandissante des styles qui ont succédé aux grands courants des débuts et évoque les groupes con-

réflexion. Cela la rapproche des interrogations formalistes de la poésie québécoise des dix dernières années.

D'Earle Birney né en 1904 à Erin Mouré, née en 1955, ces vingt-cinq poètes couvrent tout le siècle. Certains ont d'abord été bûcherons, d'autres professeurs, directeurs de musée, dramaturges ou romanciers. Certains sont nés au Canada, d'autres en Europe ou aux États-Unis. Leur diversité est grande. N'attendez pas une traduction littérale des œuvres d'origine en français. Pour transmettre l'émotion, Des Ruisseaux crée des images nouvelles qui font fi du dictionnaire. Car il « taille » à partir du texte anglais des équivalences qui appartiennent à l'imaginaire francophone. On est ainsi convié à une incessante découverte.

## IL « TAILLE » À PARTIR DU TEXTE ANGLAIS DES ÉQUIVALENCES QUI APPARTIENNENT À L'IMAGINAIRE FRANCOPHONE.



nus comme celui de McGill, avec Arthur Smith et Frank Scott, qui a engendré de nombreux groupuscules dans tout le pays. Il signale enfin que dans la poésie canadienne le langage est devenu récemment un important sujet de

La créativité engendrant la créativité, Pierre Des Ruisseaux est en train de faire un choix de textes de Düdeck qu'il va traduire. Nous attendrons avec curiosité et impatience de les lire. ■

## Saviez-vous que...

*Selon un sondage SOM-La Presse réalisé entre le 20 et le 25 septembre, 57 % des Québécois ne veulent pas qu'on tienne un autre référendum avant dix ans. Parmi les 34 % qui sont défavorables à l'idée, plusieurs « ne veulent tout simplement rien savoir d'un autre référendum ». (Guy Larocque, analyste chez SOM)*

# LE PARCOURS D'ALBERT CAMUS

André Smith



André Smith est professeur au département de langue et littérature françaises de l'Université McGill.

**D**ans *Crash*, le film controversé et superbe de David Cronenberg, un couple complice et dérangeant, habitué à partager ses fantasmes, sombre progressivement dans la routine. Survient un accident d'auto qui laisse le mari immobilisé et gravement blessé. Il découvre alors que le sang, la douleur vive et les os brisés constituent pour lui un incomparable stimulant érotique. Il convainc sans peine sa femme de le suivre dans cette voie bizarre.

**LA MORT, SAUF AU THÉÂTRE,  
MANQUE DE PANACHE.**

**ELLE EST DÉFINITIVE ET SINISTRE.  
IL FAUT LA SUBTILITÉ FIN DE SIÈCLE  
ET LA GRISERIE PERVERSE DES  
PERSONNAGES DE CRONENBERG  
POUR LA TROUVER STIMULANTE.**

Désormais, flirter avec la mort au volant de leurs voitures devient une source de plaisir pour James et Catherine Balard. Dans cette activité imprévue, qui rappelle les pages les plus audacieuses du marquis de Sade, ils rencontrent un photographe dont la spécialité consiste à reproduire, dans une sorte de théâtre morbide, des accidents célèbres, ceux de James Dean ou de Jane Mansfield par exemple. Or, l'une des ambitions de ce photographe, c'est de reconstituer la Facel-Véga dans laquelle Albert Camus s'est tué le 4 janvier 1960 sur une route de France. Faute d'y parvenir, peut-être pourrait-il se consoler en se procurant *Albert Camus, une vie* (Éd. Gallimard 1996) que le journaliste Olivier Todd a publié il y a quelques mois. En lisant le dernier chapitre de cette biographie, la

cinquantième, sans doute serait-il déçu par la banalité, par l'absence de tout lyrisme entourant l'accident qui mit fin à la vie de l'écrivain. Ce jour-là, Camus et ses amis, après avoir déjeuné à Sens, reprennent la route. Par courtoisie, parce qu'il est plus grand, Janine Gallimard suggère à Camus de s'asseoir à la droite du chauffeur. Peu après, la Facel-Véga s'écrase contre un platane et se disloque, tuant sur le coup le théoricien de l'absurde dont l'ultime roman, *Le Premier Homme*, est ainsi interrompu à son cent quarante-quatrième feuillet. La mort, sauf au théâtre, manque de panache. Elle est définitive et sinistre. Il faut la subtilité fin de siècle et la griserie perverse des personnages de Cronenberg pour la trouver stimulante.

La citation de la Facel-Véga dans *Crash*, comme les milliers de thèses, articles et livres consacrés à Camus dans plusieurs langues, indiquent que nous sommes en présence d'un écrivain archi-connu dont le parcours est sans mystère pour la plupart de ses lecteurs.

Pourquoi alors lui consacrer une seconde biographie, après celle d'Herbert Lottman (Éd. du Seuil, 1978), déjà substantielle et que l'on avait pu croire définitive ? D'abord, parce que Camus est très présent dans la vie culturelle. Ses romans et ses idées sont fréquemment débattus dans les universités et les médias. Il n'était donc pas déraisonnable de revenir sur cette vie trop brève et tellement riche en créations et en rebondissements. Surtout, trente-cinq ans ont passé depuis la disparition de l'écrivain et de nombreux témoignages, souvent très riches et auxquels Lottman n'avait pas eu accès, ont pu être utilisés par Olivier Todd.

**CAMUS EST TRÈS PRÉSENT DANS  
LA VIE CULTURELLE. SES ROMANS  
ET SES IDÉES SONT FRÉQUEMMENT  
DÉBATTUS DANS LES UNIVERSITÉS  
ET LES MÉDIAS.**

Tout commence en Algérie où Camus naît le 7 novembre 1913. L'année suivante, le 11 octobre, son père meurt dans un hôpital breton des suites d'une blessure de guerre. Élevé à Alger, dans la pauvreté mais non dans la misère, Camus voit son talent s'épanouir grâce à l'école républicaine. Son instituteur, Louis Germain, est un idéaliste qui ne se contente pas de belles paroles puisqu'il donne chaque jour pendant tout un trimestre « deux heures de leçons particulières gratuites à quatre élèves, dont Albert » (Todd, p. 32). Ces efforts permettent à l'enfant d'obtenir une bourse et d'entrer au lycée. Bientôt, « Albert acquiert de la déférence pour une langue châtée » (Todd, p. 33). Cela le

lance sur la voie royale de la création. À force de respecter et d'admirer la langue française, il finira par l'enrichir de sa voix unique dont l'expression la plus achevée reste certainement *L'Étranger* publié en juin 1942. Et quand Olivier Todd se demande « pourquoi le fils d'un caviste et d'une femme illettrée eut tant de talent » (Todd, p. 766), on ne peut que lui répondre : pourquoi pas ? La capacité de créer reste mystérieuse et rien n'interdit qu'elle surgisse ici ou là, sans qu'on puisse l'expliquer. Ce que l'on doit souligner en revanche, c'est le rôle de l'école de la Troisième République dans l'éclosion du talent d'Albert Camus. Todd nous rappelle le discours de Jules Ferry aux instituteurs : « Ce que vous allez communiquer à l'enfant, c'est la sagesse du genre humain. » (Cité par Todd, p. 31). Certes, le style est désuet, pompeux, et la France de Jules Ferry fut une puissance coloniale, génératrice d'injustices et d'inégalités. Mais il se trouve que l'impulsion donnée par les républicains de 1880 à l'enseignement public de même que leur anticléricalisme éclairé ont permis un progrès réel dans la démocratisation du pays. C'est ce mouvement dont Albert Camus a profité.

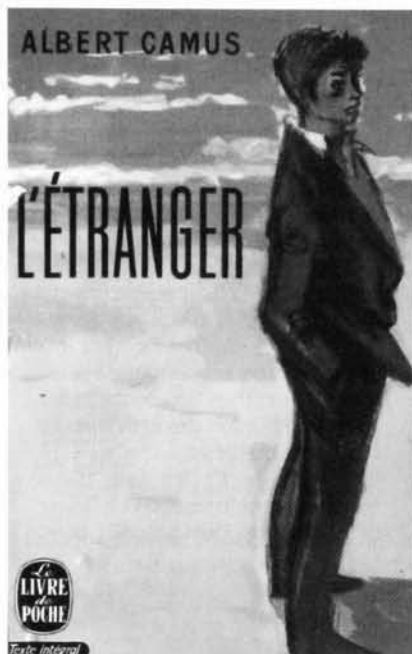
**ÉLEVÉ À ALGER, DANS LA PAUVRETÉ  
MAIS NON DANS LA MISÈRE,  
CAMUS VOIT SON TALENT  
S'ÉPANOUIR GRÂCE À  
L'ÉCOLE RÉPUBLICAINE.**

Ses études secondaires terminées, Camus mène une vie très active en dépit de la tuberculose qui le frappe dès décembre 1930 et qui l'accompagnera, avec des moments de rémission, jusqu'à sa mort. Il se marie et adhère par idéalisme au parti communiste. En 1936, il a des œuvres en chantier et sa carrière paraît tracée : « agré-

## CANNES 1996 PRIX SPÉCIAL DU JURY

UN FILM DE DAVID CRONENBERG

# CRASH



gation et professorat. Pourquoi pas un doctorat ? » (Todd, p. 109) Mais son mariage échoue et le Parti verra bientôt en lui un agent provocateur trotskiste. On lui reproche essentiellement sa ligne anticolonialiste : il défend les Musulmans colonisés plutôt que la politique de Moscou, la « patrie du Grand mensonge » (Todd, p. 87), comme l'ont montré Boris Souvarine et Victor Serge dès 1929.

En 1936, avant un voyage à Lyon (qu'il détestera) et à Prague (où il sera malheureux), Camus consacre ses énergies au Théâtre du Travail où il monte, après une adaptation du *Temps du Mépris* de Malraux, une pièce intitulée *Révolte dans les Asturies* qui traite de la répression

par le gouvernement espagnol d'une insurrection de mineurs en septembre 1934. Ce soulèvement provoqué par la misère et encadré par les anarchistes dura deux semaines et constitue un condensé atroce de la guerre civile gagnée par Franco contre les forces vives, mais divisées, de l'Espagne démocratique.

À Alger, *Révolte dans les Asturies* est interdite par la mairie, mais un jeune éditeur, Edmond Charlot, publie la pièce à tirage limité. Il publiera également les deux premiers livres de Camus, *L'Envers et l'Endroit*, d'une tonalité réaliste et écrit « presque toujours dans la tristesse » (Todd, p. 164) ainsi que *Noces* qui, à l'opposé, « éclate d'une joie lyrique » (Todd, p. 164). Encore maintenant, même si l'on a lu les œuvres de la maturité, on constate que ces deux récits de jeunesse conservent toute leur vigueur.

Par la suite, Camus deviendra célèbre d'abord au journal *Combat*, après la guerre, puis comme romancier, essayiste et dramaturge. C'est en 1951 qu'il publie *L'Homme révolté*, un essai courageux qui dénonce diverses formes de totalitarisme dont le marxisme soviétique. Certes, dans le détail, Camus n'a pas toujours raison et il

**À FORCE DE RESPECTER ET  
D'ADMIRER LA LANGUE FRANÇAISE, IL  
FINIRA PAR L'ENRICHIR DE SA VOIX  
UNIQUE DONT L'EXPRESSION LA PLUS  
ACHEVÉE RESTE CERTAINEMENT  
L'ÉTRANGER.**

manie moins bien que Sartre (qui le lui fit savoir) les concepts philosophiques. Mais sur le fond, sa dénonciation des prétentions communistes à assurer le bonheur de l'humanité ne souffre guère de

contestation. Pourtant, comme le rappelle Todd, citations à l'appui, aucune insulte ne fut épargnée à Camus qui se défendit mal et souffrit longtemps de ces attaques. Cependant, cette expérience désagréable eut une heureuse suite puisqu'elle le poussa à écrire *La Chute*, son dernier roman, qui apparaît comme la confession énigmatique, pleine d'ironie et admirablement stylisée, de Jean-Baptiste Clamence, un avocat progressiste parfaitement conscient de sa vanité et de ses limites, mais incapable de cesser de s'admirer.

**C'EST EN 1951 QU'IL PUBLIE  
L'HOMME RÉVOLTÉ, UN ESSAI  
COURAGEUX QUI DÉNONCE DIVERSES  
FORMES DE TOTALITARISME DONT  
LE MARXISME SOVIÉTIQUE.**

Par la qualité de sa documentation et par la connaissance intime qu'elle révèle de son sujet, la biographie d'Olivier Todd est d'une lecture indispensable pour quiconque s'intéresse à Camus.

**LA BIOGRAPHIE D'OLIVIER TODD  
EST D'UNE LECTURE INDISPENSABLE  
POUR QUICONQUE S'INTÉRESSE  
À CAMUS.**

\*\*\*

Avez-vous remarqué l'empressement du ministère de la culture du Québec à trouver trop coûteux le projet de déménager la Bibliothèque nationale dans l'ancien magasin Simpson? Pourtant, un comité d'experts mis sur pied par ce même ministère était arrivé à la conclusion inverse en suggérant de réunir la BNQ et la bibliothèque centrale, actuellement rue Sherbrooke, dans l'édifice Simpson. Du coup, l'UQAM aurait pu occuper le site actuel de la BNQ, rue Saint-Denis, et le centre-ville recevoir une impulsion économique et culturelle que tous lui souhaitent. Tous, sauf l'Union des écrivaines et écrivains québécois qui a jugé opportun de s'offrir une page entière de publicité dans *Le Devoir* (le 4 octobre 1996, p. A2) pour

qualifier l'emplacement Simpson de « trou » et exiger que l'on renonce à utiliser « notre patrimoine à des fins de *patchage* ». Dans un autre texte, moins grossier, mais également polémique, Bruno Roy, le président de l'UNEQ, affirme que la BNQ, « c'est la mémoire collective des Québécois ». (*La Presse* du 16 octobre 1996, p. B3). Cela est évident. Mais en quoi cette mémoire serait-elle offensée en étant logée dans un édifice qui appartient lui aussi, autant que le vieux Longueuil ou le carré Saint-Louis par exemple, à l'histoire du Québec? En fait, Montréal est une ville francophone, bilingue et cosmopolite. Et installer la BNQ dans l'édifice Simpson aurait contribué symboliquement à reconnaître cette réalité en plus de revitaliser un quartier défiguré par la fermeture du grand magasin. Est-ce à cela que s'oppose l'UNEQ? ■

JAMAIS N'A-T-ON PU RECENSER AUTANT DE CANADIENS  
QUI SAVENT LE FRANÇAIS, EN NOMBRE COMME EN POURCENTAGE,  
QUE CE SOIT À MONTRÉAL, À OTTAWA, À TORONTO, À VANCOUVER,  
DANS L'ENSEMBLE DU QUÉBEC OU DANS TOUT LE CANADA!  
EN FAIT, ON N'A VU DANS AUCUN AUTRE PAYS DU MONDE  
UNE TELLE EXPANSION DEPUIS TRENTE ANS.

**Luc Chartrand,**  
*L'actualité, 15 septembre 1994*



# MIRAGE ET UTOPIE

RENNIE MASTIN



Rennie Mastin est étudiant en science politique à l'université Laval.

**L**a vie politique québécoise est dominée depuis plus de trente ans par un étonnant syndrome d'illusions et de mythes, déclare William Johnson dans son brillant livre intitulé *Le mirage: le Québec entre le Canada et l'utopie*. L'auteur souligne que ce syndrome a trouvé son expression chez les gouvernements québécois qui, tour à tour, ont revendiqué avec plus ou moins de complaisance, d'indignation et d'irrationalité la reconnaissance de la province comme État ethnique doté de tous les pouvoirs nécessaires à la préservation de sa langue et de sa culture. Le nationalisme ethnique est

**CAR NON SEULEMENT LE NATIONALISME QUÉBÉCOIS EST-IL OPPOSÉ AUX VALEURS LIBÉRALES ET À LA STRUCTURE FÉDÉRALE DU CANADA, MAIS IL A ÉGALEMENT SEMÉ DE PROFONDES DIVISIONS DANS LA PROVINCE.**

du Canada, mais il a également semé de profondes divisions dans la province. Voilà les conséquences d'un programme politique fondé sur « des illusions et des mythes ».

**LA THÈSE DE JOHNSON AURAIT ÉTÉ PLUS CONVAINCANTE S'IL AVAIT CHERCHÉ À DÉMONTRER POURQUOI L'ANGLOPHOBIE, ET LE NATIONALISME QUI L'ENGLOBE, ONT DE SI PROFONDES RACINES AU QUÉBEC.**

une maladie, affirme Johnson, qui afflige la plupart des dirigeants politiques de la province depuis la Révolution tranquille. Certains premiers ministres québécois, tels Jean Lesage et Robert Bourassa, ont cru que leurs aspirations nationalistes pouvaient être satisfaites dans un cadre fédéral renouvelé. D'autres, comme Lucien Bouchard et Jacques Parizeau, exaltés par la vision utopique d'une identité québécoise absolue, ne se satisfont que de la souveraineté. Quoi qu'il en soit, selon Johnson, toutes ces variantes d'une pensée tribale menacent le Canada et le Québec. Car non seulement le nationalisme québécois est-il opposé aux valeurs libérales et à la structure fédérale

Comme la plupart des mythes, celui qui imprègne la pensée nationaliste québécoise a de profondes racines dans l'histoire. Johnson les fait remonter à la littérature canadienne française des années 1840. C'était l'époque du rapport de Lord Durham, un Britannique à la fois libéral et impérialiste — les deux étiquettes n'étant pas inconciliables à l'époque — pour qui la culture des Canadiens-français ne méritait pas d'être préservée; il

valait donc mieux que ceux-ci soient assimilés par une communauté anglaise en expansion constante. Peu après, selon Johnson, l'anglophobie est devenue le thème constant de l'historiographie et de la littérature québécoises. En effet, l'idée que les Canadiens anglais menaçaient — par le fait du hasard ou à dessein — la langue et la culture françaises s'est rapidement propagée à travers la classe politique et intellectuelle du Québec ainsi que dans certains secteurs de la population. Ce mythe était peut-être anodin à l'époque de François-Xavier Garneau ou à celle de Lionel Groulx, mais leurs écrits, entre autres choses, aideraient par la suite à justifier la répression des droits de la minorité anglophone par les gouvernements québécois qui allaient se succéder à partir de 1974.

Johnson a raison lorsqu'il montre que l'anglophobie fait partie de la culture francophone du Québec depuis plus d'un siècle, et qu'elle a joué un rôle central mais ravageur dans la politique provinciale depuis la Révolution tranquille. Cependant, sa thèse aurait été plus convaincante s'il avait cherché à démontrer *pourquoi* l'anglophobie, et le nationalisme qui l'englobe, ont de si profondes racines au Québec. Aussi, attribue-t-il la paternité de l'anglophobie à Garneau et à son interprétation dénaturée de l'histoire canadienne. Garneau, dit-il, dénigrait les Anglais à une époque où les francophones, y compris lui-même, étaient bien traités. Pourquoi débiter de pareilles sornettes? Et qui plus est, pourquoi tant d'écrivains québécois francophones ont-ils souscrit au même discours?

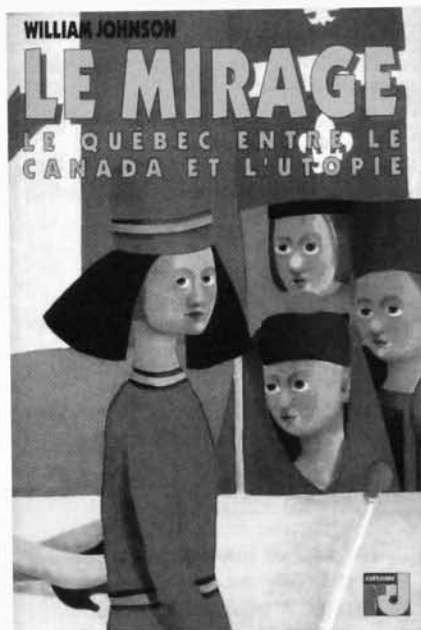
A l'évidence, une anglophobie gratuite parsème les écrits de Garneau et de bien d'autres ; cependant, il est difficile d'admettre que les Québécois auraient souscrit à une pure fiction. Les idées, même les plus folles, ne sont prises au sérieux que si elles sont fondées sur des faits — même si ce n'est que très accessoirement.

Cependant, Johnson oppose avec raison les mises en garde des nationalistes québécois sur la disparition imminente de leur langue à la réelle prééminence du français depuis 20 ans. Néanmoins, beaucoup de francophones québécois ont appuyé des lois linguistiques coercitives par crainte que la survie du français ne soit menacée sans elles. Les Québécois ont-ils été leurrés par les déclarations exacerbées de certains de leurs dirigeants politiques, ou bien l'idée du français menacé est-elle partagée par les politiciens et la population québécoise ? Quelles qu'en soient les raisons, cette peur n'a cessé de toucher des Québécois de toute allégeance politique. Depuis plus de trente ans, le problème n'est pas de savoir s'il faut protéger le français, car cela est admis d'emblée. La véritable question concerne les meilleurs moyens d'assurer cette protection. C'est la controverse qui divise le plus profondément les nationalistes et les libéraux.

Le contraste le plus frappant présenté par Johnson entre des personnalités politiques est peut-être celui de Daniel Johnson père et de Pierre Trudeau, comme le montre leurs échanges acerbes lors de la conférence constitutionnelle qui a eu lieu à Ottawa en février 1968. Les idées du chef de l'Union nationale, pour ne pas dire ses tactiques, allaient caractériser les premiers ministres du Québec qui lui ont succédé. Il parla d'un *Canada à deux*, issu d'un pacte entre deux groupes ethniques ayant un statut

**TRUDEAU SAVAIT, D'UNE PART, QU'UN STATUT SPÉCIAL POUR LE QUÉBEC ÉTAIT IMPRATICABLE À L'INTÉRIEUR D'UN ÉTAT FÉDÉRAL COMPRENANT DIX PROVINCES ET, D'AUTRE PART, QU'ON NE POURRAIT JAMAIS SATISFAIRE LES NATIONALISTES QUÉBÉCOIS.**

politique égal. Dans cette optique, le fait que le Canada soit composé d'individus était secondaire. Par



conséquent, les institutions démocratiques qui les représentaient l'étaient également, exception faite, naturellement, du Québec, qui avait la bonne fortune d'abriter une de ces deux nations à l'intérieur de ses frontières. Non que les Canadiens n'aient pas de droits individuels, mais ces droits ne devaient pas entraver le principe des deux nations. Comme l'a déjà dit Isaiah Berlin : *Si la satisfaction des besoins de l'État auquel j'appartiens devient incompatible avec la réalisation des objectifs d'autres individus ou d'autres groupes, moi-même ou la société à*

*laquelle j'appartiens indissolublement, n'avons pas d'autre choix que de les forcer à céder.*<sup>1</sup>

Selon ce raisonnement, le gouvernement du Québec devait être libre de traiter sa minorité anglophone comme bon lui semblait, quitte à sacrifier les minorités francophones hors Québec. La reconnaissance, le développement et la protection de la nation québécoise passaient avant tout. Et les conséquences seraient graves, si ces conditions n'étaient pas satisfaites dans un avenir prévisible. William Johnson montre que les premiers ministres québécois n'ont pratiquement pas dévié de cette vision.

En revanche, il n'y a jamais eu de plus fervent adversaire des nationalistes que Pierre Trudeau. Johnson témoigne sans réserve, à travers son livre, l'admiration qu'il voue à cet homme et aux principes libéraux qu'il défendait. Et non sans raison. Trudeau comprenait que les Québécois francophones éprouvaient une insécurité perpétuelle face à leur avenir et que c'était précisément celle-ci qui avait attisé l'ardeur nationaliste à tant de reprises. Pour lui, la meilleure façon de calmer ces peurs était d'enchâsser les droits linguistiques dans une Charte des droits et libertés, applicable à tous les citoyens sans exception, ce qui alliait superbement les principes libéraux et le pragmatisme politique. Il savait, d'une part, qu'un statut spécial pour le Québec était impraticable à l'intérieur d'un État fédéral comprenant dix provinces et, d'autre part, qu'on ne pourrait jamais satisfaire les nationalistes québécois. Tout politicien qui s'y essaierait serait victime de chantage.

C'est sur la question du chantage que Johnson offre ses meilleurs analyses. Il donne un compte rendu troublant de l'extraordinaire propension qu'avait Brian

Mulroney à solliciter d'anciens souverainistes et partisans nationalistes pour son caucus — et même pour son cabinet — afin d'établir une base politique au Québec. Johnson démontre clairement qu'en adoptant la vision nationaliste de l'histoire récente du Québec, et donc

pratiquement insatiable. En brandissant avec Bourassa et les autres la menace de l'éclatement du pays si on ne ratifiait pas la dernière entente constitutionnelle rapiécée, Mulroney exerça une forme de chantage tout aussi odieuse, avec de terribles conséquences pour le pays. Johnson l'explique très bien :

\*\*\*

**LES ANNÉES MULRONEY DEVRAIENT SERVIR DE LEÇON — ET D'AVERTISSEMENT — À TOUT CEUX QUI CROIENT QU'IL EST POSSIBLE DE SATISFAIRE LES REVENDICATIONS DES NATIONALISTES QUÉBÉCOIS SANS PROVOQUER DE GRAVES CONSÉQUENCES POUR LE PAYS.**

*Ce fut le premier ministre du Canada qui, plus qu'aucun autre, réactiva le nationalisme, mina les forces fédéralistes au Québec, jeta le discrédit sur la vision du Canada qui se dégageait de la constitution de 1982, celle d'un seul pays avec deux langues officielles, et réhabilita cette vision du Québec, caractéristique de la Révolution tranquille, d'un État ethnique francophone. (p. 208)*

Les années Mulroney devraient servir de leçon — et d'avertissement — à tout ceux qui croient qu'il est possible de satisfaire les revendications des nationalistes québécois sans provoquer de graves conséquences pour le pays. Bref, le nationalisme québécois ne concerne que le Québec — et seulement les citoyens francophones du Québec. Or aucune vision axée exclusivement sur une province ou un groupe ethnique ne peut répondre à la grande variété des intérêts et des forces en jeu dans un pays comme le Canada, ou même dans une province comme le Québec.

Ainsi, William Johnson démontre de façon convaincante que le nationalisme québécois a créé un

profond clivage non seulement entre la province et le reste du Canada, mais aussi à l'intérieur du Québec. Un pays qui se définit sur une base ethnique, comme le revendique Bouchard, exclut automatiquement une partie de ses citoyens. Pire encore : c'est une vision refermée sur elle-même et

**LES QUÉBÉCOIS DOIVENT SAVOIR TOUTE LA VÉRITÉ SUR LEUR HISTOIRE ET LEUR PLACE DANS LE CANADA. SI LE SENTIMENT NATIONALISTE ET LA DISCORDE SONT LE PRODUIT D'UN MYTHE, ALORS S'IMPOSE UN PROCESSUS DE DÉMYTHIFICATION.**

obsédée par les humiliations du passé. Par contre, elle prédit un avenir utopique qui ne se réalisera que si un nombre suffisant de Québécois voient la lumière. Johnson nous prévient que le reste du pays ne doit en aucun cas cautionner ce genre de raisonnement. Les Québécois doivent savoir toute la vérité sur leur histoire et leur place dans le Canada. Si le sentiment nationaliste et la discorde sont le produit d'un mythe, alors s'impose un processus de démythification. A défaut de quoi l'avenir du Canada paraît sombre. ■

<sup>1</sup>Isaiah Berlin, *Nationalism, Against the Current: Essays in the History of Ideas*, London, 1980, p.343.

Traduction : Jean-Paul Murray

ON NE PEUT PAS PASSER TOUTE SA VIE À VOULOIR SE SÉPARER.

IL FAUT FINIR PAR APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE.

Guy Bertrand,

Cité libre, novembre-décembre 1995

# IDENTITÉ ET FAMILLE CHEZ NINA BOURAOUI

CÉCILE BRAUCOURT



Cécile Braucourt est détentrice d'une maîtrise de lettres de la Sorbonne. Elle séjourne actuellement à Moscou.

Il en est des familles comme d'idoles trop puissantes : on leur doit l'essentiel, mais on s'en défend, on les vénère, mais on leur en veut de nous obliger par cet amour. Il y en a ainsi qui, d'un unique souffle, adorent et détestent cette hérédité incontournable dont ils se sentent prisonniers. Nina Bouraoui est de ceux qui s'interrogent sur ce dilemme obsédant, et ses personnages sont pris au piège de l'héritage familial. Dominés par l'histoire des générations précédentes, déchirés par l'ambiguïté d'un amour paralysant et d'une haine envahissante, ils illustrent la difficile réconciliation de l'individu et de sa cellule familiale.

Née en 1967 dans l'ouest de la France, Nina Bouraoui vient de publier en juin dernier son troisième roman, *Le bal des murènes*, après *La voyageuse interdite*, pour lequel elle a obtenu le prix du Livre Inter 1991, et *Poing mort*. Elle signe une nouvelle fois un livre saisissant de vérité et de douleur. Il n'y a en effet aucune complaisance chez cette jeune femme qui va au bout d'un portrait tranchant et inquiétant de la famille. L'atmosphère de ce huis clos familial s'apparente à celle d'un cauchemard kafkaïen ou à celle qui oppresse les personnages de Sartre. Sur cette scène hostile, un jeune homme malade, tenant le rôle de narrateur, s'acharne à disséquer ses relations avec sa mère, relations faites de dégoût, de rancune, de froideur et de silences. C'est le non-dit, un secret familial pressenti par le narrateur mais obstinément tu par la mère, qui étouffe le jeune homme, le rendant depuis sa naissance malade de peurs et d'incertitudes, et infirme de la vérité. Plus qu'un malaise, c'est une véritable asphyxie

à laquelle nous assistons, l'asphyxie d'un jeune homme en quête de son identité au sein d'une famille plus que malveillante, aux côtés d'une mère castratrice.

## LA PRISON FAMILIALE

Au centre de la fiction, la relation conflictuelle d'une mère et de son fils dessine une ambiance proche de l'éclatement ; il s'en faut de peu que l'incompréhension qui les tient éloignés ne se transforme en guerre ouverte. Le face à face est d'autant plus oppressant qu'il est doublé par les images de guerre qui sous-tendent un secret familial terrible. Comme un écho de l'étouffement du narrateur dans l'espace familial, la reminiscence des années de guerre, durant lesquelles la maison habitée par des soldats servait de lieu de détention et de torture, accentue la tension. Parmi ces prisonniers, une femme, choisie et aimée par un officier, met au monde une fille, la mère du narrateur. Mais la promesse faite de ne pas s'attacher aux prisonnières conduit l'officier à

tuer celle qui vient de lui donner un enfant, et à reprendre sans pitié ses activités meurtrières. On l'apprendra bien plus tard, lorsque ce grand-père coupable réapparaîtra, malade, dans la maison familiale, mais l'ombre du bourreau plane continuellement sur le narrateur et sur sa mère. Comme s'il leur était impossible de se défaire de ce passé honteux et d'envisager leur avenir en toute liberté, ils s'enlisent dans des images interdites qui les condamnent. La famille devient un lieu de réclusion. L'aversion des personnages pour cette prison n'est pas sans ressembler à celle du narrateur des *Nourritures Terrestres* qui s'écriait : « Familles, je vous hais ! » Mais si le scandale était pour Gide la possession jalouse du bonheur, il réside au contraire chez Nina Bouraoui dans l'idée de la douleur qui envahit l'univers familial.

L'amour et le don de vie sont restés, depuis ces événements, synonymes de violence. De génération en génération, on se transmet cette étrange alchimie, et l'amour se double inévitablement d'un violent rejet de soi et des siens. La mère, fille d'un crime de guerre, est incapable de s'affranchir des circonstances de sa naissance, elle méprise ses enfants, jusqu'au dégoût de leurs corps, manifestations trop évidentes d'une descendance haïe. Elle voudrait n'être née de personne, et surtout pas de ce père assassin dont elle déteste l'ascendant sur sa personne. L'histoire familiale étouffe la capacité d'aimer et de s'aimer soi-même. Elle est une véritable malédiction qui fait d'elle, et de ses enfants, des prisonniers de la haine.



Ce thème de la filiation douloureuse n'est pas nouveau chez Nina Bouraoui. Son premier roman, *La voyeuse interdite*, met en scène une jeune fille musulmane victime de la fatalité qui fait des femmes de sa race des objets de mépris et de honte. L'enfermement est tout autant physique que psychologique pour cette jeune fille cloîtrée dans la maison familiale auprès de deux sœurs silencieuses, d'un père qui l'ignore depuis sa puberté, d'une mère qui lui prépare un avenir identique au sien, celui d'une prisonnière. Ici, l'asphyxie est surtout intérieure, mais on retrouve la même douleur d'un enfant aliéné par la fatalité d'une famille sans amour. On ne sait qu'attendre d'une telle mère, on sait seulement que la haine a depuis toujours remplacé la tendresse. Cette absence de sentiments maternels, c'est pour Nina Bouraoui la nature changée en monstre.

### À LA RECHERCHE D'UNE IDENTITÉ COHÉRENTE

Mais ce qui importe, ce qui préoccupe l'écrivain à travers son narrateur, ce ne sont pas tant ces mères sans amour que leurs enfants déchirés. Comment se créer, s'accepter, s'aimer soi-même lorsque l'on sait être la douleur et la honte d'une mère plutôt que son orgueil et sa joie ? Les narrateurs de Nina Bouraoui sont tous des enfants en mal d'amour, étouffés par la honte et le remords refoulés, comme pris au piège de ces sentiments contradictoires. Déchiré entre la tentation d'une tendresse naturelle et l'évidence d'une haine réciproque, l'enfant manque de repères et se retrouve dans une incapacité chronique de définir sa propre identité. Ici, le narrateur ne peut se décider entre aimer et rejeter cette mère qui le torture à force de mépris : « J'hésite. J'hésite entre la punition et le pardon, la chaleur et la glace. Je l'adore et je la déteste, je l'envise et je la repousse... J'ai honte de la haïr et de l'aimer tant. » La maladie devient le signe

extérieur de cette déchirure intérieure : le refus d'amour paralyse.

### COMMENT SE CRÉER, S'ACCEPTER, S'AIMER SOI-MÊME LORSQUE L'ON SAIT ÊTRE LA DOULEUR ET LA HONTE D'UNE MÈRE PLUTÔT QUE SON ORGUEIL ET SA JOIE ?

La transmission de la malédiction et de la honte aboutit au rejet de soi, jusqu'au point où, homme ou femme, on ne sait plus qui l'on est et ce que l'on voudrait être. L'identité sexuelle est sans doute l'exemple le plus révélateur de cette quête désespérée. Les personnages se neutralisent ou se confondent. Le père, absent, presque transparent, se féminise à mesure qu'il se fragilise ; la mère, dominée par l'image d'un père assassin, rejette sa féminité et en déteste les signes chez ses filles ; le narrateur se surprend à s'imaginer femme pour tenter de démasquer sa véritable identité. Dans *La voyeuse interdite*, la sexualité est déjà le premier interdit et le premier déséquilibre ; elle fait peur, elle attire, elle obsède, mais au bout du compte les tabous musulmans l'emportent sur la connaissance de soi. Ce dédoublement douloureux l'empêche de se connaître et de s'accepter. Et peut-on aimer tout à fait un autre corps lorsque l'on hait le sien ?

### UNE DÉCLARATION D'INDÉPENDANCE

Plutôt que de déclarer la guerre à des ancêtres trop encombrants ou à des descendants trop exigeants, Nina Bouraoui suppose implicitement à chaque génération de déclarer son indépendance. Et de la prendre. Les malédictions familiales ne se perpétuent que par lâcheté. Celui qui a souffert cherche, le plus souvent inconsciemment, à reproduire le schéma, pourtant haï, sur sa propre progéniture, comme s'il ne pouvait en être autrement, comme s'il était

inconcevable d'affronter le passé et de le dépasser. Cette fatalité, Nina Bouraoui la met à mal avec une violence et une passion hors du commun. Elle refuse d'emblée les compromis et se place bien au-delà de la demi-mesure. Pas de silences justifiables, pas de fausse liberté pour la nouvelle génération, aucun crédit pour la mère qui, au nom d'un passé qui la brûle, fait subir à ses enfants le poids de l'héritage familial. Il y a bien une responsabilité à donner la vie, et elle est incompatible avec cette passation de la souffrance et des erreurs passées. Dans *Le bal des murènes*, la mère sans amour est l'accusée de ce procès de famille parce qu'elle détruit ses enfants, sous le prétexte d'une vieille tragédie dont elle voudrait les rendre responsables ; dans *La voyeuse interdite*, l'accusée est la mère muette, qui, de victime des interdits musulmans, se transforme en bourreau de ses filles lorsqu'elle les soumet aux mêmes lois. Dans les deux cas, la mère est coupable de ne pas s'affranchir du joug familial et, ce faisant, de condamner ses enfants. Coupable finalement de donner la vie et avec elle les chaînes.

On comprendra alors l'extrême actualité de l'univers littéraire de Nina Bouraoui. Sa sensibilité à fleur de peau donne une prose foisonnante, menée à un rythme endiablé, au gré d'énumérations souvent surprenantes et toujours choquantes. Fond et forme s'accordent à peindre un tableau radical qui tient en haleine : on a plus d'une fois le souffle coupé par le paroxysme qu'atteint la déchirure du narrateur. Les situations sont certes poussées à l'extrême, et cette violence verbale pourrait paraître excessive si l'on y voyait une simple caricature de la cellule familiale. Cela serait ignorer la maturité de l'intrigue qui assure à l'écriture de Nina Bouraoui sa solidité romanesque. ■

# GLOSSAIRE RAISONNÉ DU CITOYEN AVERTI

**DROIT, DROITS** (de l'adj. latin *directus*, droit, ce qui est conforme à une règle).

Ce qui est exigible et permis dans une collectivité humaine.

Ce qui donne une autorité morale considérée comme légitime.

Ensemble des règles qui régissent les rapports des hommes entre eux.

Le droit est, d'une façon générale, ce qui doit être, ou ce qui peut être légitimement, par opposition à ce qui ne doit pas être.

Les droits de l'homme sont des libertés reconnues à tous les hommes considérés comme des êtres égaux. Les droits sont ce que permet la loi, règle impérative régissant du dehors l'activité humaine. À cet égard, loi, droits et liberté sont étroitement liés. « La liberté est le droit de faire tout ce que les lois permettent » disait Montesquieu. Il arrive cependant que la loi sanctionne des inégalités que la morale n'admet pas. D'où la revendication de libertés ou de *droits naturels*.

**Droit positif** : pouvoir qui résulte de la volonté du législateur.

**Droit coutumier** : droit qui résulte des us et coutumes établis.

**Droit écrit** : droit qui est consigné dans un code.

**Droit public** : droit qui concerne les rapports des citoyens avec le pouvoir.

**Droit des gens (jus gentium)** : **droit international** public et privé, régissant les rapports des nations entre elles ou des sujets de ces nations entre eux. Autres subdivisions : *droit civil*, *droit commercial*, *droit pénal*, *droit administratif*, *droit constitutionnel*, *droit privé*.



## DROIT NATUREL, IDÉAL OU RATIONNEL

Droit qui résulte de la nature de l'homme, supérieur à toute convention ou législation positive et inaliénable. « Le Droit Naturel ... consiste dans certains principes de la Droite Raison, qui nous font connaître qu'une Action est moralement honnête ou déshonnête selon la convenance ou disconvenance nécessaire qu'elle a avec une Nature Raisonnable et Sociable » disait Grotius.

« Le droit positif repose sur le droit naturel, qui lui sert tout ensemble de fondement, de mesure et de limite. La loi suprême de toute loi positive est qu'elle ne soit pas contraire à la loi naturelle » indiquait Victor Cousin.

## CITATIONS

« Les hommes naissent et demeurent libres et égaux en droits, les distinctions sociales ne peuvent être fondées que sur l'utilité commune ... »

La liberté consiste à pouvoir faire tout ce qui ne nuit pas à autrui. Ainsi, l'exercice des droits naturels de chaque homme n'a de bornes que celles qui assurent aux autres membres de la société la jouissance de ces mêmes droits ... »

La libre communication des pensées et des opinions est un des droits les plus précieux de l'homme ... La garantie des droits de l'homme et du citoyen nécessite une force publique ; cette force est donc instituée pour l'avantage de tous, et non pour l'utilité particulière de ceux à qui elle est confiée »  
(Déclaration des droits de l'homme et du citoyen)

« La défense est de droit, la vengeance est infâme »  
(M.-J. CHÉNIER)

« L'État est subordonné à une règle de droit supérieure à lui-même ... Cette limitation de l'État par le droit, il faut l'admettre ... sans cela, il n'y a pas de civilisation possible ; il n'y a que despotisme et barbarie »  
(L. DUGUIT)

« Les gouvernants n'aiment généralement pas le droit naturel, parce qu'on ne l'invoque guère que pour leur résister »  
(J. LECLERCQ)

### SOURCES :

Le petit Robert  
Vocabulaire technique et critique de la philosophie  
Vocabulaire de la philosophie et des sciences humaines

Préparé par :  
**NADIA KHOURI**

# LES DÎNERS DE *Cité libre*

## **MONTREAL**

### **Où:**

À la Maison du Egg Roll  
3966, Notre-Dame Ouest

### **Quand:**

Jeudi 14 novembre 1996  
de 17h30 à 21h

### **Débat:**

« L'ÉCOLE PRIVÉE EN QUESTION »

avec

**BENOÎT LAUZIÈRE,**

Président de l'Association des  
Collèges privés du Québec

et

**LORRAINE PAGÉ,**

Présidente de la CEQ

*Renseignements et réservations :*

Isabelle ou Marcel  
(514) 671-8487

## **OTTAWA**

### **Où:**

À l'Hôtel Delta  
361, rue Queen

### **Quand:**

Mercredi 20 novembre 1996  
de 17h30 à 21h

**FRANCIS WHYTE**

Recteur de

l'Université du Québec  
à Hull

« L'UNIVERSITÉ  
D'AUJOURD'HUI  
ET DE DEMAIN »

*Renseignements et réservations :*

Rolande Beauchemin  
(819) 770-2467



BENOÎT LAUZIÈRE



LORRAINE PAGÉ



FRANCIS WHYTE



**Cité**  
**libre**

Novembre-décembre 1996